PRECIS HISTORIQUE

[illegible]

L'INSURRECTION ROMAINE

OPÉRATIONS MILITAIRES

[illegible]

LA PROVINCE DE VITERBE

DURANT LA CAMPAGNE DE 1867

[illegible]

LOMBARD-MARTIN

[illegible] DES ÉT[illegible]

[illegible]

[illegible] fouette [illegible]

[illegible] XIX, 1521 [illegible]

[illegible] du général Garibaldi [illegible]

[illegible] Mon cher [illegible]

[illegible] d'octobre [illegible] romaine [illegible] beaucoup de [illegible]

[illegible] avec gratitude votre dévoué [illegible]

PARIS,

[illegible] DENTU, [illegible] PALAIS-ROYAL

[illegible]





PRÉCIS HISTORIQUE

SUR

L'INSURRECTION

ROMAINE

OPÉRATIONS MILITAIRES

DANS

LA PROVINCE DE VITERBE

DURANT LA CAMPAGNE DE 1867

PAR

LOMBARD-MARTIN

CITOYEN DES ÉTATS-UNIS

Ex-médecin des volontaires (division G. Acerbi).

Il n'est aucun docteur, aucun historien de bonne foi qui ne convienne que la puissance temporelle des papes a été funeste à la religion.

(*Corresp. de* NAPOLÉON I, t. XIX, 15219)

(*Extrait d'une lettre du général Garibaldi*)

« Mon cher Lombard,
« Votre ouvrage sur la campagne d'octobre
« (insurrection romaine) fera beaucoup de
« bien.
« Je suis avec gratitude votre dévoué
« G. GARIBALDI »

PARIS,

E. DENTU, ÉDITEUR-LIBRAIRE, PALAIS-ROYAL

1868

EN MÉMOIRE DE

GIUDITTA TAVANI IN ARQUATI

CITOYENNE ROMAINE

MASSACRÉE AVEC SON FILS ANTONIO

AGÉ DE 13 ANS

VIA LUNGARETTA, 92, A ROME,

LE 25 OCTOBRE 1867

PAR LES SOLDATS DE S. S. PIE IX

(Voyez page 155)

DÉDIÉ

A LA JEUNESSE ITALIENNE ARMÉE

CONTRE

LE POUVOIR TEMPOREL

INTRODUCTION

Le mouvement armé qui, en 1867, a menacé le pouvoir temporel des papes sera considéré par l'histoire comme un des faits les plus significatifs du XIX[e] siècle.

Jamais l'esprit humain n'a été moins indépendant de toute pression étrangère que pour le jugement à porter sur cette campagne du peuple contre la ville du pape-roi. La politique et la religion ont été confondues : l'ancien monde s'est trouvé face à face avec le monde nouveau ; l'immobilisme avec le progrès ; la révélation avec la libre pensée.

Faut-il s'étonner que le rapprochement de principes aussi contraires ait provoqué les appréciations les plus passionnées ; qu'il ait déchaîné les colères les plus vives, les plus aveugles calomnies contre les hommes qui ont pris part au mouvement soit pour le favoriser, soit pour le comprimer ?

A mesure que le moment de la lutte sanglante s'éloigne, adversaires et partisans du pouvoir temporel pontifical peuvent envisager avec plus de calme les faits accomplis, en déduire sûrement la morale, mesurer les difficultés qu'il a fallu vaincre des deux côtés, et, par la connaissance du passé, pressentir l'avenir.

C'est afin de faciliter une tâche aussi importante que nous nous proposons de relater les circonstances dans lesquelles a été projetée et s'est accomplie la marche des colonnes garibaldiennes sur Rome.

Notre travail est un simple exposé, une sorte de précis historique. Si des détails plus minutieux paraissaient nécessaires au lecteur, nous lui recommanderions l'œuvre de

longue haleine que va publier, en langue italienne, sur les mêmes événements, M. le capitaine d'état-major Medoro Savini, et l'*Italia nel 1867* de M. le colonel G. Frigyesi.

Les trois divisions des volontaires italiens doivent être comprises dans notre publication, le centre (général Garibaldi), la gauche (général Nicotera), la droite (général Acerbi).

Notre présence dans la division placée sous le commandement du général Acerbi, nous a permis de recueillir avec quelque facilité les documents qui s'y rattachent. Pour ce motif, nous consacrons la première partie de notre travail à l'aile droite de l'insurrection romaine.

Il y a des questions qui reviennent sans cesse; vainement on en détournerait la vue, on ne peut les écarter: elles s'imposent à la discussion avec éclat dans les conseils des nations, sourdement dans les masses où elles soulèvent d'une manière chronique des tempêtes. L'intérêt général, la dignité humaine commandent de les résoudre.

Aujourd'hui que partout, en Europe, l'Etat s'efforce d'assurer son indépendance vis-à-vis de l'Eglise; aujourd'hui qu'il ne faut plus songer à aliéner les peuples à la théocratie, le pouvoir temporel des papes est devenu la première de ces questions. Le motif en est que le Vatican s'est imposé à tous, malgré les enseignements de l'histoire, malgré le désaveu des peuples et des monarques, en particulier de Napoléon Ier décrétant la cessation du pouvoir temporel (1).

Aussi longtemps que cette question ne sera pas tranchée elle se représentera avec plus ou moins de danger. On ne saurait se faire illusion à ce sujet.

C'est donc un devoir de l'éclairer pour qu'elle soit réso-

(1) Le décret d'abolition porte la date du 17 mai 1809, et il est motivé sur les considérations suivantes :

« Napoléon, empereur des Français, roi d'Italie, protecteur de la Confédération du Rhin, etc.

« Considérant que lorsque Charlemagne, empereur des Français,

lue selon les idées nouvelles que proclament à l'envi les gouvernements : Justice et Liberté.

C'est dans ce but que les notes par nous recueillies voient le jour.

Puissent-elles contribuer à mettre en évidence la vérité que nous désirons atteindre et qu'il importe à tous de trouver.

Si la même voie est suivie loyalement par des écrivains placés sur un autre terrain que nous, les rapports officiels qui ont été publiés, assez incomplets, quoique nombreux, n'auront plus de lacunes.

On pourra dire : *La lumière est faite.*

Qu'elle soit !

et notre auguste prédécesseur, fit donation de plusieurs comtés aux évêques de Rome, il ne les leur donna qu'à titre de fief et pour le bien de ses Etats, et que, par cette donation, Rome ne cessa pas de faire partie de son empire ;

« Que, depuis, ce mélange d'un pouvoir spirituel avec une autorité temporelle a été, comme il l'est encore, une source de discussions et a porté trop souvent les pontifes à employer l'influence de l'un pour soutenir les prétentions de l'autre ; qu'ainsi les intérêts spirituels et les affaires du ciel, qui sont immuables, se sont trouvés mêlés aux affaires terrestres, qui par leur nature changent selon les circonstances et la politique des temps ;

« Que tout ce que nous avons proposé pour concilier la sûreté de nos armées, la tranquillité et le bien-être des peuples, la dignité et l'intégrité de notre empire avec les prétentions temporelles des papes n'a pu se réaliser ;

« Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

(Suivent les articles du décret abolissant le pouvoir temporel et assurant au pape une pension annuelle).

Ce décret est précédé d'une note pour le comte de Champagny ; on y lit entre autres :

« Pendant des siècles les fondateurs de notre religion n'ont point été rois. Il n'est aucun docteur, aucun historien de bonne foi qui ne convienne que la puissance temporelle des papes a été funeste à la religion. »

(V. la *Correspondance de Napoléon Ier*, tome XIX. — 15,219. — Décret.)

I.

Voyage de Garibaldi dans les provinces vénitiennes.

Le joug de l'étranger ne pesait plus sur la Vénétie.

Aux gémissements, aux malédictions d'un peuple opprimé, succédait l'allégresse publique : ce n'était plus par le sang que cette terre généreuse était mouillée, c'était par des larmes de joie.

En s'ouvrant à l'espoir d'un heureux avenir, les provinces vénitiennes ne perdaient pas la mémoire du cœur. Elles se souvenaient des martyrs morts pour la liberté dans les tortures du cachot, sur les gibets, sur les champs de bataille, ou, plus tristement, en exil. Elles appréciaient les patriotes les plus méritoires, ceux qui avaient le plus souffert; elles comptaient les survivants et les conviaient à prendre la place d'honneur au banquet de la résurrection.

Des adresses, parties de la plupart des villes de la Vénétie, furent envoyées à Caprera. Elles invitaient Garibaldi, ainsi que ses vieux compagnons d'armes, à venir librement dans cette partie de la patrie italienne d'où le despotisme l'avait repoussé en 1849.

Le voyage fut fixé aux premiers beaux jours de 1867. A la fin de février, l'ex-dictateur des Deux-Siciles quittait son îlot ; il traversait la Péninsule

au milieu des ovations enthousiastes d'un peuple électrisé à sa vue, et, le 27, il arrivait dans la patriotique Venise, accompagné de ses amis les plus fidèles, MM. les députés général Acerbi, Cairoli, Cucchi, etc.

Venise avait déployé tout le luxe, toute la splendeur de l'ancienne reine de l'Adriatique. Avec ses palais de marbre pavoisés d'oriflammes, avec ses mille gondoles ornées de draperies aux vives couleurs; ses sombres canaux, ses ponts qui font rêver, ses quais, ses places où se pressait une population vigoureuse, frémissante de bonheur, enivrée de poésie et poussant de stridents vivats en faveur de la liberté, la cité, si puissante autrefois, paraissait revenue à ses plus beaux jours : elle semblait verser à flots ses richesses pour recevoir le plus aimé, le plus grand de ses doges. — Il s'agissait seulement du patriote pauvre, pauvre après avoir possédé un royaume.

Dans toutes les cités, riches ou humbles, à Landinara, Ferrare, Trévise, Padoue, Vérone, Udine, etc., la présence de Garibaldi souleva le même enthousiasme. Partout elle fit vibrer au plus haut degré la fibre patriotique.

C'est là le fait sur lequel l'attention doit se fixer particulièrement. Il est, en effet, le point de départ de la campagne de 1867 contre Rome, et il donne la clef des événements que nous allons exposer.

II.

L'espoir en la diplomatie.

Célébrer l'indépendance de la Vénétie et son agrégation à l'Italie, c'était rappeler que l'unité du pays n'était pas complète. Forcément un parallèle devait s'établir dans les esprits entre Venise heureuse, réunie à la famille italienne, et Rome éplorée, encore tenue à l'écart.

Dès les premières manifestations, le souhait que cette séparation cessât fut exprimé hautement, énergiquement. Comme symbole de ce vœu, le drapeau portant la louve romaine fut voilé d'un crêpe funèbre et placé parmi les bannières des députations.

S'il est vrai, comme l'a dit Napoléon III, peu de de temps après son avènement au trône, que la logique des faits est inéluctable, faut-il s'étonner que des populations ardentes pour la liberté, fatiguées de la domination étrangère, ne voient pas dans cette logique les difficultés, les lenteurs que sait y découvrir la diplomatie ? Ne faudrait-il pas encore moins imputer à crime ces sentiments généreux qui poussent quelques hommes à sacrifier leur repos, leur intérêt, leur existence, pour assurer le triomphe de cette logique ?

Quoi qu'il en soit, le général Garibaldi admettait avec ses amis que l'unification de l'Italie ayant été commencée, la diplomatie qui l'avait favorisée ou

seulement sanctionnée, ne devait pas, ne pouvait pas s'arrêter en chemin : le voulût-elle, les faits se chargeraient d'être logiques à sa place, ils la pousseraient jusqu'aux derniers conséquences du principe par elle accepté.

Après avoir successivement rassemblé, sauf un seul, tous les membres épars de la Péninsule, elle terminerait volontairement cette œuvre de reconstruction, au nom de la justice, au nom de la raison, ou par la force même des choses.

Pour les patriotes italiens, l'agrégation de Rome devait succéder à celle de la Vénétie d'autant plus rapidement, que les difficultés étaient moindres, que l'Italie demandait avec unanimité cette satisfaction, et que le fait accompli n'entraînerait aucun danger pour l'Europe, aucun ébranlement pour la chrétienté.

En résumé, après l'incorporation des provinces vénitiennes, le moment était venu de résoudre la question de Rome. L'année 1867 ne devait point se passer sans que cet événement se fût réalisé, et ce couronnement de l'unité italienne ne coûterait ni le sacrifice d'une seule existence, ni la perte d'une goutte de sang !

Telle était la conviction, tel était l'espoir du parti libéral qualifié d'avancé.

Telle est aussi la manière de voir exprimée par le général Garibaldi, à chaque fois que, dans sa tournée en Vénétie, il est appelé à prendre la parole et à parler de Rome.

A Landinara, la foule enthousiaste répond par des vivats aux paroles de Garibaldi. « Vive Rome

délivrée ! Rome ou la mort ! » crie-t-on de toutes parts. Voici ce que réplique l'ex-dictateur :

« ... Je ne puis maintenant seconder votre ardeur. Je ne puis vous donner des espérances de guerre. »

A Venise, cette même pensée de ne pas recourir aux armes et de se fier à l'action gouvernementale est exprimée plus formellement ; le général dit au peuple qui demande Rome :

« ... Nous avons encore, il est vrai, un petit morceau de notre pays qui est hors du bercail, petit morceau qui ne manque pas d'importance, Rome,.... Rome que ces messieurs mitrés ne veulent pas rendre à l'Italie et qui cependant est à nous.

« Ces messieurs les prêtres qui, pendant tant de siècles, l'ont jouée, souillée, traînée dans la boue et ont fait un cloaque du premier peuple du monde, il serait temps qu'ils cessent de profaner notre capitale, qu'ils nous la rendent. Je suis persuadé que l'*Italie a assez de braves pour la prendre avec les armes; mais je ne crois pas que ce soit le cas de le faire pour Rome*. Rome est à nous, à nous légalement.

« En conséquence, nous irons à Rome, comme nous allons dans notre demeure, dans notre maison.

« J'espère *qu'il n'y aura pas besoin de prendre les armes.* Il serait trop facile d'y aller avec les armes. Nous sommes habitués à des entreprises plus difficiles... »

A Chioggia, parmi ceux qui témoignent le plus de résolution, le plus de dévouement patriotique, on remarque nombre de prêtres. A certains moments, un seul cri s'élève de toutes les poitrines ; c'est celui de « à Rome ! » Garibaldi répond par ces paroles :

« ... Oui, nous avons encore une terre à revendiquer.

Cette terre, c'est Rome. Vous, hommes généreux, vous seriez prêts à la prendre par la force ; mais *j'espère qu'il ne sera pas nécessaire de recourir aux armes.* »

A Udine, la foule interrompt les conseils que lui donne le général de s'exercer à la carabine comme en Suisse. « A Rome ! » crie-t-on de toutes parts. Garibaldi s'exprime ainsi :

« ... Pour Rome, j'espère que nous en aurons bientôt fini Il faut nous arracher cette plaie du cœur, mais *point de violences* avec les prêtres. Nous sommes assez forts. »

A Trévise, les acclamations pour Rome retentissent.

« ... Oui, s'écrie le général, Rome doit nous être bientôt rendue : *L'Italie n'aura pas besoin de recourir aux armes.* »

A Vérone, des malédictions retentissent à l'adresse des prêtres qui tiennent Rome en leur pouvoir. Garibaldi fait entendre ces paroles de paix :

«..... Je n'éprouve aucune haine pour les individus..... Je ne hais pas le prêtre comme prêtre ; mais je suis l'adversaire de ceux qui répandent l'ignorance et qui sont les ennemis de l'unité italienne. (Cris : *Rome !)* Rome sera nôtre ; mais *je ne crois pas que nous ayons besoin des armes pour l'avoir.* »

Ainsi, l'ex-dictateur avait confiance dans la diplomatie.

III.

Les proscrits romains.

Avec les manifestations publiques qui éclataient sur le passage de Garibaldi pour la libération de Rome, il faut en signaler d'autres qui, pour être faites avec moins de retentissement, avaient un caractère bien plus pressant, bien plus impérieux.

C'étaient celles des députations que les émigrés romains envoyaient au général. Dans chaque ville, les proscrits de la cour pontificale, de jour en jour plus nombreux, s'étaient organisés en sociétés: ils avaient pour but de se secourir, de se communiquer les nouvelles reçues du sol natal, et, il faut bien le dire, de s'organiser en vue d'un combat qui leur donnerait ou la liberté ou la mort.

Dans chaque ville, après les ovations frénétiques de la foule, une délégation de ces proscrits se présentait au général.

Contraste émouvant: pendant que dans la rue, sur la place, les cris joyeux de la population acclamaient en Garibaldi un libérateur, devant lui, dans le tête-à-tête, la proscription se dressait pensive, grave, morne; elle lui demandait de se souvenir que lui aussi avait été proscrit, elle le priait de se rendre à la volonté du peuple, de mettre fin à ses tortures, de le guider sur Rome.

Plusieurs députations vinrent même de Rome, soit au nom des citoyens, soit avec une mission

du comité secret, malgré les dangers d'une police d'autant plus redoutable qu'elle est greffée sur l'inquisition des consciences. Ces délégués joignirent leurs supplications à celles des exilés.

« Tout est prêt, disaient-ils comme conclusion, tout est prêt pour un soulèvement; soyez notre chef comme vous l'avez été si souvent, donnez le signal... ce sera celui de notre liberté. »

A toutes ces pressantes suggestions, le général opposait le même raisonnement qu'à la foule; il répondait avec cette loyauté, cette conviction profonde, cette confiance candide qui caractérise les grands cœurs et les enfants :

... « Nous n'aurons pas besoin de prendre les armes. La guerre est une chose affreuse. Notre cause est manifestement trop juste pour que justice ne nous soit pas rendue sans *retards*. Ayez patience encore un peu... »

Patience ! des exilés, des martyrs, avoir patience !

Il est vrai que le général ajoutait :

... « Si les vœux de l'Italie doivent encore être déçus ; si la diplomatie persiste à ne pas nous faire rendre ce qui nous appartient ; si notre gouvernement, oubliant qui il représente, accepte un plus long vasselage, avec vous je repousserai énergiquement cette opprobre ; nous marcherons ensemble : comptez sur moi... »

— Quand? demandèrent les citoyens de Rome.

— Bientôt, dans quelques mois au plus ; après le temps nécessaire pour nous assurer si l'on fait réellement litière de nos droits, et si nous avons des hommes à la tête du gouvernement.

IV.

Dispositions officielles. — L'expédition est résolue.

L'espoir de Garibaldi et de ses amis devait être déçu ; il le fut non point par le *non possumus* du Vatican sur lequel aucune illusion n'était possible, mais par le manque d'initiative du palais Pitti, par le manque d'énergie du ministère. L'attitude des hommes d'Etat italiens demeura la même; c'est de la réserve que nous devons observer, répondaient-ils aux ouvertures qui leur étaient faites. Pour le général, c'était de la pusillanimité; après l'annexion de la Vénétie, c'était plus encore.

La solution de la question romaine pouvait et devait être obtenue, suivant lui, sans rupture avec aucune puissance, sans guerre, sans tirer un coup de fusil. Il suffisait d'un décret prescrivant la mise à exécution du vote par lequel, le 21 mars 1861, le Parlement a proclamé Rome capitale de l'Italie.

Ce décret faisant défaut, le peuple pouvait et devait désormais suppléer à l'inaction des ministres. Malgré des sacrifices qui eussent été évités dans le premier cas, c'était à lui de réaliser la décision de ses représentants.

Une fois le fait accompli d'une manière ou de l'autre, par le gouvernement ou par la nation, l'Europe le sanctionnerait tôt ou tard, sans crainte, puisqu'il lui serait démontré, par les événements

eux-mêmes, que la religion n'avait rien de commun avec l'unification italienne. Que si quelque puissance se plaisait à en douter, elle avait toute l'attitude d'installer sur son propre territoire la papauté et le pouvoir temporel dont l'Italie avait eu la charge durant trop de siècles.

C'est là, en effet, une des solutions de la question romaine.

Si, d'une part, la papauté a besoin pour exister d'un peuple de sujets, d'un royaume terrestre, bien que l'Evangile affirme que « son royaume n'est pas de ce monde »; si, d'autre part, il est avantageux et séduisant de vivre sous le sceptre des papes, il est évident que les nations se disputent, comme un honneur, le privilége d'accueillir le Saint-Siége, dont l'Italie méconnaît les bienfaits. Jusqu'à présent aucune nation ne paraît y tenir. Pourquoi donc se ligueraient-elles pour imposer aux Italiens, plutôt qu'à tout autre peuple, ce que chacune d'elles refuse pour elle-même.

Nier à l'Italie le droit de repousser jamais le pouvoir temporel, ce serait, suivant la parole éloquente de M. le ministre Rouher (1), asseoir le trône pontifical sur le principe de la servitude indéfinie, et proclamer que les Romains n'ont ni nationalité, ni droit public, ni souveraineté personnelle.

Trois ans auparavant, le 20 juillet 1862, M. de Thouvenel a donné en plein Sénat le motif pour lequel aucune puissance n'offre d'introduire chez elle le Saint-Siége. Voici, en effet, ce que l'habile

(1) Séance du Corps législatif du 15 avril 1765.

ministre disait, à cette date, dans l'éminente assemblée :

« Je ne saurais contester aux Romains le droit « d'être gouvernés comme le sont toutes les na- « tions modernes, et je ne nous reconnais pas le « droit de leur imposer indéfiniment un régime « dont le grand vice est peut-être d'avoir vieilli et « dont *les plus catholiques* d'entre nous *ne voudraient* « *pas pour eux-mêmes.* »

V.

Les éventualités possibles.

La résolution d'agir prise par le général fut d'autant plus énergique, qu'elle était fondée sur une pensée aussi douloureuse que profonde : il avait acquis la persuasion que le pouvoir engageait la question de Rome dans l'impasse des tergiversations diplomatiques, et que seule l'action du peuple réussirait à l'en sortir. Suivant lui et le parti d'action, les hommes d'Etat avaient donné la mesure de leur force et de leur bon vouloir. Exiger plus d'eux c'était une utopie. Il est vrai que la mort de Pie IX était considérée par quelques-uns comme résolvant *ipso facto* la question de Rome ; mais, sans compter sur le temps perdu, était-il digne d'une nation, de l'Italie, d'attendre d'un cadavre le couronnement de son unité.

Cette attente même aboutirait à une déception que le clergé était habile à préparer.

Tous les ménagements réclamés par lui seraient-ils satisfaits, il en demanderait d'autres ; les satisfaire de nouveau, ce serait provoquer d'autres exigences sans fin et toujours.

La situation était pleine d'équivoques outrageantes pour l'honneur du pays. On pouvait en sortir par un coup d'éclat dirigé par le grand parti national, et qui, de quelque manière qu'on envisageât les événements, assurait la libération de Rome ;

Ou le succès par le peuple seul ;

Ou le succès par le peuple avec le secours de l'armée, au dernier moment, comme en 1860 ;

Ou l'intervention de l'étranger, et dans ce cas une lutte désespérée et victorieuse en soulevant contre lui toutes les forces du pays, en armant vieillards, jeunes gens, femmes, et en faisant appel aux puissances intéressées au principe de non-intervention ;

Ou la défaite, après une résistance acharnée ; mais, dans cette éventualité, le soulèvement général imposait à l'étranger le respect de l'Italie et antidatait la prise de possession de Rome.

VI.

Le plan de l'expédition. — Abandon. — Entente officieuse.

L'expédition était résolue avec les seules ressources du peuple ; il restait à concerter le plan d'exécution. Les principaux officiers du général, dans les précédentes campagnes de Marsala, de Naples, d'Aspromonte furent invités à seconder le mouvement. Dans toutes les opérations militaires, des avis différents se produisent; dans celle-ci, il faut bien le dire, il y eut moins identité de vues que pour aucune autre. La plupart des anciens compagnons de Garibaldi se déclarèrent opposés à l'insurrection; elle devait être triomphante dans les conditions d'organisation proposées, mais ils se retranchaient entre autres dans le désaveu du gouvernement italien, dans l'appréhension de la France, dans des considérations particulières.

Pour expliquer ces résistances, il faut, peut-être, tenir compte des hauts grades donnés dans l'armée régulière à nombre d'officiers garibaldiens qui perdaient ainsi leur liberté d'action.

Rien ne fut changé, néanmoins, dans la détermination de délivrer Rome du pouvoir temporel.

Le plan de campagne fut établi. Il se résumait ainsi:

Le mouvement des volontaires vers les frontières pontificales et la marche de colonnes insurgées dans le domaine dit de St-Pierre devront se faire de concert avec les préparatifs de soulèvement dans la ville de Rome.

Les groupes de volontaires, formés dans les localités limitrophes du territoire romain, y entreront le 1er octobre.

Des instructions écrites par Garibaldi, comme dictateur, et adressées à chaque chef de colonne, indiquaient diverses prescriptions à suivre. Dans le nombre se trouvent celles-ci : 1° ne pas engager de combat sans avoir la probabilité de vaincre et sans y être forcé par les circonstances ; 2° les colonnes ont pour point de concentration Viterbe.

Le général Acerbi est désigné pour représenter Garibaldi dans la province de Viterbe, pour prendre en son nom les dispositions voulues, et se mettre en rapports soit avec le comité insurrectionnel de Rome, soit avec le ministère italien.

La question de faire des ouvertures au gouvernement fut résolue dans le sens affirmatif. Parmi les considérations qui dictèrent une telle décision, l'attitude qu'avait gardée Cavour dans la campagne de Sicile, surtout à l'occasion des navires nolisés à Gênes, fut décisive. Etant averti de l'expédition, Cavour, on le sait, fit empêcher les préparatifs sur quelques points ; des caisses d'armes furent même saisies avec beaucoup de retentissement. La diplomatie, qui prétendait avoir le droit de s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Italie, se déclara satisfaite, elle cessa de manifester de telles prétentions ; en même temps, des envois de fusils s'effectuaient officieusement. Bientôt l'étranger devait s'incliner devant le fait accompli et reconnaître le principe de non-intervention : les Bourbons de Naples étaient tombés pour jamais.

Les difficultés à surmonter étaient moindres pour la campagne de Rome que pour celle des Deux-Siciles.

En raison de la nature des frontières et du voisinage de populations favorables, l'appui du gouvernement était peu nécessaire : il suffisait qu'il restât simple spectateur des efforts du peuple, qu'il ne violât point la liberté individuelle des citoyens, qu'ils pussent se porter à leur gré sur tel ou tel point du territoire.

Le patriotisme officiel n'avait pas à satisfaire de plus fortes exigences.

Une entrevue fut ménagée entre le général Acerbi et le président du conseil des ministres, M. le commandeur Rattazzi. De tout ce qui fut dit à cette occasion, il ressort que M. Rattazzi comprit parfaitement l'obligation dans laquelle il se trouvait de marcher sur les traces de son habile prédécesseur. Comme Cavour, mais avec moins de danger que dans l'expédition de Marsala, M. Urbain Rattazzi devait laisser passer le flot populaire portant l'Italie à sa capitale de fait et de droit.

Ces dispositions furent annoncées au général-dictateur qui se trouvait à Empoli.

VII.

Manifeste de Garibaldi.

C'est en ce moment que se préparait le Congrès de la Paix, à Genève. Garibaldi résolut de s'y rendre pour lancer à l'Europe son manifeste de la déchéance du pouvoir temporel des papes, cause première de toutes les guerres ; pour protester contre les conflits des peuples entre eux, et proclamer que la seule lutte légitime est celle qui a pour but la liberté de tous (1).

Sur les instances du comité insurrectionnel de Rome, la date du 30 septembre avait été fixée pour un soulèvement dans la ville.

Le temps pressait. L'état des esprits ne permettait pas de garder plus longtemps l'expectative ; retarder une explosion, c'était laisser aux forces pontificales la facilité de l'étouffer ou même de la prévenir. Telles étaient les données que transmettaient les patriotes romains.

(1) Propositions de Garibaldi au *Congrès de la Paix* :

1° Toutes les nations sont sœurs.

2° Aucune guerre n'aura lieu entre elles.

3° Toutes les difficultés qui peuvent surgir entre les nations seront jugées par un Congrès.

4° Les membres du Congrès seront nommés par les Sociétés démocratiques de tous les peuples.

5° Chaque nation aura droit de vote au Congrès, quel que soit le nombre de ses membres.

6° La papauté est déclarée déchue.

7° La religion du Dieu de la vérité, de la raison est adoptée par le Congrès, etc., etc.

Sans prendre le temps de se reposer des fatigues du voyage, Garibaldi repassa les Alpes ; il se rendit en hâte à Arezzo et dans quelques localités de la frontière du patrimoine dit de St-Pierre, pour assurer l'organisation des colonnes au fur et à mesure que les volontaires arriveraient sur les confins.

Déjà, des groupes de jeunes gens se présentaient, venant à leurs frais, au milieu de privations qui leur permettaient de suffire aux dépenses de la route. Jeunes encore, ils étaient néanmoins les vétérans des luttes patriotiques : comme compagnons d'armes de Marsala, de Calatafimi, d'Aspromonte, ils avaient eu connaissance les premiers de la dernière campagne, du dernier sacrifice que demandait l'Italie ; ils se présentaient, ardents et enthousiastes, comme s'ils n'avaient jamais souffert de faim, de soif, de chaud, la fatigue, comme s'ils ne savaient pas que la mort était réservée aux blessés par manque de soins suffisants.

Tous ces lots de rigueur pour le volontaire garibaldien leur étaient bien connus, ils ne les décourageaient point.

Bientôt les masses allaient s'ébranler dans les villes, dans les bourgades, sur tous les points de la Péninsule. L'assurance officieusement donnée par le ministère qu'aucune mesure restrictive de la liberté ne serait prise garantissait cette affluence. Il fallait prévenir et l'encombrement et les récriminations diplomatiques.

Le général Acerbi s'occupa spécialement du mouvement intérieur de Rome, à qui les opérations de guérillas devaient être subordonnées.

Bien que ces préparatifs pussent exiger une division du commandement supérieur, Garibaldi ne voulut rien modifier dans son état-major : la charge de commandant en chef resta confiée au général Acerbi.

Le courant garibaldien était établi ; il s'opérait sans aucune perturbation pour les localités de la frontière sur lesquelles il était réparti.

Rien ne faisait présumer l'événement qui allait lui devenir funeste.

VIII.

Arrestation de Garibaldi. — Troubles et protestations.

Contrairement à la lettre et à l'esprit de l'article 45 de la Constitution, en violation des libertés individuelles et de son caractère de représentant du peuple, le 24 septembre, Garibaldi fut arrêté à Sinalunga et conduit dans la forteresse d'Alexandrie.

La démarche suivante pour obtenir la mise en liberté de Garibaldi fut faite le même jour par un certain nombre de députés au Parlement :

Florence, 24 septembre.

A l'honorable Président de la Chambre des Députés.

Monsieur le Président,

Profondément émus de l'arrestation de notre illustre collègue le général Garibaldi, les soussignés vous rappellent que le Statut sanctionne solennellement l'inviolabilité personnelle des représentants de la nation.

Et, tenant pour certains que l'article 45 de la loi fondamentale a été violé dans l'acte qu'ils dénoncent,

Ils s'adressent à vous, afin que, en votre qualité de Président de la Chambre et de légitime gardien des garanties parlementaires, dans le cas où vous ne les auriez pas déjà prévenus par votre initiative directe, vous interveniez, avec votre autorité, auprès du pouvoir responsable, pour la prompte réparation d'une illégalité qui ne peut que blesser vivement la conscience nationale.

Signé : Anl. Greco, F. Crispi, Dom. Guerrazzi, T. Palasciano, L. Miceli, B. Cairoli, G. Acerbi, M. Macchi, A. Bargoni, N. Fabrizi, G. Grassi, L. La Porta, V. Rogadeo, G. Lazzaro, De Boni, V. Carbonelli, F. Lo Vito, Oliva, Botta, Cattani, Cavalcanti, Calvino, Cadolini, Guerzoni, Nicotera, R. Sineo.

Cette demande demeura sans succès.

Environ 50 officiers de volontaires furent l'objet

des mêmes mesures de rigueur que l'ex-dictateur des Deux-Siciles, soit à Florence, Gênes, Parme, etc.

Tous les mandats d'amener ne purent également être exécutés; les chefs à qui ils étaient destinés furent avertis à temps de se tenir sur leurs gardes. Le général Acerbi, le fils aîné de Garibaldi, Menotti, parvinrent à rester en liberté.

Les protestations populaires qui éclatèrent spontanément d'un bout à l'autre de l'Italie, de Turin à Palerme, le soulèvement de la capitale, les moyens militaires qui durent être employées, le danger que courut à Florence le président du Conseil, M. Urbain Rattazzi, témoignent éloquemment que les mesures de rigueur prises contre les patriotes italiens n'étouffèrent pas l'enthousiasme. Elles eurent du moins pour conséquence logique de faire croire à beaucoup que l'expédition devait être remise à un temps éloigné, et, par suite, d'enrayer les départs isolés des volontaires, d'augmenter les difficultés d'organisation, d'approvisionnement, d'achats d'armes à crédit.

A Rome, surtout, le découragement fut immense.

IX.

Préparatifs à Rome. — Dissentiments, leurs causes.

L'arrestation de Garibaldi et de ses compagnons eut pour résultat immédiat de faire éclater la division dans l'Association nationale romaine. Deux opinions se produisirent. L'une, représentée par la Junte romaine, qui avait eu jusqu'alors la direction politique nationale, admit qu'il fallait se guider sur ce que faisait le gouvernement italien. L'autre, formée par les chefs de section, se prononça, sans hésiter, contre la politique du ministère de Florence; ces citoyens résolurent de s'inspirer à la même pensée que le parti d'action et de continuer d'en recevoir les avis par les envoyés du général Acerbi. Leur patriotisme demeura au-dessus des déceptions officielles; ils déclarèrent que s'arrêter c'était trahir; que l'occasion si longtemps désirée de conquérir la liberté devait être saisie, parce qu'elle ne saurait se présenter avec le patronage de la diplomatie.

En résumé, ils décidèrent que rien ne devait être modifié dans les projets d'un soulèvement.

Ce blâme à l'adresse des hommes qui acceptaient les pusillanimes tergiversations du cabinet florentin, forçait la Junte de se retirer et aboutissait à une rupture ouverte avec elle. Les chefs de section en acceptèrent les conséquences. En date du

27 septembre, par la proclamation suivante, ils donnèrent au peuple romain connaissance des événements :

Romains !

Dans un moment grave et difficile, la Junte municipale romaine s'est retirée. Tout commentaire sur ce fait est inutile, car il ne changerait pas la situation faite à Rome par cette retraite inattendue. Nous n'avons tous qu'un seul devoir, nous serrer compactes, pour que l'Association nationale de Rome, qui a grandi et s'est fortifiée par les sacrifices et par l'œuvre d'ardents patriotes, ne s'affaiblisse pas et ne perde pas la discipline qui jusqu'ici a fait sa force. Pour obvier à cela, les *chefs de section* réunis ont déjà pris acte de la retraite de la Junte et avisent au moyen de reconstituer un centre dirigeant, qui, interprète des besoins du pays, et, sans se dissimuler les difficultés qui restent encore à surmonter, donne à l'association la direction propre à nous faire mieux et plus sûrement atteindre le but auquel nous visons tous.

Romains ! les *chefs de section* comptent sur votre concours, sur les lumières et sur l'appui de tous. L'ennemi que nous combattons depuis tant d'années se rit peut-être de l'amoindrissement déplorable de l'autorité et de la force nationale, amoindrissement qui a pour but de détourner de généreux projets sur Rome ; mais cela ne fera que hâter sa ruine, si nous persistons dans notre œuvre avec une fermeté et une énergie inébranlables. Aucune force, si nous savons le vouloir, ne pourra empêcher la chûte de ce pouvoir, qui est l'unique *point noir* resté au milieu de la civilisation, pour en troubler le développement irrésistible.

Rome, le 27 septembre 1867.

L'Association nationale romaine,
LES CHEFS DE SECTION.

L'adoption de ces mesures, les explications à échanger entre la junte et les chefs de sections nécessitaient des réunions qui ne pouvaient être tenues qu'avec difficulté. La police pontificale avait flairé cette sorte d'atmosphère fiévreuse, ce mouvement inhabituel et mystérieux, ce je ne sais quoi, tous ces riens que l'on sent, que l'on comprend, que l'on juge d'instinct seulement à la veille des révolutions. Les agents avaient l'ordre de se multiplier, d'aggraver les mesures d'intimidation. Les arrestations se produisaient sur le moindre prétexte. Les sbires se glissaient dans les lieux publics, dans les demeures privées, partout favorisés par cette puissante organisation occulte et minutieusement informée que le confessionnal assure au parti clérical.

Tous les ressorts étaient mis en jeu pour empêcher les chefs de section de se concerter, de publier leurs décisions, et pour paralyser leur action sur la masse du peuple.

Depuis l'épicier qui fabrique les hosties jusqu'aux prêtres inombrables qui les consomment, la longue hiérarchie cléricale tout entière, à partir de ses derniers degrés, les confréristes blancs et les noirs, les marguillers, les sacristains, les enfants de chœur, les fournisseurs et vendeurs d'objets de dévotion, tous ces malheureux liés à la féodalité ecclésiastique comme en plein moyen-âge, se prêtaient à éclairer les persécutions de la police et des soldats du Vatican. Le fanatisme complétait cette œuvre de terreur; au nom du ciel, au nom du sage de Nazareth qui a dit : « mon royaume

n'est pas de ce monde », il voulait maintenir le pouvoir temporel par tous les moyens. Tous les moyens étaient bons, en effet : ne parlons pas de la délation !...

L'ardent amour pour la liberté, l'ardente haine pour la théocratie suggérèrent un dévouement, une habileté à la hauteur du danger. La population de Rome fut tenue au courant des décisions prises de concert entre le Comité national et le général Acerbi.

Le 29 septembre, une nouvelle protestation était publiée et répandue à Rome contre l'indécision de la Junte d'engager la lutte en raison de l'attitude du cabinet Rattazzi. Cette proclamation s'exprimait ainsi :

PROTESTATION.

La Junte municipale romaine a, par un acte inqualifiable, abandonné son poste au moment où nos frères nous tendaient la main pour nous aider à secouer le joug qui nous opprime. En désespérant ainsi du salut de la patrie, la Junte nationale a trahi sa mission et la confiance qu'elle avait demandée à toutes les fractions du parti libéral. Il faut que l'Italie et le monde puissent faire une distinction entre les hommes qui ont prétendu se donner la tâche de guider les destinées des Romains et la majorité de ce peuple qui attend avec anxiété une parole autorisée et une bannière loyalement nationale autour de laquelle il puisse se serrer.

A cet effet, nous protestons de toutes nos forces, au nom du peuple de Rome, contre la conduite de la Junte, et nous nous déclarons prêts à concourir de tout notre pouvoir à tous les mouvements dont le but serait notre délivrance.

Rome, le 29 septembre 1867.

LES ROMAINS LIBÉRAUX.

En dépit du danger, les affiches patriotiques se succédaient. Nous citerons encore celle-ci comme preuve de la détermination de Rome de recouvrer son indépendance :

Romains !

Le moment de briser vos ignobles chaines est arrivé.

Faites voir que la grande âme romaine palpite encore comme aux jours plus fortunés.

Courez aux armes et dites au monde que Rome veut l'Italie et non les prêtres.

Ainsi, dissentiment parmi les patriotes romains sur l'opportunité de commencer la lutte, appui donné au Vatican, affaiblissement des moyens d'action, impossibilité de ravitaillement, telles sont les principales difficultés en face desquelles le ministère italien mettait la révolution romaine par les rigueurs officiellement dirigées contre les volontaires italiens.

X.

Une politique qui ne s'inspire pas à Machiavel.

En se plaçant au point de vue diplomatique, on aurait pu penser que l'emprisonnement arbitraire de nombreux citoyens était une tactique à laquelle recourait le cabinet pour sauver sa responsabilité; que c'était là seulement une mesure momentanée, qu'elle cesserait aussitôt qu'elle aurait était annoncée à l'Europe, et que c'était dans ce but qu'on lui donnait beaucoup de retentissement.

Bien que la diplomatie italienne passe pour être habile, pour être rusée jusqu'à l'astuce, sa ruse, son habileté pour assurer l'unité nationale n'allaient pas jusque là.

Les préparatifs du parti d'action étaient trop avancés pour qu'il consentît à les abandonner. Ne pas les poursuivre, c'eût été aggraver les persécutions pontificales soit à Rome, soit sur les autres parties du territoire, sans que la cause nationale fit un pas en avant. Il fallait donc continuer les préparatifs, il importait même de les hâter en tenant compte des contre-temps survenus. Un échec complet, ayant pour cause première le gouvernement italien lui-même, eût été, en effet, plus pernicieux que toute autre calamité : il aurait été considéré comme une sorte d'abdication, il n'aurait plus permis d'indiquer aux patriotes de Rome le moment où

un secours leur serait donné par la mère-patrie. Il fallait agir avec énergie et assurance pour relever les esprits.

C'est à cette pensée que s'inspira le général Acerbi pour remplir activement sa mission de prodictateur, en remplacement de Garibaldi. Ce fut aussi la décision de ce dernier.

Au moment de s'embarquer sur le navire de l'Etat l'*Esploratore*, qui devait le mener « librement, sans condition » à Caprera, Garibaldi put envoyer à son fils Menotti un billet dans lequel il recommandait d'agir sans lui, en attendant qu'il fût de retour; il rappelait en même temps au général Acerbi la charge qu'il lui avait confiée de le représenter sur le théâtre des événements, soit à Rome soit hors de Rome.

Comme pour porter un dernier coup à l'entreprise, la nouvelle fut alors répandue que si le général Garibaldi avait obtenu de sortir de la forteresse d'Alexandrie, c'était à la condition expresse, formulée dans un engagement verbal, qu'il consentait à ne s'occuper en rien de la nouvelle insurrection. Cette assertion n'eut pas le temps de s'accréditer. La lettre suivante fut adressée au directeur du journal le *Movimento*, et les feuilles libérales la reproduisirent aussitôt :

« Gênes, 27 septembre.

« Cher Barrili,

« Dans la citadelle d'Alexandrie, on m'a offert d'aller *libre* à Caprera, — *sans condition*. — Ceci dit pour prévenir toute équivoque. — Je vous prie de le publier.

Votre

Signé : G. GARIBALDI.

Il n'y avait pas, en effet, d'équivoque possible : il était facile de lire entre ces lignes qu'aussitôt en liberté, Garibaldi reviendrait se mettre à la tête du mouvement. Mais quand le pourrait-il ? La flotte italienne le conduisait à Caprera ; il avait, il est vrai, l'assurance d'y être « libre » ensuite « sans condition », et il y croyait.

Ce que sa loyauté s'était refusé à admettre se réalisa; il n'y eut de changé pour lui que le lieu de captivité : à la forteresse d'Alexandrie succédait le blocus de Caprera. Trois navires de guerre, tenus continuellement sous vapeur, surveillaient cet humble îlot, et l'un d'eux menaça de tirer à boulet sur l'embarcation qu'avait montée Garibaldi pour user de la liberté à lui promise et revenir sur le continent.

La tactique du ministère se révélait nettement. Permettre au chef de l'insurrection de sortir de la prison d'Alexandrie, c'était donner une sorte de satisfaction à l'opinion publique ; le premier moment d'effervescence étant calmé, par un subterfuge, le mécontentement ne devait plus atteindre les mêmes proportions, il ne pouvait plus être un danger pour le gouvernement. Ensuite, on aurait bien raison du peuple. Prison pour prison, Caprera ne valait-elle pas, après tout, la forteresse des plaines du Piémont ; les fossés d'une ville forte sont-ils plus aisément franchis que l'immensité de la mer et les lignes d'un blocus ? L'événement le prouvait.

Pendant ce temps, les chefs emprisonnés étaient gardés à vue ou dispersés ; le colonel G. Frigyesi, entre autres, qui devait précéder le général Acerbi à Orvieto, fut arrêté au milieu de la nuit, dans sa demeure, et extradé en Suisse.

XI.

Défection formelle.

Comme complément et corollaire des mesures prises, des renforts de troupes étaient envoyés sur les confins pontificaux. Toutes les armes y figuraient ; elles formaient un effectif suffisant pour que le passage de la frontière fût empêché par un triple cordon. Ce n'était pas assez, paraît-il, pour rassurer le pouvoir sur le maintien du trône pontifical : des piquets d'infanterie furent établis dans toutes les stations de chemins de fer, avec ordre de seconder les gendarmes dans l'arrestation des Italiens suspects de se rendre sur le patrimoine de Saint-Pierre.

Par quelles considérations, le président du cabinet italien, M. Urbain Rattazzi, adoptait-il une politique aussi opposée aux tendances nationales, aussi contraire au vote du Parlement qui proclame Rome capitale d'Italie? Comment pouvait-il agir autant en contradiction avec son mandat de compléter l'unité de l'Italie ? Pourquoi, enfin, modifiait-il d'une manière aussi criante ses premières résolutions d'observer une attitude passive à l'égard de l'insurrection romaine, comme Cavour à l'égard de l'expédition de Marsala ?

Une entrevue eut lieu à ce sujet entre le premier ministre et le général Acerbi. M. Rattazzi se montra

résolu à continuer d'entraver le parti d'action et à le faire échouer.

Ce changement de détermination était motivé, soit par la crainte de l'étranger, soit par l'influence de quelques-unes des personnes qui s'étaient opposées dès le principe à un mouvement garibaldien organisé de concert avec le soulèvement de Rome. Malgré son habileté, malgré son talent, M. Rattazzi s'était laissé ébranler.

Il ne fallait pas compter sur un nouveau revirement qui aurait rallié le président du conseil à sa première manière de voir : une telle versatilité était inadmissible dans un homme politique d'un tel caractère; un changement ne pouvait se produire, sans porter atteinte à sa politique, qu'à la suite d'événements importants et couronnés de succès.

Le temps pressait; les arrestations ne suffisaient point à empêcher les volontaires de passer entre les piquets de troupes italiennes depuis Florence jusqu'à la frontière pontificale : ils affluaient dans les localités limitrophes; il fallait contenir leur impatience, d'autant plus grande que, pour ne pas tomber dans les mains de la police italienne, ils étaient obligés de rester cloîtrés dans les maisons des patriotes qui leur donnaient asile à Orvieto, Cetona, Chiusi, etc.

La surveillance des troupes et des gendarmes n'était pas dirigée seulement contre les volontaires, elle s'étendait aux colis qui pouvaient contenir des armes et des munitions de guerre. Les caisses de fusil péniblement formées à Florence et chèrement payées avaient été successivement saisies.

De ces contre-temps, de ces difficultés, de ces tracasseries suggérées par le gouvernement, il résultait parmi les volontaires un mécontentement qui risquait de les pousser à quelque manifestation compromettante. Le colonel G. Frigyesi, qui aurait exercé sur eux une bonne influence, ayant été arrêté, le général Acerbi désigna pour le remplacer, du côté d'Orvieto, le major Ravini et le capitaine Pennazzi. Ils partirent le 27 septembre, vingt-quatre heures avant le général.

Une double tâche devait être menée de front : surmonter les obstacles multipliés par le ministère, et maintenir des relations suivies avec le Comité insurrectionnel de Rome. Il importait de prévenir ou d'atténuer chez les patriotes romains l'influence dissolvante, l'indécision que devait inévitablement produire la conduite du gouvernement italien; il fallait grouper les diverses fractions du parti libéral, entretenir leur espoir, leur prouver chaque jour que les engagements pris envers eux seraient tenus sûrement par le parti d'action; concerter mille détails, qui, certains et bons la veille, devaient être modifiés le lendemain, parce qu'ils étaient déjoués soit par la police pontificale, soit par la police italienne. Pour assurer l'entente, des correspondances devaient être expédiées, non point par la poste, elles eussent été saisies, mais par des délégués, hommes de confiance et de courage, qui ne reculassent pas devant la perspective de tomber dans les mains des pontificaux. Ce fut le sort, entre autres, de M. le député Cucchi.

A la suite des informations transmises par ce

patriote dans un de ces voyages, l'ordre donné aux colonnes de passer la frontière le 1er octobre dut être remis à la nuit du 4 au 5 du même mois.

Garibaldi continuait d'être prisonnier dans son île.

Quelques-uns de ses amis redoutèrent que ce fût le sujet d'un amoindrissement de l'enthousiasme. Afin d'y suppléer, il proposèrent qu'en attendant son arrivée sur le théâtre de la lutte, la direction suprême se fît en son nom, malgré son absence. Il fut décidé, avec l'adhésion la plus complète du général Acerbi, que le colonel Menotti Garibaldi prendrait cette direction.

De son côté, le général Acerbi assumerait, dans la province de Viterbe, la prodictature. Les populations seraient appelées à se prononcer, par voie de plébiscite, sur l'acceptation ou le rejet de la dictature de Garibaldi.

A cet effet, le plan stratégique du général Acerbi consistait à marcher sur Viterbe. Les colonnes de Menotti devaient converger sur cette cité aussi longtemps qu'un soulèvement *intrà muros* n'appellerait point toutes les forces devant les portes de Rome.

Les événements se succédèrent au milieu de circonstances qui firent dévier de l'itinéraire tracé la marche des deux divisions ; elles ne devaient pas se rencontrer dans la province de Viterbe.

XII.

Premier engagement. — Un appui inattendu. — Prise d'Acquapendente.

Tous les détails d'une entrée en campagne étaient, non point assurés, mais prévus ; il suffisait désormais, pour les réaliser, d'un élan national qui devait certainement se produire à la nouvelle des premières rencontres et entraîner le gouvernement.

Le 29 septembre, cinq jours avant la date indiquée pour l'ouverture des hostilités, toutes les dispositions étant prises le général Acerbi partit de Florence pour la frontière pontificale ; il était accompagné, entre autres, du lieutenant colonel Tolazzi.

Grâce aux précautions prises pour échapper aux troupes échelonnées le long du trajet, ils parvinrent, sans être inquiétés, dans la petite ville de Cetona, centre de plusieurs localités, entre lesquelles était divisée, par petits groupes, une force de 300 volontaires. C'étaient presque exclusivement des émigrés romains.

Les quelques jours qui restaient encore avant la date fixée pour commencer les opérations étaient suffisants et au-delà pour réunir ces jeunes gens, leur distribuer quelques armes, faire une pointe sur le patrimoine de Saint-Pierre et s'y établir solidement.

L'envoi du major Ravini et du capitaine Pennazzi,

deux jours avant, avait pour but d'opérer la concentration. A leur arrivée, les émigrés s'étaient déjà réunis : impatients de commencer la lutte, ils s'étaient engagés, par plusieurs points, sur le territoire pontifical, sans organisation de cadres, n'ayant que quelques fusils et marchant les uns sous la direction de MM. Barbieri, Rava et Orelli, les autres sous celle de MM. Corsi, Pernico, etc.

Aussitôt, le major Ravini passa la frontière ; il parvint à atteindre une colonne et il en prit le commandement. Le capitaine Pennazzi restait au point de ralliement indiqué par le général Acerbi, afin de lui faire rapport et de lui servir de guide pour rejoindre les insurgés.

Ce mouvement intempestif pouvait avoir tout d'abord de funestes conséquences ; il détruisait l'ensemble des opérations, il fixait la surveillance jusque là incertaine des pontificaux et des corps d'observation italiens ; il pouvait être écrasé en attirant contre lui, sans aucune diversion, des ennemis supérieurs et par les armes et par le nombre.

Les troupes du pape ne surent pas profiter de l'avantage immense qui leur était offert par cet élan patriotique, courageux, mais imprévoyant et dangereux, d'une poignée d'émigrés romains. On ne pouvait, toutefois, l'expliquer par l'ignorance du fait lui-même, par l'absence de renseignements précis ; il est certain, au contraire, que les chefs pontificaux furent exactement informés de la marche de ces volontaires ; et, ce qui peut être un sujet d'étonnement, c'est qu'ils furent avisés par l'autorité italienne elle-même. Nous allons en avoir la preuve.

Sans équipement, sans provisions, les volontaires réussirent près d'Orvieto à passer la frontière, à la faveur de la nuit, et à se diriger sur Acquapendente. Leurs précautions n'avaient qu'à moitié réussi ; le commandant des carabiniers d'Orvieto n'ayant pu les arrêter, adressa directement par exprès, au commandant des gendarmes pontificaux de la localité menacée, un avis manuscrit signalant la marche des garibaldiens.

Lorsque la petite colonne se présenta devant Acquapendente, la garnison pontificale avait pris ses mesures pour repousser une attaque.

Sur 200 hommes environ, quarante volontaires seulement avaient des fusils. C'est avec des moyens aussi faibles qu'ils tentèrent de prendre la ville.

Le feu s'engagea de part et d'autre à première vue. Les munitions devant faire défaut aux volontaires, ils résolurent de pousser avec énergie le combat. Pendant que les quarante fusiliers attaquaient, une partie de ceux qui étaient sans armes faisait une conversion, comme pour s'emparer de la ville par une autre porte, en réalité pour ne pas laisser reconnaître qu'ils étaient inermes.

Les pontificaux se barricadèrent dans leur caserne, abandonnant la défense de la ville.

Dès lors, Acquapendente était au pouvoir des volontaires ; ils auraient pu se borner à bloquer la caserne pour amener une reddition complète de l'autorité pontificale ; ils résolurent de l'attaquer dans ce retranchement.

Les défenseurs du pouvoir temporel soutenaient

le combat dans des circonstances à eux favorables. Leur feu plongeait des deux côtés de la rue, et ils tiraient abrités derrière les fenêtres.

Malgré cet avantage, ils durent se rendre après trois heures de siége. On peut juger de l'énergie, de l'abnégation des volontaires, par ce fait que quelques-uns de ceux qui, manquant d'armes, ne pouvaient prendre part à la lutte, s'étaient hissés sur les toits de la caserne et les découvraient pour hâter la reddition.

Les pontificaux acceptèrent pour condition de ne pas combattre les Italiens durant trois mois. Cet engagement fut signé par leur chef, le lieutenant P. Settimy.

Il n'y eut à déplorer dans ce fait d'armes que la mort d'un soldat et quelques blessés. Parmi les garibaldiens qui se signalèrent à l'assaut de la caserne se trouvent, entre autres, le capitaine Barbieri, les frères Salvatori et M. Tondi.

Des armes, des munitions, 37 prisonniers, 7 chevaux tombèrent aux mains de l'insurrection. Signalons en particulier la correspondance officielle du commandant des gendarmes : elle contenait la lettre par laquelle le chef des carabiniers royaux d'Orvieto avertissait les autorités pontificales qu'une colonne garibaldienne se dirigeait sur Acquapendente.

En dépit de cette connivence, de cet appui, le premier combat soutenu par l'insurrection romaine valait à cette dernière une victoire (30 septembre).

XIII.

San Lorenzo.

La colonne qui s'était prématurément dirigée sur Acquapendente formait le noyau des volontaires que le général Acerbi se proposait de fortifier par d'autres groupes pour en faire le corps principal d'opérations dans la province de Viterbe. Il fallait substituer un autre plan d'entrée en campagne à celui que l'enthousiasme des citoyens romains venait ainsi de renverser.

Un ordre de rappel ne pouvait être transmis à ces volontaires ; en admettant qu'il eût été suivi sans résistance, sans affaiblir l'élan de ces jeunes proscrits désireux de combats, des retards en seraient résultés.

Les communications devenaient, en effet, de plus en plus difficiles par la double surveillance des pontificaux et des soldats italiens. Il fallait prévoir quelque acte de témérité de la part des insurgés ; chaque moment risquait d'amener quelque rencontre, dans laquelle le courage et le patriotisme ne donneraient point raison de la supériorité des armes et du nombre.

Pour obvier à cette situation autant qu'il était possible, le général Acerbi décida de passer de suite sur le territoire pontifical, bien qu'il fût sans forces pour repousser une attaque, et de rejoindre à tout risque la colonne.

Avant même de connaître le succès d'Acquapendente, il quitta Cetona avec trois officiers et seulement une dizaine de volontaires arrivés dans la journée. Quelques fusils de munition échappés à la surveillance de la police, trois paquets de cartouches furent distribués, et la petite escorte se mit en marche, à la nuit, dirigée par des paysans de la localité.

A la suite d'une marche forcée, dans des sentiers de difficile accès, souvent à travers les bois, afin de ne pas être aperçu par les patrouilles de ronde, par un temps pluvieux et foid, sans une étoile au ciel pour assurer les pas, le général franchit avec ses amis les chaînons de montagne de la frontière pontificale.

Pendant ce temps, le major Ravini, commandant de la colonne qui s'était emparée d'Acquapendente, apprenait l'arrivée d'un fort détachement de zouaves. Comme la position d'Acquapendente ne se prêtait pas à une défense sérieuse, il se dirigea sur San Lorenzo. Il traversa cette localité au milieu des acclamations de joie, et, pour se prémunir contre un coup de main, il vint camper sur une hauteur boisée. Là, il espérait recevoir des armes et attendre le général Acerbi ; un message au comité d'Orvieto annonçait cette intention.

Le matin du 2 octobre, une heure avant le jour, un gros corps ennemi s'approcha de divers côtés pour surprendre la colonne garibaldienne. Les chefs pontificaux avaient concerté leur marche de manière à pouvoir attaquer simultanément, lorsque le signal serait donné par une sonnerie convenue au clocher de San Lorenzo.

Le plan était combiné avec talent ; la position serait tombée dans leurs mains, ainsi que les volontaires, si n'eût été, d'une part, l'imprévu, et, de l'autre, l'active surveillance des insurgés.

Quelques instants avant que la cloche, de sa voix sainte, ne commandât un feu convergent auquel pas un garibaldien n'eût échappé, une patrouille d'exploration reconnut fortuitement, on pourrait dire miraculeusement, le stratagême.

Les volontaires purent s'organiser, les postes et les sentinelles avancées se replièrent, et le commandant ordonna la retraite vers le mont Lupara, sans engager le combat. Quelques coups de fusil furent toutefois échangés par l'arrière-garde.

Les défenseurs du pouvoir temporel s'acharnèrent à la poursuite de quelques traînards. Afin d'échapper, ces derniers se lancèrent dans la direction de la frontière ; ils s'enfoncèrent à un kilomètre dans le territoire italien, comptant que le détachement pontifical qui les traquait ne les y suivrait pas. Il n'en fut rien : treize d'entre eux furent faits prisonniers, bien qu'ils fussent sans armes et bien que les zouaves fussent informés qu'ils étaient sur le sol du royaume d'Italie.

Ce fait trouve sa contrepartie dans le suivant : Quelques éclaireurs garibaldiens s'étant fortuitement approchés du cordon de l'armée régulière italienne sur la frontière, un sergent leur signifia que s'ils passaient sur le territoire du royaume, ils seraient reçus par des balles.

La veille, une rencontre avait lieu à Canino entre les garibaldiens et les zouaves ; elle aboutissait à un échec pour ces derniers.

XIV.

Le mont Lupara. — Bagnorea. — Victoire.

Les relations avaient pu s'établir entre le comité d'Orvieto, le général Acerbi et la colonne du major Ravini.

D'un côté, une caisse de 40 fusils, ainsi que des provisions de bouche, avaient été expédiées sur le mont Lupara ; de l'autre, le général avait assuré la concentration sur Castiglione de divers groupes de guérillas qui commençaient à se lever de tous les côtés, n'ayant pas connaissance du délai nécessité par les dispositions hostiles de Florence ou ne voulant pas l'accepter.

La colonne du major Ravini venait à peine de recevoir une bonne distribution de vivres sur le mont Lupara, lorsqu'elle fut attaquée par une compagnie de zouaves venus de Bolsena. Les volontaires étaient reconfortés ; l'oubli avait passé sur les privations des jours précédents. La position était favorable à la résistance. Les pontificaux, inférieurs, du reste, par le nombre, furent promptement repoussés ; ils battirent en retraite poursuivis à la baïonnette.

Le 3 novembre, sous une pluie diluvienne, qui devait protéger la marche, le major Ravini fit avancer sa troupe avec toutes les précautions militaires dans la prévision de quelque surprise. L'ob-

jectif de ce mouvement était Casaccia, où se portait en même temps une petite colonne de volontaires dirigés par le lieutenant Pipo Manzi. Les deux troupes, formant alors une force plus respectable, devaient pousser résolument sur Castiglione, pour passer sous le commandement du général Acerbi et marcher sur Viterbe, but stratégique.

Les volontaires avaient atteint la route qui mène de Viterbe à Orvieto, lorsque quelques patriotes connus par leur dévouement se présentèrent. Ils apportaient la nouvelle que l'insurrection avait éclaté à Bagnorea, et qu'elle allait être comprimée dans le sang, si elle n'était pas soutenue sans retard.

Le major Ravini consentit à se porter au secours des combattants ; il fit rompre les fils télégraphiques de l'intérieur, la route fut coupée et la colonne prit au pas précipité la direction de Bagnorea.

Déjà les pontificaux étaient ébranlés par les compagnies Pernico, Corsi, Galiani, Nugli ; ils pliaient sur la route de Montefiascone par laquelle ils comptaient opérer sans obstacle leur retraite, lorsque la colonne Ravini s'offrit à eux de ce côté.

Dès ce moment, la retraite se changea en fuite.

Les soldats du pouvoir temporel firent des pertes très fortes ; dans l'entraînement de la déroute, leurs armes de précision n'avaient plus de supériorité sur les vieux fusils à balle roulante dont se servaient les volontaires.

Environ quatre-vingts prisonniers restèrent au pouvoir des insurgés.

La marche forcée faite par les volontaires, les

privations endurées à la suite de l'insuffisance des vivres, les fatigues du combat, les soins à donner aux blessés, l'ensevelissement des morts, ne permettaient pas d'opérer de suite le mouvement combiné sur Castiglione. Un jour de repos était pour le moins nécessaire à la troupe avant de reprendre la campagne.

Le major Ravini décida de l'accorder, poussé par l'espoir que pendant cet arrêt des armes et des munitions pourraient arriver d'Orvieto. Quelques fusils avaient été abandonnés par les pontificaux, mais sur 350 volontaires, 200 à peine étaient armés, et la provision de cartouches était au-dessous du besoin.

Les points les plus propres à la défense, aux alentours de Bagnorea, furent occupés par des avant-postes. Des *éclaireurs* furent envoyés dans diverses directions, afin de s'assurer de la présence d'autres bandes dans l'intérieur de la province.

L'organisation de la colonne fut activement entreprise ; il fut pourvu à un service qui laissait vivement à désirer, celui des subsistances. Les soins en furent confiés à M. Tondi, homme expert dans cette administration, et à qui la contrée était familière.

Les nouvelles que rapportèrent, le 4 octobre, les détachements envoyés en éclaireurs, étaient encourageantes. Il en résultait que de petites bandes (*squadre*) de garibaldiens se mettaient en mouvement du côté du Tibre.

Il y avait lieu de croire qu'elles opéraient pour se trouver simultanément à Viterbe le lendemain,

5 octobre, date fixée dans l'ordre de campagne pour la rencontre devant cette capitale de la province.

Les mêmes renseignements parvenaient au général Acerbi ; à moins d'événements inadmissibles, la concentration des colonnes venant du côté d'Orvieto s'accomplissait suivant les indications données aux chefs, et les plans stratégiques pouvaient être éxécutés, malgré le contretemps amené par l'impétuosité et la valeur des premiers groupes d'insurgés.

De divers côtés, des indices favorables étaient recueillis. D'Ischia, entre autres, une colonne s'avançait sous le commandement du major Barbieri. Elle s'était rencontrée, le 4, avec un détachement de troupes pontificales : ces dernières avaient été mises en fuite, et c'est seulement à Valentano, où elles se barricadèrent, qu'elles s'arrêtèrent avec sécurité.

XV.

Bagnorea. — Défaite.

Tout était disposé à Bagnorea dans l'après-midi du 4, pour que les volontaires se portassent, au moment indiqué, sur Viterbe; la colonne n'attendait, pour se mettre en marche, que l'arrivée d'armes et de munitions annoncées. L'itinéraire à suivre était indiqué par Celleno.

Durant la nuit, le major Ravini reçut à Bagnorea plusieurs dépêches. Dans la première, on l'avertissait que toute la garnison de Viterbe était en marche pour reprendre la position que les pontificaux avaient perdue la veille. Suivant une seconde, il pouvait tenir pour certain que les forces du pape envoyées contre lui ne s'élevaient pas à plus de 300 hommes. D'après une troisième, provenant du comité d'Orvieto, il était convenable d'accepter la bataille. Enfin, une lettre de Pérouse annonçait que le major Fabbri arriverait dans la journée à Bagnorea avec 250 hommes.

Il fallait tenir compte de toutes ces informations et prendre une décision favorable à la fois au corps de Bagnorea et au mouvement qui allait s'exécuter le lendemain sur Viterbe.

Si la garnison de cette ville avait eu connaissance d'un projet d'attaque, elle n'eut point quitté la ville. Si les volontaires de Bagnorea se portaient

au devant d'elle, elle se replierait, dans le cas de défaite, sur Viterbe, où elle aurait pu appeler à son aide les garnisons de Montefiascone et de Valentano. Dans les deux cas, d'après les règles de l'art, le succès d'une surprise projetée pour le 5 sur Viterbe était compromis.

Le parti auquel se rallia le major Ravini, comme étant le meilleur, se résumait en ceci : faire une diversion à la garnison de Viterbe en l'attirant à Bagnorea.

Le chef-lieu de la province se trouvait ainsi débarrassé de la plus grande partie des troupes ennemies; de plus, en tenant compte du mouvement des troupes garibaldiennes dans d'autres directions, toutes les forces papales devaient être occupées au moment fixé pour l'arrivée devant Viterbe, le 5 octobre. La prise de cette ville forte, par une action combinée de l'extérieur et de l'intérieur, était assurée ; la colonne de Bagnorea pouvait s'y replier, en admettant qu'elle n'eût pu tenir devant des adversaires supérieurs par le nombre, puissamment armés et possédant même de l'artillerie.

Toutes les mesures possibles furent prises en vue de cette stratégie. Les positions autour de Bagnorea furent occupées afin que l'ennemi dût donner un grand développement à l'attaque et qu'il perdît du temps à s'établir.

L'aile gauche occupa la Maddonella ; l'aile droite, une petite colline en face ; le centre, la route qui conduit à Bolseno, dans une position élevée, pour empêcher aux pontificaux de s'avancer en colonne et de déployer leur artillerie.

Le couvent des capucins fut désigné comme le point où devait se retirer tout le corps insurgé pour prendre la route de Lubriano, Sipicciano, Bomarzo, Soriano, Viterbe. Par cet itinéraire on tournait l'ennemi à droite, afin d'atteindre sûrement ce dernier point, véritable objectif de la marche.

La Maddonella garantissait les volontaires en arrière à gauche, rendant impraticable la route qui, se séparant de celle de Viterbe, rase les murs de Bagnorea, passe au bas de la Maddonella même et arrive à la porte de la ville en se croisant avec la voie de Bolseno et de Lubriano. Cette position devait être gardée à tout prix pour assurer la liberté de la route de Lubriano.

Les trois directions par lesquelles pouvaient se présenter les ennemis étaient ainsi défendues.

Le 5, à 10 heures du matin, les pontificaux furent signalés en nombre bien supérieur à celui qui avait été indiqué ; ils avaient pris du renfort à Montefiascone, et ils possédaient de la cavalerie, des troupes de ligne, des zouaves et du canon. Ils ne présumaient point trouver déjà les garibaldiens, la ville de Bagnorea étant située à deux kilomètres environ ; aussi leur avant-garde s'avançait-elle à la file, sans ordre.

Elle fut reçue par un feu de peloton et se replia sur le gros de son corps. Une section d'artillerie marchait en avant du corps principal, les volontaires s'élancèrent pour s'en emparer; elle fut retirée au pas de course et prit place à la réserve.

En un instant, la fusillade fut engagée sur toute la ligne.

Le commandant des volontaires avait donné l'ordre au brave capitaine Barbieri d'occuper la Maddonella et de ne faire feu que lorsque les ennemis seraient à quelques pas. Il devait maintenir sa position malgré tout ; s'il était écrasé par le nombre, à son premier avis, des renforts lui arriveraient pour que la retraite ne s'effectuât que lorsque tout le corps insurgé aurait gagné la route de Lubriano.

Les pontificaux s'avancèrent pour occuper la voie qui cotoie les murs de Bagnorea; ils durent se retirer sous le feu de la Maddonella. Ils réitèrent cette tentative avec le même insuccès.

Un bataillon de ligne chercha à prendre par les derrières cette position, en s'avançant par le chemin creux qui, venant de Celleno, rencontre la route de Bolseno à deux kilomètres de Bagnorea.

Un bataillon des zouaves, formant la chaîne, voulut entourer comme dans un cercle le couvent de S. François.

Une rapide attaque des garibaldiens fut dirigée contre ces deux bataillons ; elle força le premier à se retirer précipitamment, et, par suite, le second dut se replier pour ne pas être coupé.

Dans cet engagement, le commandant-major Ravini courut le plus grand danger : son cheval s'abattit et lui même aurait été tué par les zouaves, sans le dévouement d'un volontaire qui, se jetant, au-devant de lui pour le défendre et l'aider à se relever, le sauva par sa propre mort.

Il était midi et toutes les positions étaient encore au pouvoir des garibaldiens insurgés.

Le capitaine Galiani avait pu conserver le cou-

vent S. François. Après deux assauts repoussés, le capitaine Barbieri n'avait plus été attaqué à la Maddonella. Les lieutenants Corsi, Migliorini, Nyuli demeuraient avec fermeté au centre. Le capitaine Berthé, le comte Pagliacci, les frères Salvatori se portaient à cheval, avec sang-froid, à travers le danger, sur les divers points exposés où des ordres devaient être transmis. Si les volontaires eussent eu du canon, la victoire leur était assurée dès ce moment.

L'artillerie pontificale (c'est là un fait qui permet à lui seul d'apprécier de quel côté penchait le triomphe) n'avait pas encore pu se déployer. De son côté, la cavalerie ne pouvait exécuter ses manœuvres, des saignées profondes ayant été faites aux voies de communication et le terrain montueux étant complanté de vignes.

En somme, les événements se présentaient d'une manière favorable aux insurgés.

A deux heures après-midi, les pontificaux se disposèrent à donner un assaut décisif sur toute la ligne. Le bataillon des zouaves, appuyé par un bataillon de ligne, fut lancé sur le couvent des capucins, pour débusquer de cette position les insurgés. Il réussit, par beaucoup de courage, à se maintenir en chaîne à portée de fusil du couvent; tous les efforts échouèrent pour déloger l'ennemi des vignes qui protégeaient son tir et dans lesquelles il s'avançait sûrement.

L'aile droite ne put résister à des forces aussi prépondérantes; elle fit un mouvement de retraite sur le couvent, ne cédant le terrain que pied à pied et en bon ordre. Le centre se concentra aussi

vers le même point, sous la protection du feu de l'aile gauche.

A 3 heures et demie, le couvent était à peu près entouré par les troupes du pape; il fallait renoncer à le défendre plus longtemps et s'assurer une issue à travers l'ennemi. Cette opération périlleuse s'accomplit heureusement; les garibaldiens se retirèrent sur la Maddonella, où la lutte pouvait continuer jusqu'à la nuit.

Dans la pensée de trouver quelques renforts qui égalisassent les conditions du combat, le major Ravini décida de marcher sur Viterbe. Il fit sonner la réunion dans Bagnorea.

Les pontificaux s'attachèrent aussitôt à paralyser ce mouvement de concentration. Ils arrivèrent en hâte pour couper la marche; mais, près du couvent, et obstruant la voie, ils rencontrèrent deux fortes barricades construites pour protéger les volontaires sur la route de Lubriano.

Pendant que les volontaires entraient à Bagnorea, un petit nombre de garibaldiens défendait avec détermination les barricades. Devant une d'elles, le major Ravini se tint à cheval jusqu'à ce que le dernier de ses soldats eût passé : c'est là qu'il eut, dans cette journée, un second cheval blessé sous lui.

La lutte était meurtrière; le trompette qui sonnait les commandements à côté du major Ravini, tomba frappé de plusieurs coups de baïonnette.

Les valeureux frères Salvatori, le comte Pagliacci furent faits prisonniers; le docteur Corsi, frère du brave lieutenant Corsi, se dévoua à rester prisonnier lui aussi pour soigner les blessés.

Pendant ces courageux sacrifices, la colonne garibaldienne prenait le chemin de Castiglione par Lubriano, protégée par le tir de la Maddonella et par un certain nombre de volontaires qui défendaient les murs de Bagnorea contre lesquels tonnait l'artillerie. Les boulets abattirent la porte.

Parmi les volontaires qui se signalèrent le plus dans cette héroïque résistance, se trouvent MM. Ottolini, le sergent Raventelli et Mulazzi, lieutenant. Quoique atteint au cou par une balle, ce dernier refusa de quitter son poste.

Le combat avait duré environ six heures, et il avait eu lieu dans des proportions tout-à-fait inégales.

Les pontificaux étaient forts de deux bataillons de ligne, d'un bataillon de zouaves, d'un escadron de cavalerie (dragons ou gendarmes) et d'une section d'artillerie ; ils s'élevaient en tout à 1200 hommes.

Les garibaldiens n'étaient que 350 ; ils devaient recevoir un renfort de 250 hommes ; il n'en arriva que 25. Les munitions se trouvaient épuisées : celles qui étaient attendues durant la nuit du 4 au 5 subirent un retard, par suite de la surveillance exercée à la frontière italienne : elles ne parvinrent pas même dans la journée du 5, aux derniers moments du combat.

Les pertes des volontaires furent de 50 morts ou blessés restés sur place et de 100 prisonniers, dont la moitié se trouvaient sans armes.

Environ 200 soldats ennemis furent mis hors de combat. Ce chiffre peut sembler exagéré en raison de celui qui précède : il est justifié par les excellentes positions de défense prises par les garibaldiens.

Le colonel Azzanesi commandait en personne les troupes pontificales.

Les volontaires firent étape à Bomarzo ; là, l'ordre du jour suivant leur fut adressé :

Bomarzo, 6 octobre 1868.

Compagnons d'armes,

Le 5 octobre est une date mémorable dans les fastes des volontaires italiens. Au nombre de 350 à peine, mal armés, presque sans munitions, vous avez lutté durant six heure contre les pontificaux cinq fois supérieurs par le nombre et par les moyens, et semé la mort dans leurs rangs.

Ils ont appris que les soldats de la liberté ne complent pas leurs adversaires, mais les combattent ; il ont appris qu'on n'insulte pas impunément à une nation en soutenant au milieu d'elle, à l'aide de barbares fanatiques, le plus barbare des gouvernements.

Plus de cent des nôtres manquent à l'appel ; beaucoup d'entre eux sont tombés héroïquemenl en reportant leur dernière pensée sur Rome libre.

Compagnons, soyez fiers d'avoir accompli aussi glorieusement votre devoir envers l'Italie ; de mon côté, je suis fier de vous commander.

Sous peu, toutes les colonnes seront réunies et marcheront par milliers pour délivrer la Ville-Eternelle.

Vive l'Italie ! Vive Garibaldi !

Le Major-Commandant,
RAVINI.

Malgré la bravoure déployée dans ce combat, malgré l'habileté avec laquelle il a été conduit, on doit regretter que les circonstances aient empêché de l'éviter. Au point de vue stratégique, il constitue, en effet, une faute, et une faute difficile à réparer. Il a eu lieu en opposition avec le plan général de la campagne dans la province de Viterbe, contrairement aux instructions formelles données

par Garibaldi (v. page 23), et il a eu la plus grande influence sur la marche de la division Acerbi.

Les forces révolutionnaires qui y ont pris part devaient être ménagées à tout prix ; elles constituaient le corps principal des volontaires, celui qui permettait, avec quelques renforts recrutés en route, de s'avancer sur Viterbe pour la date indiquée et de tenter une surprise.

Les 150 prisonniers annoncés par la *Gazzetta ufficiale* comme étant restés, à Bagnorea, au pouvoir des pontificaux, les blessés ou les morts, les débandés qu'il fallait rallier, les munitions littéralement épuisées, les armes perdues, tout, enfin, nécessitait une recomposition *ab ovo* du corps principal d'opérations.

Quoi qu'il en soit, le combat inopportun de Bagnorea est une conséquence de la situation créée par le ministère italien ; c'est à lui qu'en revient la responsabilité, puisqu'en soulevant des difficultés infinies à l'insurrection, les opérations de cette dernière n'ont pu s'accomplir avec régularité dans l'ordre fixé.

XVI.

Le premier quartier-général. — Torre-Alfina.

Pour réparer l'échec de Bagnorea, il fallait immédiatement établir un quartier-général, non plus à Viterbe, c'était impossible, mais sur un point favorable à la défense, rapproché de la frontière, pour que les armes et les subsistances y parvinssent sûrement, assez en évidence pour que les groupes de volontaires s'y dirigeassent de tous côtés, et où l'organisation des colonnes se fît au grand jour, avec retentissement.

Torre-Alfina offrait ces conditions; son château pouvait être d'un grand secours, soit pour abriter un corps de troupes, soit pour repousser une attaque; sa position permettait de commander au demi cercle formé par la Paglia, le Tibre, et limité par les localités qu'occcupaient les pontificaux.

Torre-Alfina fut occupée par le général Acerbi à la tête d'une cinquantaine de volontaires. Ce fut le premier fait d'armes qui succéda à celui de Bagnorea.

Il fallait donner confiance aux populations dans le résultat final de l'insurrection ; il fallait les convaincre que les événements qui s'étaient produits dans la guerre des Deux-Siciles devaient se renouveler, et que l'Italie, de même qu'alors, n'abandonnerait pas les volontaires. Dans ce but,

comme à Palerme, comme à Naples, Garibaldi fut proclamé dictateur. En attendant son arrivée, et suivant les résolutions prises en comité à Florence, le général Acerbi fut désigné pour pro-dictateur.

Des proclamations annonçant ce fait furent affichées dans les localités voisines, Acquapendente, San Lorenzino, Grotte di San Lorenzo, etc., qui furent presque continuellement occupées par des colonnes de garibaldiens.

En quittant Bagnorea, le major Ravini avait conduit sa petite troupe, glorieusement vaincue mais non démoralisée, dans la direction de Viterbe. Etant épuisés de fatigues, sans vivres, sans cartouches, les volontaires ne devaient pas être exposés à une rencontre subite. Leur commandant les fit établir dans une position boisée à proximité de Soriano, et pendant qu'ils prenaient, avec quelque nourriture, de nouvelles forces pour recommencer la marche et la lutte, il envoya des éclaireurs dans les environs, jusqu'à la Quercia. Le gros des forces pontificales n'était pas encore revenu occuper Viterbe, mais, aux alentours de la ville, on ne signalait point la présence de bandes garibaldiennes.

Afin d'avoir l'explication de cet état de choses et de recevoir des ordres pour les opérations ultérieures, le major Ravini résolut de se rendre en personne auprès du comité orviétin ; il confia le commandement de la colonne au brave capitaine hongrois Nyuli, et passa le Tibre. Par une course rapide, sans quitter l'arçon et par des chemins difficiles, il se porta en deux jours et une nuit sur

Orvieto. A trois milles de cette ville, il fut informé que la concentration s'exécutait à Torre-Alfina et que la colonne de Soriano devait rétrograder sur ce point.

Toutes les forces étaient nécessaires, soit pour assurer le développement progressif de l'attaque, soit pour repousser le mouvement agressif projeté par les pontificaux jusque sur Torre-Alfina et dont le pro-dictateur avait pu recevoir avis par le capitaine d'intendance Heller, fait prisonnier aux abords d'Acquapendente.

La petite localité de Torre-Alfina, située au sommet d'un versant principal des Apennins, dans le triangle formé par le Tibre et la Paglia, est dominée par un château du XVI[e] siècle. Cette ancienne forteresse d'une époque de la féodalité mi-religieuse mi-civile, s'est conservée fièrement debout, pendant qu'une autre partie du château, située en dessous, à droite, du côté de la Toscane, ne présente plus que des pans de murs écrêtés.

Le château de Torre-Alfina, dont la tour principale s'aperçoit de loin dans toutes les directions, commande sûrement les confins ; c'était pour les volontaires une sorte de phare, un point de repaire que la stratégie commandait à l'insurrection de garder et aux pontificaux de ne pas laisser au pouvoir des garibaldiens.

Les deux ailes du château forment avec la partie centrale et les murs de la cour un vaste préau.

C'est dans cet espace qu'étaient reçus par groupes ou isolément les volontaires qui parvenaient à passer les lignes militaires sur la frontière ita-

lienne. A leur arrivée, ils étaient classés, organisés, armés autant que le permettaient les ressources laissées à l'insurrection par les gendarmes, les douaniers et le triple cordon de surveillance.

Ce n'étaient pas seulement les armes et les munitions de guerre qui étaient déclarées de bonne prise par le gouvernement, c'étaient les vêtements, les comestibles les plus indispensables, c'était le pain, c'était plus encore, c'étaient les médicaments. Une caisse contenant du sulfate de quinine et quelques autres produits pharmaceutiques envoyés au médecin en chef, M. Barni, fut comprise parmi les choses que la troupe jugea dangereuses pour le maintien du pouvoir temporel.

Pour échapper avec quelque chance de succès à ces rigueurs, les envois devaient être faits par petite quantité à la fois. Ils étaient portés à dos d'homme ou sur des mulets conduits par des paysans des environs, à la faveur de la nuit et à travers les forêts.

Les pluies torrentielles de l'automne avaient commencé ; elles facilitaient ces expéditions, tout en augmentant les difficultés de la marche, en développant des germes de maladie, de fièvre chez les jeunes gens forcés de garder durant plusieurs jours leurs vêtements mouillés. L'intempérie persistante et l'obscurité assuraient, en effet, le passage à travers les trois lignes de garde ; les patrouilles circulaient avec peine, et elles étaient obligées de se servir de lanternes dont la lueur se remarquait de loin.

La plupart des bandes avaient dû faire d'une

seule étape des marches inadmissibles dans toute armée régulière, sans nourriture, sans quelque breuvage chaud ou alcoolique pour stimuler les forces. Nous avons vu des volontaires de 18 ans résister, sans un moment de défaillance, à *onze* heures de route, sans la moindre distributión de vivres, ne pouvant humecter leurs lèvres qu'au passage de torrents boueux, grossis par l'orage, et à travers lesquels il fallait s'enfoncer jusqu'à la ceinture, au milieu de la nuit.

Le danger était aggravé par les ténèbres les plus profondes : aucun pas n'était sûr ; on se heurtait contre les troncs d'arbre, on s'écorchait le visage, on se déchirait aux ronces et aux branches mortes, on glissait sur un terrain argileux et tourmenté. A travers ces bois *(macchie)*, véritable labyrinthe, les guides eux-mêmes perdaient le sentiment de la direction à suivre, ils devaient s'en remettre à l'instinct de leurs montures dressées autrefois pour la contrebande ; l'un d'eux, grand, mince, sec, Beppo, assez superstitieux pour porter au cou une médaille de la Madone s'efforçait de gagner la confiance en vantant l'intelligence de sa mule. « Elle sait le chemin, disait-il religieusement, elle sait le chemin aussi bien que son *Ave Maria.* » A chaque déclaration de ce genre, on devait revenir en arrière pour chercher un passage.

Quelle intrépidité il fallait dans l'âme de ces héros imberbes pour ne pas s'affaisser durant ces étapes, qui commençaient à 9 heures du soir, au moment où l'obscurité, jointe à la pluie, rendait possible le départ, et qui se terminaient vers 8

heures du matin sur un des froids sommets des Apennins, dans quelque ferme (*podere*) exiguë et sans ressource. Heureux encore quand ils y trouvaient du feu, un refuge pour tous et un morceau de galette faite avec la farine de maïs.

Quelle énergique résolution, quel dédain des privations et de la mort en perspective se lisaient sur leur visage, lorsqu'ils recevaient les quelques fusils que les comités s'étaient procurés avec tant de peine. Mais les armes n'étaient point en assez grand nombre pour être distribuées à chacun des volontaires; c'était le sujet de démarches sans succès faites auprès de ceux qui étaient armés par ceux qui ne l'étaient pas et qui espéraient persuader un de leurs amis de céder leur fusil.

Les chefs de colonne avaient reçu l'ordre d'éviter à tout prix une altercation avec les troupes italiennes. A cet effet, il fallait recommander aux garibaldiens de n'opposer aux patrouilles qu'une résistance passive, et, quoi qu'il arrivât, de ne pas faire usage des armes. Quelle sombre expression, quel éclair de colère on voyait briller dans le regard de ces jeunes gens lorsqu'ils entendaient le commandement de ne charger les fusils que sur le territoire dit de Saint-Pierre!

Ils le touchaient enfin ce coin de terre, au cœur de l'Italie et dont l'Europe défend à l'Italie d'être maîtresse; ils foulaient ce sol sur lequel le pouvoir clérical a su devenir pouvoir politique, malgré toutes les contradictions divines et humaines, en opposition avec le fils de Joseph lui défendant d'avoir un royaume, en opposition avec la justice proclamant

le progrès et la liberté, avec la science établissant les erreurs de la tradition, avec l'économie politique prescrivant la modification et même la destruction d'un régime gothique, avec la diplomatie demandant des réformes et obtenant pour réponse l'Encyclique et le *Syllabus!*

Au passage de la frontière, les cœurs se dilataient comme si l'on avait touché une terre promise; des hourras joyeux, des vivats à l'Italie, à la liberté, à Rome délivrée, sortaient de toutes les poitrines, et la persistance avec laquelle retentissaient ces cris disait assez qu'ils avaient été longtemps contenus. Dans la première clairière qui se rencontrait, une halte avait lieu : les hommes étaient comptés par quelque chef de file improvisé, à la taille svelte, sous la tunique rouge, au visage ouvert, intelligent, au regard profond et pénétrant, à la voix claire, vibrante, ayant dans les mouvements quelque chose d'aisé et de dramatique, rappelant à la fois le type d'Antinoüs et la grave expression de Scevola ou de Brutus. Sur ce sol classique, les souvenirs des beaux temps de la Rome antique surgissaient en foule ; la pensée en peuplait ces campagnes fertiles, ces coteaux aux silhouettes harmonieuses baignées dans l'azur d'un ciel d'une exceptionnelle profondeur.

Les fusils étaient essuyés, séchés ; des amorces étaient brûlées pour déboucher la lumière obstruée par la pluie ou la boue des torrents. Les baguettes sautaient, tournaient, légères et frémissantes, tirant un son argentin des tubes d'acier. Quelles armes, grands dieux ! c'étaient des mousquetons, des ar-

mes de chasse, des fusils de munition portant un millésime impossible. On n'aurait pu l'admettre, si l'on ne l'avait vu buriné sur le fer de la batterie. Il y avait là des silex qui avaient servi dans les guerres du premier empire, des fusils transformés à piston indiquant pour manufacture Brescia, Saint-Etienne et même Vienne, pour date de fabrique les diverses années de la période qui s'étend de 1810 à 1832.

C'est avec de telles armes que les volontaires allaient lutter contre des troupes régulières, disciplinées de longue main, braves, soutenues par des idées religieuses inébranlables et qu'elles croyaient en danger, bien équipées, reconfortées par des aliments sains et suffisants, munies de fusils perfectionnés, à balle forcée, de Miniés au projectile meurtrier, et plus tard de Chassepots. Mais ces légionnaires de la liberté, superbes va-nu-pieds de 20 ans, dignes de l'épopée des quatorze armées de 93, dédaignaient l'infériorité de leurs moyens et de leurs ressources en l'appréciant dans toute son étendue. Forts de leur dévouement à l'Italie, confiants dans la justice de leur cause, dans leur droit, dans leur devoir de renverser, sans compromettre aucun culte, un despotisme armé au nom du ciel qu'il invoque, ils se disposaient à la lutte et ils l'appelaient sans forfanterie, sans injures pour leurs adversaires.

Les volontaires qui avaient pris part à quelque campagne précédente, étaient désignés pour former la tête de la colonne ou pour servir de cadre aux jeunes gens qui n'avaient pas encore assisté au

feu. Pour escorte à cheval, agissant, au besoin, comme éclaireurs, ils avaient quelques anciens officiers, hissés sur de méchantes montures, sans costume, sans équipement, sans armement réguliers. Ici, un capitaine avait en guise de sabre une canne à épée courte ; là, un autre avait simplement un bâton de chêne vert. La cavalcade s'avançait cahincaha avec sa physionomie hétérogène ; heureux les cavaliers lorsqu'ils ne perdaient point de vue la colonne par l'obstination de leur mulet sans brides de rester en arrière, ou d'avancer vertigineusement dans une fausse direction à travers les taillis; heureux lorsque la selle massive en bois ne fuyait point sous eux à un détour rapide et ne les entraînait pas dans le fond d'un ravin !

C'est dans cette disposition, on ne saurait dire dans cet ordre, que les bandes se dirigeaient sur la base d'opération d'Acerbi, sur Torre-Alfina, qu'elles gravissaient les dernières rampes pavées du château transformé en caserne, et qu'elles faisaient leur entrée dans le préau, au milieu des *vivats* et des accolades des amis qui se rencontraient.

XVII.

Préparatifs à Rome.

L'attention ne devait pas être détournée de l'organisation du soulèvement dans Rome même. Les premiers faits d'armes dans la province de Viterbe, puis dans la Sabine, avaient relevé l'énergie un moment abattue par l'arrestation de Garibaldi et par les rigueurs déployées à l'égard des volontaires.

Les progrès de l'insurrection eurent pour résultat d'assurer, sinon l'entente avec la Junte nationale, qui obéissait aux inspirations du gouvernement, du moins d'en affaiblir l'influence et de la réduire à un rôle passif. Pour le moment, elle n'osait ni ne pouvait se mettre en travers du Comité national. Les rapports établis entre ce dernier et le parti d'action, par l'initiative du général, assuraient au comité l'autorité et la direction du mouvement. Le seul danger à redouter, c'était qu'au dernier moment, lorsque l'heure serait arrivée pour les patriotes de s'insurger *intra muros*, pour tendre la main à Garibaldi devant Rome, la Junte ne vînt paralyser cette dangereuse et décisive levée de boucliers, sur les ordres, les conseils ou l'habile inspiration du cabinet florentin, soit par l'opposition ouverte, soit par la force d'inertie, soit par de doucereuses insinuations.

Il fallait s'attendre à tout. Au milieu de ces gra-

ves prévisions, au milieu des préparatifs de lutte intérieure difficilement menés sous les cent yeux d'une police inspirée par l'Inquisition et guidée par la Sacrée-Consulte, le comité national se mettait à la hauteur de sa tâche ; il publiait et répandait ses proclamations avec un succès d'impunité qui ne trouve d'explication que dans les sympathies et la complicité du peuple pour la chûte du pouvoir temporel.

Voici une des proclamations affichées nuitamment dans la plupart des quartiers et répandues dans les endroits publics, le 8 octobre :

PROCLAMATION DU COMITÉ NATIONAL ROMAIN.

Romains !

La Junte nationale s'étant dissoute et l'Italie s'étant affranchie de la responsabilité d'une généreuse initiative, le problème de la question romaine est replacé sur sa base.

Le Comité national, qui conserva toujours à cette grande question son véritable caractère, se trouve maintenant appelé de nouveau, par les chefs de section, à reprendre la direction des affaires. C'est là une mission que l'amour seul de la patrie et votre confiance illimitée nous donnent le courage d'accepter sans hésitation.

Romains, *si l'Italie a accompli le devoir ingrat d'étouffer de généreuses initiatives, c'est à nous de savoir remplir le nôtre et d'une manière complète.* Rome appartient aux Romains ; l'Europe entière leur a reconnu le droit de la revendiquer et de satisfaire ainsi à de légitimes besoins et de saintes aspirations. Une convention que nous n'avons pas signée, nous a imposé une cruelle épreuve. Nous l'avons acceptée, mais l'expérience qui s'en est faite est décisive. Il en est résulté que le pouvoir théocratique est en tout point incompatible avec la civilisation et qu'il est incapable

de gouverner. Qu'il se résigne donc à mourir. Romains, quand nous avons mis à nu les vices et les graves abus du gouvernement sacerdotal, la cour de Rome a répondu par le dogme de l'immobilité et elle s'en est remise à la force brutale de ses mercenaires. Si donc le droit qui nous a été reconnu n'est pas une amère dérision, si jusqu'à présent toute tentative pour améliorer notre position a été vaine : quel tort pourrions-nous avoir d'en appeler à la violence, *l'ultima ratio*. — Le triomphe de la civilisation et les véritables intérêts de l'Eglise justifieront l'énergie de notre résolution.

LE COMITÉ ROMAIN.

Le même jour, les chefs de section qui avaient procédé à la nomination du Comité national et substitué son action à celle de la Junte, recevaient les instructions suivantes :

CIRCULAIRE A TOUS LES CHEFS DE SECTION.

L'insurrection fait chaque jour des progrès et plus de 20 petites troupes de patriotes parcourent actuellement nos montagnes. En cinq jours, elles ont soutenu onze combats, dont elles sont presque toujours sorties victorieuses.

Dans la ville, nous devons rester tranquilles jusqu'à ce que le nombre des *squadre* ait atteint des proportions qui permettent de combattre sûrement les étrangers achetés par un gouvernement dont les heures sont comptées.

La jeunesse doit accourir en masse sur les montagnes pour former de nouvelles *squadre*. Dans toutes les villes de l'Etat, à Rome en particulier, la jeunesse est impatiente de se soulever ; mais il ne faut pas oublier qu'on peut aisément avoir raison des mouvements partiels, ce qui donnerait la force à nos ennemis. Dans les villes, on devra s'insurger en masse lorsque le moment, qui n'est pas éloigné, sera venu.

Toute l'Europe a les yeux sur Rome appelée à secouer la vieille tyrannie du monde civilisé, la tyrannie sacerdotale. Soyons donc calmes et réprimons les impatiences généreuses.

Le comité veille pour tous. On doit avoir confiance en lui.

Rome, 7 octobre.

LE COMITÉ ROMAIN.

Ces publications motivaient les arrestations sur le moindre soupçon, sans égard pour personne. Les manifestations nationales n'en continuaient pas moins. C'est en vain que la police s'appuyait sur l'armée du pape, c'est en vain que les régiments campaient sur les places, que des escouades se tenaient sur le qui-vive aux portes, aux abords des ponts et que des patrouilles nombreuses sillonnaient les rues.

XVIII.

Un tableau à faire. — Via!

La base d'opérations de Torre-Alfina était indiquée par les patriotes de la frontière aux escouades de volontaires qui échappaient à la surveillance des troupes. Chaque jour de nouveaux arrivants étaient reçus par le piquet de garde à la porte disjointe du château féodal.

La vaste cour où ils se pressaient présentait un coup d'œil digne du pinceau d'un des maîtres de l'école moderne. Dans cet espace se trouvaient des jeunes gens, des hommes faits représentant toutes les conditions riches ou pauvres de la société. Il y avait là des citadins, des fils de famille reconnaissables à la coupe de leurs vêtements, des étudiants au front pâle, déserteurs des diverses Académies, des commis qui avaient abandonné le comptoir comme ces commerçants vénitiens dont Bayard raillait les « aulnes », des ouvriers, des artisans aux muscles développés et puissants, des agriculteurs à la main calleuse, au teint fortement hâlé, des artistes à la physionomie triste comme celle des plus beaux types de Léopold Robert, des réfractaires de l'armée italienne, honteux de la vie de caserne, et même des réfractaires pontificaux au regard sombre et inquiet.

Aucun de ces volontaires n'était uniformément

équipé ; leur mise offrait la variété la plus étrange : l'habit fin, la veste de velours, le sarreau, la blouse grise, la casaque du pâtre se trouvaient sur le même plan ; le chapeau à larges bords et à fond bas des campagnes de l'ancienne Etrurie, le sombrero montagnard, frôlaient la casquette de l'atelier et le chapeau de la ville. Ces coiffures peu commodes tendaient à être remplacées par des kolbachs originaux, en quelque sorte gracieux, improvisés par les ateliers en formation *(i sarti)* et taillés dans des peaux de boucs achetées chez les paysans.

Les nuances grises des vêtements usés par la marche, ternis par la pluie, l'eau des torrents ou les bivouacs sur la dure, étaient relevées par des tons chauds à la Rubens, par la pourpre des tuniques réglementaires, la chemise rouge traditionnelle dont l'origine remonte aux héroïques combats de Garibaldi et de sa légion italienne pour la liberté de Montevideo.

Peu de volontaires avaient un armement militaire complet; leur agglomération formait un pêle-mêle belliqueux qu'il était impossible de classer dans aucun corps d'une armée régulière. On y voyait des fusils, des sabres de toutes les armes ; les ceinturons manquaient en général : on y suppléait par des cordelettes ; les gibernes faisaient défaut : en guise de cartouchière, on serrait le mouchoir à la taille, on mettait les cartouches et les capsules dans le fond de la poche avec le morceau de pain épargné sur une peu abondante distribution.

C'était là le tableau fidèle de ces armées du peu-

ple avec lesquelles on prend des Bastilles ; c'était là l'organisation des guérillas, cette force naturelle dont toute la puissance n'est pas encore comprise, avec laquelle les nations qui défendent leur indépendance peuvent déconcerter les régiments chèrement dressés selon les règles de l'art, et, du jour au lendemain, repousser toute agression. Mais cette force supérieure pour la défense du sol de la patrie est nulle pour porter la guerre chez un autre peuple, et c'est là sans doute ce qui explique le peu d'estime dans lequel la tiennent les gouvernements.

Qui pourrait exprimer l'enthousiasme et à la fois la gravité de la résolution de ces jeunes gens, groupés pour un même but, par une même volonté, assurer, au mépris du danger, l'unité de leur patrie et leur liberté, sans porter atteinte à la patrie et à la liberté de personne ?

Quel mâle sentiment se réflétait dans leurs yeux et vibrait dans leurs paroles !

Nous n'oublierons jamais l'expression du regard, l'énergie de la voix de cet enfant du peuple, aux vêtements pauvres, aux chaussures consolidées à la cheville par des lanières croisées jusqu'au genou pour préserver les jambes du pantalon, et qui refusait d'accepter l'argent offert en échange de son arme par un fils de famille.

— Mais, lui disait ce dernier, regarde ; ton fusil ne peut pas tirer : la batterie est dérangée, il n'y a pas de chien ; de longtemps tu ne pourras le faire réparer, prends cet argent et cède-le moi.

L'offre était séduisante ; mais il n'y eut pas un moment d'hésitation.

— *Ch'è*, répondit le volontaire plébéien en jetant un regard d'orgueil sur son arme disloquée, *ch'è! c'è la baionetta!* (Qu'est-ce à dire, il y a la baïonnette!)

C'était, en effet, cette seule baïonnette qui, par manque de fusil, tentait le fashionable garibaldien, autant qu'aurait pu le faire une carabine de précision. Et comme il insistait pour conclure le marché, l'enfant du peuple se dressa sous ses loques; par un geste de prince, il écarta son riche compagnon, et, avec un accent impérieux, il s'écria : « *Via!* » (Arrière!).

A cette parole brève, sonore, il n'y avait rien à répliquer. On ne pourrait admettre, sans l'avoir appréciée *de auditû*, que la langue italienne, caressante, harmonieuse, chantable, se prête à exprimer toute la puissante énergie que contenaient ces deux syllabes *via!*

La moitié seulement des volontaires réunis à Torre-Alfina était munie d'armes. L'autre moitié constituait un embarras d'autant plus grand qu'il fallait partager avec elle les aliments destinés aux hommes en expédition. L'ordre dut être transmis aux guides de n'amener, sous aucune considération, un seul garibaldien qui ne serait pas porteur d'un fusil.

XIX.

Privations. — Un curé qui n'est pas de la lune. — Deux voleurs.

Le ravitaillement était, peu s'en faut, autant difficile pour les provisions de bouche que pour les munitions de guerre. Les vivres qui étaient achetés sur le territoire italien étaient saisis, ceux qui échappaient aux lignes militaires revenaient à un prix inabordable en raison des difficultés et des lenteurs du transport par les muletiers ; ces derniers, redoutant d'être emprisonnés ou de voir leurs montures séquestrées, suivaient les plus mauvais sentiers de contrebande et exigeaient un salaire élevé.

Les fonds versés par le général Acerbi, pour les premiers besoins, s'épuisaient.

Il fallait recourir à des bons qui étaient reçus, du reste, avec empresement par les commerçants et fournisseurs des localités de la frontière. La confiance publique était si grande dans le succès définitif de la campagne, l'état des esprits était si favorable à la chûte du pouvoir temporel, qu'il y avait agio sur ces bons, bien qu'ils fussent munis souvent d'une simple signature tracée rapidement au crayon.

Un Comité central de secours pour l'insurrection s'était formé depuis peu de jours à Florence, via degli Archibugieri ; il était en relations avec les municipalités qui votaient des fonds, Bologne, Brescia,

Lodi, etc., etc.; mais, soit pour une raison, soit pour l'autre, il ne transmettait aucun appui à l'aile droite des insurgés. La division Acerbi lui paraissait sans doute avoir moins de besoins que le centre, ou être plus à même de se suffire.

On suppléait comme on pouvait à ces obstacles sans nombre, à cette sorte d'abandon.

Des envois de pain étaient assurés par les colonnes volantes chargées de tenir en haleine les troupes pontificales et de les diviser en les attirant sur plusieurs points. Mais ces envois étaient insuffisants pour l'alimentation du quartier-général. Les pauvres magasins de Torre-Alfina avaient été bientôt épuisés ; les volontaires s'estimaient heureux lorsqu'ils pouvaient ajouter à leur ration de pain une portion de polenta ou de lait caillé et durci.

Quelques officiers avaient su captiver les bonnes grâces du chef de la paroisse, un curé de l'ancien régime, culottes courtes, bas de soie, souliers bouclés, le visage rosé et replet, l'œil brillant et humide, un véritable doyen, image du rat retiré dans un fromage de Hollande ; il y avait pourtant une différence et peut-être deux ; c'est qu'il consentait à faire servir quelques bribes de ce fromage par une piquante et jeune chambrière, sa nièce ; il indiquait à satiété sa proche parentée, comme si l'on avait pu l'oublier ou la mettre en doute. Cette jeune fille, aux poses gracieuses de l'Hébé de Canova, épouvantée d'abord par les horreurs qu'elle avait entendu raconter sur le compte des garibaldiens, n'en pouvait croire ses yeux; elle se montrait toute étonnée de voir sous la chemise rouge, non point des

ogres n'ayant pas même la figure humaine, non point des monstres au physique et au moral, mais des jeunes gens de bonne compagnie, se présentant avec calme, ne menaçant de couper la tête de personne, respectant la famille, la propriété, l'ordre, qu'ils avaient pourtant la réputation de détruire partout. Une fois ces préventions tombées, la brave enfant en conservait encore : elle ne pouvait concevoir qu'ils fussent assez impies pour ne pas réciter le *benedicite* et pour refuser à Pie IX la désignation de « Notre Saint-Père. »

L'hospitalité du *parroco* s'exerçait à la mode américaine ; il ne fallait pas songer à lui faire accepter quelque argent ; il se croyait condamné à avoir des garnisaires ; malheureusement, pour ne pas être nombreux à la fois, ils discontinuaient à peine : aussitôt appelés à leur service, les officiers, ses hôtes, étaient remplacés par d'autres qui revenaient d'exploration ou du combat. C'était un chassé-croisé qui transformait la cure en pension bourgeoise : par bonheur, elle était fournie amplement, et la bonne grâce de l'hôtelier improvisé paraissait inépuisable. Il serait peu séant de suspecter qu'elle ne fût sincère : lorsqu'à défaut du paiement refusé, on adressait à ce curé écossais quelques félicitations pour sa manière indirecte de contribuer à « l'accomplissement des destinées nationales, » il levait ses regards vers le ciel, et, joignant ses mains grassouillettes dont il tournait les pouces sur son ventre modérément rebondi, il disait :

« Que voulez-vous, je ne suis pas de la lune, moi ! »

Combien de prêtres pourraient-ils en dire autant?

Les collations ascétiques de M. le *paroco* constituaient relativement des festins aristocratiques : d'une part, en effet, les privilégiés ne pouvaient être nombreux ; de l'autre, ces modestes repas offraient l'attrait du fruit défendu. Si le général avait eu connaissance de l'infraction au régime commun, il en eût assuré l'égalité en mettant deux sentinelles à la porte du presbytère pour en défendre l'entrée sans aucune considération de grade. Pareille mesure ne fut pas prise, et le curé de Torre-Alfina a le mérite d'être le sujet pontifical sur qui l'insurrection romaine a, sans aucun doute, pesé le plus.

Il fallait être doué de la sobriété d'un Spartiate pour endurer allègrement le régime que ce commencement de la campagne imposait aux volontaires. Ils le supportaient, néanmoins, avec un admirable stoïcisme ; on eût dit que les épreuves surhumaines par lesquelles ils avaient passé durant les marches forcées, égarés la nuit à travers les forêts, sur les sommets des monts, au milieu de pluies diluviennes, les avaient rompus à toutes les privations ; la souffrance les avait épurés comme le creuset incandescent épure l'or.

Suivant les preuves recueillies par un témoin oculaire, M. C. Lucienti, la police italienne s'attacha à glisser des éléments impurs parmi les garibaldiens ; la questure, qui n'avait pu empêcher matériellement l'insurrection, s'efforçait de prendre sa revanche en la désorganisant moralement : elle facilitait l'entrée, dans les rangs des volontaires, à des gens dont la mission était de susciter le mé-

contentement, de pousser à la désertion, sinon de donner l'exemple du pillage. Ces gens-là étaient envoyés ouvertement par chemin de fer avec des feuilles de route (1).

Ces faits qui sont affirmés avec une autorité incontestable, dévoilent un des piéges que l'on a tendus avec une rare astuce à l'insurrection romaine: fortuitement la division Acerbi y a échappé.

C'est, en effet, vers le 23 octobre que M. Lucienti a constaté ces manœuvres de corruption, c'est-à-dire au moment où le ministère, débordé par le mouvement national, paraissait renoncer à le contenir pour mieux le faire échouer. Mais la division Acerbi s'était formée dès le commencement du mois, au milieu de toutes les entraves que pouvait opposer le gouvernement. Ceux-là des volontaires qui avaient trouvé dans leur conviction, dans leur dévouement à la délivrance de Rome, assez de force, assez de persévérance pour tourner les obstacles de l'autorité, pour franchir nuitamment, à pied, les chaînes des montagnes et arriver, à travers trois cordons militaires à Torre-Alfina, ceux-là étaient capables d'opposer mille vertus aux mille misères d'une campagne pour la liberté. Ceux qui pouvaient faiblir, avaient déjà faibli avant d'arriver au quartier général.

En résumé, et en suivant comme nous le faisons l'ordre des événements, l'aile droite n'a pas subi l'influence dissolvante de la police de Florence; plus tard, à Viterbe, nous verrons à l'œuvre, dans

(1) Voyez *De Turin à Mentana*, par M. C. Lucienti,

le même sens, le jésuitisme pontifical. Quant aux fallacieux secours de la questure italienne, ils sont allés à Terni; ils ne sont pas venus à Torre-Alfina.

Ce que nous affirmons ne saurait être atténué par quelque individualité impitoyablement expulsée ou écrasée. C'est ainsi que, à Torre-Alfina même, deux volontaires peu faits aux exigences de la vie des guérillas, et poussés par la faim cruelle dont parle Virgile, *vesana fames*, dérobèrent quelques comestibles et du vin.

Une heure à peine après avoir été commis, ce larcin était connu : les volontaires avaient pris eux-mêmes l'initiative de le signaler et d'en réclamer l'expiation. Un conseil de guerre fut assemblé sur le champ ; il y fut résolu de faire preuve de la plus grande sévérité et de proclamer publiquement l'exclusion des coupables.

La division ayant été réunie, et la lecture du jugement étant faite, les deux coupables durent passer devant les lignes, portant à leur chapeau, sur un large carton, le mot *ladrone*. Ils furent amenés dans le même accoutrement et extradés à la frontière par un piquet, pour être remis au premier poste de troupes italiennes.

A la suite de cette condamnation, il fut résolu qu'à chaque étape, avant de rompre les rangs, les chefs de toutes les colonnes ajouteraient à leurs ordres spéciaux la recommandation de respecter scrupuleusement le titre de volontaire, de ne porter atteinte ni à la propriété, ni à l'honneur.

XX.

Ruses de guerre. — Censure. — Un saint déplacé.

Les armes manquaient en grande partie ; néanmoins, la réorganisation des forces insurrectionnelles avançait rapidement à Torre-Alfina, en date du 9 octobre. Un mouvement général allait être tenté, lorsque des données concordantes parvinrent des diverses sources de renseignements qu'on avait pu assurer dans la province. Les agents d'Acerbi annonçaient que l'ennemi cherchait à livrer un combat décisif en attaquant avec du canon le quartier-général de Torre-Alfina.

Cette opération était commandée par la plus simple stratégie. Les pontificaux, bien disciplinés et supérieurs en nombre, auraient pu la faire avec beaucoup de chances de succès, et ils auraient dû l'exécuter tout d'abord. Dans le cas d'un échec, ils auraient réussi à cerner le quartier-général, à le prendre rapidement par famine, en gardant le cours de la Paglia et en interceptant les communications par Acquapendente. Ni l'une ni l'autre de ces deux tactiques n'avait été appliquée contre l'aile droite: les colonnes volantes des volontaires avaient pleinement réussi à faire diversion aux chefs pontificaux. Pendant ce temps, le groupement des insurgés s'était augmenté ; l'attaque de Torre-Alfina exigeait désormais des moyens plus puissants que

ceux qui auraient suffi auparavant. Aussi l'ennemi se décidait-il à suppléer, par un redoublement d'énergie, à l'occasion perdue, et il espérait écraser ce boulevard de la révolution en utilisant quelques pièces d'artillerie qui protégeraient l'assaut sûrement, puisque les volontaires étaient sans canon.

C'était là le fond des renseignements contenus dans les plis exigus que les paysans, employés pour courriers à l'intérieur de la province, apportaient en les cachant dans la doublure de leur veste.

La position était assez avantageuse pour une défense, l'attaque fut attendue ; les colonnes reçurent l'ordre de la favoriser en se montrant hésitantes à l'approche des pontificaux et en se repliant sur Torre-Alfina. En même temps l'emplacement de quelques embuscades fut choisi ; des travaux furent élevés sur les points par où les assaillants devaient se présenter, ainsi que sur ceux qui leur permettaient d'établir le tir du canon. Cette dernière circonstance devait d'autant plus être observée, qu'il fallait prévenir l'effet défavorable produit même sur de vieilles troupes régulières exposées au feu de l'artillerie sans pouvoir opposer à l'ennemi des moyens égaux.

Au milieu de ces préparatifs, l'ordre du jour suivant fut adressé aux volontaires :

Torre Alfina, 9 octobre.

Soldats ! au cri *Italie !* encore une fois nous nous sommes rassemblés. Pleins d'un enthousiasme patriotique, nous sommes accourus sur le sol italien où un peuple, glorieux par ses fastes

anciens, s'insurge et revendique la liberté contre le plus despotique et le plus barbare des gouvernements.

Au nom de *Rome* nous nous sommes élancés, comprenant qu'elle est la vénérable mère de notre patrie, et que, sans Rome, l'Italie n'existe pas.

Rendre Rome à l'Italie, la liberté à un peuple esclave décidé à secouer le joug qui le tient asservi, voilà notre but.

L'entreprise est aussi noble que seront grandes et nombreuses les fatigues que nous devrons supporter.

La faim, — la soif, — des fatigues journalières inouïes, — des marches continuelles, — des souffrances de toutes sortes, telle est notre vie, et, pour récompense, la conscience d'avoir fait notre devoir.

Soldats, le monde civilisé a les regards tournés vers nous et fait des vœux pour notre victoire.

Montrons toujours que nous, soldats de la révolution, élevés à l'école du grand capitaine Garibaldi, nous sommes des soldats de la civilisation; — respectons la propriété, — respectons les opinions, et soyons généreux même envers la soldatesque mercenaire ennemie : pour nous, il n'y a que des frères italiens qui doivent à la fin s'asseoir au banquet de la patrie rachetée.

Quand, du Capitole, les Romains proclameront par un plébiscite l'*Italie une et libre*, les générations futures nous béniront.

Le général commandant,
Signé : Acerbi.

Dans cette proclamation, on retrouve la pensée qui inspirait Garibaldi, lorsqu'au moment de marcher sur Venise, en 1849, il avertissait les volontaires des privations, des souffrances qui les attendaient. Quoi de plus naturel, au début d'une campagne, que de montrer l'étendue des sacrifices à accomplir pour que les soldats qui ne se sentiraient ni assez dévoués, ni assez forts se retirent ! Néanmoins, dans certaines régions, à Florence, on n'a pas vu avec plaisir cette mâle exhortation. Après en avoir passé à la loupe chaque

phrase, chaque mot, on s'est écrié avec horreur : « Comment, il n'y a pas une seule fois le nom de Sa Majesté? » Quelle impiété! il parait qu'il y a en politique une école de purisme pour qui la candeur n'est pas le moindre défaut. En vérité, le gouvernement agissait avec assez de bienveillance et de courage à l'égard de Rome, avec assez de justice à l'égard des volontaires, pour que ces derniers lui tressassent des couronnes!

Un dernier moyen fut tenté pour suppléer au défaut d'armes qui retardait la marche de toute la division. Il fut fait appel au patriotisme des gardes nationaux dans quelques localités de la frontière ; ils furent avisés qu'à la nuit on irait chez eux prendre leur fusil de munition, objet dérisoire dans leurs mains, alors que l'insurrection manquait d'armes. Ceux des miliciens qui auraient pu redouter les poursuites de l'autorité italienne, à la suite de ce désarmement, étaient invités à s'assurer d'un alibi qui leur permettrait de se disculper de la disparition de leur arme. On peut juger, par cet expédient, quelle était la richesse de l'arsenal de Torre-Alfina.

L'appel eut un succès inespéré. Les armes purent passer heureusement, en grande partie, la frontière : il en parvint également par la voie d'Orvieto. Le jour de leur réception fut un jour de fête pour le quartier-général : on pouvait désormais tenter l'attaque des places fortes qui assuraient aux pontificaux la possession de la province! Les diversions par marches et contre-marches, les mouvements combinés pour exciter l'ennemi à réaliser son pro-

jet d'agression contre Torre-Alfina, allaient être remplacés par cette opération importante.

Deux bataillons, d'une force effective de 400 hommes chacun, étaient destinés à cette marche dans le quadrilatère que forment Viterbe , Montefiascone, Valentano et Bagnorea.

Chaque volontaire avait enfin une arme et les derniers préparatifs s'accomplissaient. Les jeunes garibaldiens étaient exercés aux manœuvres de rigueur pour obtenir quelque discipline militaire; leurs aînés ayant déjà fait campagne, étaient chargés de cette instruction. Guidés par ce discernement des situations qui caractérise d'une manière frappante l'enfant du peuple au milieu des événements imprévus, ils excluaient de leur commandement les exercices atrophiants pour l'intelligence et l'initiative individuelle auxquels les troupes permanentes sont condamnées : les « tête-gauche » les « tête-droite » , tous ces mouvements aussi grotesques qu'attristants qui font du soldat régulier ce que la doctrine de Loyola fait de ses disciples, étaient mis de côté.

Une animation exceptionnelle, mélange de gravité et de joie, donnait à la vieille demeure seigneuriale l'aspect d'une ruche humaine. Ici, un groupe d'officiers préside à la distribution des fusils nouvellement arrivés, et fait inscrire les noms de ceux qui les reçoivent. Sous le portique de la partie centrale du château, l'intendançe délivre à quelques compagnies, en guise de capote, des couvertures de laine couleur gris-plomb, précieux secours contre les pluies et la fraîcheur des nuits du bi-

vouac. Le beau temps venu, on les porte roulées et passées en sautoir sur l'épaule gauche, de manière à ne pas gêner lorsqu'on met en joue le fusil. L'empressement avec lequel ces jeunes gens se pourvoient de cette sorte de vêtement confirme l'opinion suivant laquelle la lutte contre l'intempérie constitue la partie la plus pénible de la guerre.

Dans les étages supérieurs se trouvent des ateliers à l'état d'embryon ; ils tâchent de suppléer par l'activité à l'insuffisance en tout. On y parvient par un escalier en pierre, en enjambant çà et là une botte de paille, couche convoitée et disputée sur laquelle quelque volontaire est assez heureux pour faire un somme de sybarite, alors que les autres n'ont en partage que la dure.

Les bureaux de l'état-major sont dans l'aile gauche. Des sabres à fourreau de fer ou de cuir, des petites valises de campagne sont dressés le long des murs, dans les coins, contre la porte de la chambre qui est réservée au général et qui sert en même temps de poudrière et de pharmacie. Un vieux tapis à raies vertes et blanches couvre une table oblongue sur laquelle se pressent des papiers d'organisation, quelques cartes lithographiées et un lavis sur lequel le général vient confronter et pointer au crayon les renseignements, à chaque arrivée d'estafette.

Par une de ces bizarreries dont le temps a le secret, lui, ce vieil extravagant, ce moqueur infatigable qui transforme en baptistère chrétien, à Fiesole, une piscine de Bacchus, et Jupiter en statue de saint Pierre, à Rome, la salle de l'état-major

d'Acerbi a pour seul ornement un portrait de saint. Ce tableau, accroché entre les deux fenêtres, représente un religieux, un supérieur de couvent quelconque ; sa physionomie, empreinte de la béatitude éternelle, plane au-dessus de ces préparatifs de l'insurrection ; son regard doucereux semble appeler et répandre les bénédictions célestes sur la table où se déroulent les plans de la bête de l'Apocalypse. Autour du crâne de cette sainteté que les ans ont passée à la suie, le peintre a simulé une auréole, décoration de l'orthodoxie, brevet du paradis. Malheureusement, en cela aussi, le temps a fait son œuvre sarcastique ; sous son influence, cette auréole produit l'effet d'une corde ; on dirait que ce bienheureux est voué aux fourches patibulaires par les générations d'autrefois et qu'elles ont laissé à leurs arrière-neveux le soin de les venger d'une caste abhorrée. Mais les volontaires sont moins vindicatifs que ne l'espéraient leurs ancêtres, complètement courbés sous la toute-puissance cléricale ; ils sont surtout moins farouches que leur réputation ne le ferait croire. Ils vont et viennent, ces révolutionnaires féroces, sans remarquer l'œil insipide qui les fixe. Au lieu d'arracher le vieux cadre et de le jeter au feu, comme le proposaient quelques garibaldiens, on le laisse en place.

XXI.

Prise de San Lorenzo. — Un reître. — Farnese.

La colonne volante du lieutenant-colonel Tolazzi occupait Acquapendente, lorsque la marche d'un corps ennemi fut signalée sur cette localité, dans la matinée du 13 octobre. Il était fort de deux bataillons, un détachement de cavalerie l'accompagnait, et, d'après les renseignements fournis de San Lorenzo pendant qu'il y faisait étape, il avait pour mission de déloger le général Acerbi de la position qu'il occupait à Torre-Alfina.

Une telle attaque entrait dans les combinaisons signalées au chapitre précédent. La colonne Tolazzi fut aussitôt réunie au son du clairon ; d'après le plan concerté, elle fut conduite en avant de la cité, à un quart d'heure environ, sur une éminence à gauche de la route de San Lorenzo par où devaient venir les pontificaux.

Deux raisons commandaient ce mouvement : c'était, en première ligne, la résolution d'éviter les désastres d'un combat *intra muros* à une ville amie, sans fortifications, qui contribuait dans la mesure de ses ressources à l'insurrection ; c'était aussi l'opportunité de simuler un engagement acharné et de battre ensuite en retraite dans la direction du quartier-général. La tactique consistait à amener les forces pontificales sur le terrain

choisi pour livrer bataille, avec l'aide du gros des volontaires, vers les derniers prolongements du mont de Torre-Alfina.

Ainsi que les courriers l'avaient annoncé, les pontificaux se présentèrent dans l'après-midi ; ils suivirent la grande route, passèrent à une portée de fusil du camp volant de F. Tolazzi sans engager le feu et entrèrent à Acquapendente.

Il était à croire qu'après une halte nécessaire pour restaurer les hommes, les chefs pontificaux donneraient l'ordre de marcher sur Torre avec d'autant plus d'assurance, que le corps Tolazzi étant laissé à droite, les forces insurrectionnelles pouvaient paraître coupées et privées de leurs communications. Il n'en fut rien : pendant que les troupes prenaient du repos, des patrouilles furent lancées à la recherche d'un médecin garibaldien occupé à l'hôpital à donner des soins à quelques volontaires blessés. Elles respectèrent du moins cet établissement ; au lieu de l'envahir, elles se bornèrent à mettre des sentinelles à la porte et à faire opérer des visites domiciliaires pour s'emparer de ce praticien à qui son ministère devait valoir le bénéfice de la neutralité. Plusieurs citoyens d'Acquapendente prirent généreusement l'initiative, au risque de se compromettre, d'avertir ce docteur et de le sauver.

Nous regrettons de ne pouvoir livrer à la reconnaissance publique les noms de ces patriotes : ce serait les signaler aux persécutions du tribunal de la Sacré-Consulte. En ce cas, comme dans bien d'autres, une prudence élémentaire ne permet point

encore de désigner au respect et à la gratitude les résidents romains qui ont particulièrement secondé les volontaires par des secours effectifs ou par des conseils.

A la nuit venue, soit sur un ordre de rappel à Montefiascone, soit en prévision d'une attaque dans une cité qui ne rendait pas la résistance sérieuse, les pontificaux firent leur mouvement de retraite sur San Lorenzo, ayant réoccupé Acquapendente seulement durant six heures. D'après des renseignements recueillis ultérieurement auprès des blessés papalins, dans l'hôpital de Montefiascone, ce mouvement en arrière s'est accompli sur l'assurance donnée par des partisans utilisés comme espions, que le quartier général était entouré d'embuscades et qu'il serait puissamment défendu.

La veille, 12, une colonne garibaldienne avait attaqué Subiaco et s'était retirée devant des troupes de beaucoup supérieures, sans être poursuivie.

Acquapendente fut réoccupée par les volontaires sous le commandement du comte Louis Pennazzi, de De Franchis et de Fabri. Les pontificaux ne se représentèrent pas.

Rien n'autorisait, désormais, à compter sur une bataille que l'ennemi serait venu livrer aux forces insurrectionnelles sur le terrain par elles choisi. C'était à elles-mêmes à aller le chercher et à offrir la lutte.

Le 14 octobre, le général Acerbi rappela les diverses colonnes, et, le 15, il se mettait à leur tête pour attaquer Valentano défendu par 600 pontificaux soutenus par du canon.

L'état de cette place forte, le nombre des soldats qui y étaient retranchés, ne permettaient de compter que sur une surprise rapidement et courageusement menée. Par le succès, les trois points du triangle dans lequel se tenait l'ennemi, Viterbe, Montefiascone et Valentano, étaient privés de leurs communications : les pontificaux perdaient l'avantage que leur donnaient ces trois positions fortifiées, sur chacune desquelles ils pouvaient se concentrer en une journée.

Si la tentative échouait, la retraite était sûre par Farnese et Ischia, d'où l'on pouvait marcher sur Viterbe, et, selon le sort des armes, passer le Tibre, pour rejoindre Menotti Garibaldi.

Bagnorea faisait, avec les trois positions désignées, un quadrilatère au pouvoir des soldats du Saint-Siége; toutefois, pour le moment, il n'était pas nécessaire de s'attaquer à cette place ; sa situation topographique, son emplacement bas ne pouvaient être utilisés dans une marche en avant. Il fallait tenir compte de Bagnorea au seul point de vue de la garnison pontificale qui s'y trouvait et qui pouvait en sortir, sur un avis télégraphique, pour entraver les opérations ultérieures contre les autres places du quadrilatère.

Montefiascone commande puissamment une haute et forte esplanade dénudée que balaie le canon des remparts ; la route qui passe au bas devient ainsi impraticable ; on n'aurait pu aborder la place que par un siége en règle et avec de l'artillerie.

A Viterbe, les intelligences établies à l'intérieur demandaient que l'attaque fut remise, les prépara-

tifs et l'accord pour un soulèvement *intra muros* devant être terminés d'un jour à l'autre.

Valentano ayant des alentours boisés et étant dominé par une colline qui assure la route, ce point offrait les meilleures conditions aux garibaldiens.

La division se mit en route, le 15 au soir, de manière à être, à l'aube du jour, devant Valentano. Pour déguiser le but de sa marche, elle laissa de côté Acquapendente ; elle devait faire de même pour San Lorenzo, afin de ne pas être signalée de là, ou de ne pas subir de retard pour le cas où une garnison pontificale barrerait le passage. Les renseignements fournis peu d'instants auparavant par le comte Leale qui arrivait de cette localité, constatèrent qu'elle était libre, qu'on pouvait y passer, et que l'itinéraire sur Valentano se trouverait ainsi abrégé.

La nuit était venue, le conseil du comte Leale fut suivi ; lui-même s'offrit pour guide : il marchait en avant de la colonne avec son fils Pietro, patriote de 16 ans, solide au feu comme un vieux légionnaire ; le général Acerbi se trouvait entre les deux, de telle sorte que les trois chevaux marchaient de front précédés par une faible avant-garde commandée par le lieutenant Martelli. On allait pénétrer dans la ville sombre et silencieuse, lorsque le cri : « *Chi va là !* retentit. Le lieutenant Martelli piqua son cheval, et, répondant par le nom de « Italie », il fondit, revolver au poing, sur le groupe qui barrait la route. C'était une avant-garde de pontificaux venus un quart d'heure à peine après le passage de M. Leale et qui occupaient la position.

Une décharge de l'avant-garde pontificale répliqua aux coups de revolver tirés par Martelli ; les balles sifflèrent aux côtés du jeune comte Pietro Leale et de ses compagnons.

Il n'était plus possible de surprendre Valentano : l'ennemi était en éveil, l'appel de secours de Viterbe lui assurait une longue résistance, qui ne pouvait être acceptée même avec la certitude d'en avoir raison par la stratégie insurrectionnelle. Toute la supériorité des volontaires, en présence d'une armée régulière, se trouvait dans une suite d'attaques subites et décisives : prolonger la lutte c'était exposer les insurgés à être cernés et écrasés par le nombre, par la supériorité des armes et l'abondance des munitions.

En renonçant à l'attaque sur Valentano, le général Acerbi ne voulut pas que la campagne n'aboutît à aucun résultat. A défaut de Valentano, San Lorenzo devait tomber.

La lutte fut engagée ; de part et d'autre elle fut soutenue vaillamment, et elle se prolongea jusqu'aux premières lueurs du matin.

Malgré l'obscurité qui rendait l'agression bien plus dangereuse que la défense, malgré les murailles derrière lesquelles tirait l'ennemi, les volontaires combattirent avec sang-froid et courage. Ils s'élancèrent à l'assaut guidés, entre autres, par le lieutenant-colonel Tolazzi et le capitaine Raveggi. M. F. Tolazzi parvint au pied de la caserne où s'étaient retranchés les pontificaux ; il les somma, à réitérées fois, de cesser le feu, de se rendre, en les avertissant que s'ils continuaient

une effusion de sang désormais de toute inutilité, ils n'auraient plus droit aux égards assurés aux prisonniers de guerre : ils seraient passés par les armes.

Cette menace fut prise au sérieux, d'autant plus que parmi les soldats du Saint-Siége se trouvaient quelques-uns de ceux qui avaient pris à Acquapendente l'engagement de ne pas combattre durant trois mois. Au milieu d'une décharge nourrie, dont le but pouvait être de donner à penser que la résistance continuerait même au milieu du jour, les pontificaux évacuèrent leurs blessés et ils abandonnèrent la position. Les cadavres de quinze garibaldiens frappés pour ainsi dire à bout portant dénotaient du caractère de la lutte. Il serait trop long de citer tous ceux des volontaires, héros dont les noms se perdent dans le peuple, qui ont déployé à cette occasion un suprême dédain de la vie pour assurer l'indépendance de Rome; bornons-nous à indiquer, avec le brave lieutenant-colonel F. Tolazzi, le major comte Luigi Pennazzi, atteint par une balle à la jambe, l'adjutant Giovanni Francardi, les capitaines Clerici et Raveggi, le jeune Pietro Leale, le lieutenant Luciani, le lieutenant Martelli; ce dernier ayant été blessé à un bras, prit à peine le temps de laisser mettre un appareil pour rester à la tête de ses soldats. Le général Acerbi demeura constamment aux endroits les plus exposés.

Un ordre du jour fut adressé aux volontaires, pour les féliciter de l'avantage qu'ils avaient remporté, et les engager à persévérer dans une discipline sévère, gage de succès définitif; on y lit,

entre autres, les paroles suivantes qui indiquent suffisamment quel est l'esprit que le général maintenait dans sa division :

" Si quelques-uns de vous ne se sentaient pas assez d'abnégation pour se conformer en tout à la discipline, mieux vaut qu'ils s'éloignent tout de suite.

Après le combat de San Lorenzo, les pontificaux ne tentèrent plus de sortir de leurs retranchements. C'était à l'insurrection à les y aller chercher ; toutefois, avant de poursuivre son mouvement agressif contre des places entourées de remparts, elle devait s'assurer de quelques renforts et se fournir de munitions de guerre qui ne parvenaient toujours qu'au milieu des plus pénibles obstacles. Les volontaires furent cantonnés partie à San Lorenzo, partie à Acquapendente, partie à Torre-Alfina.

Un ordre du jour annonça aux volontaires que Garibaldi avait pu échapper au blocus de Caprera et qu'il avait pris le commandement général de l'insurrection.

L'occupation de San Lorenzo fut signalée par une plainte portée au général Acerbi par deux habitants contre un individu G., sorte de reître égaré dans une armée de volontaires et qui avait abusé de sa position d'officier pour se transformer en exacteur. Les plaignants ayant été désintéressés, un tribunal militaire fut aussitôt institué; la cause, instruite rapidement, aboutissait au *carcere duro*. Elle produisait une indignation trop forte pour qu'il n'en transpirât rien; aussi, au moment où il devait se présenter devant le conseil de

guerre, G. se disposait-il à fuir. Avis en fut transmis au major Ravini, qui donna à une sentinelle l'ordre de tirer sur G., s'il tentait de s'éloigner. Le coup de feu ne porta point ; G. s'enfuit ; il croyait pouvoir être reçu dans la division du centre, il en fut expulsé par ordre de Garibaldi.

Le 19 octobre, une rencontre eut lieu à Farnese entre des zouves pontificaux et des garibaldiens. Le combat fut conduit de la manière la plus brillante par les deux frères Sgarellino. L'ennemi opposa beaucoup de valeur, mais il ne put résister à l'élan des volontaires ; il fut complètement défait : il perdit son commandant frappé, en combat singulier, par le major Sgarellino qui, de son côté, reçut deux graves blessures.

Les blessés pontificaux et garibaldiens furent dirigés sur l'hôpital de Montefiascone ; dans le nombre des premiers se trouvait un jeune homme blond-roux qui avait déployé une extrême bravoure : il avait lutté énergiquement à côté de son capitaine, ne renonçant au combat qu'au septième coup de baïonnette.

Le major Sgarellino se trouvant dans l'impossibilité, par suite de ses blessures, de conserver le commandement, son frère Iacopo Sgarellino prit la direction de la colonne. Sur un ordre transmis par le commandant général, elle se concentra à Acquapendente.

La veille, les pontificaux rentrèrent à Orte, qui avait été occupée momentanément, le 7 octobre, par une partie des volontaires débandés le 5 dans le combat de Bagnorea, et à Nerola, que Menotti avait laissée dans sa marche en avant.

XXII.

Viterbe. — Comité insurrectionnel. — Plan d'attaque De-Franchis.

La police pontificale multipliait ses efforts à Viterbe pour étouffer les aspirations nationales, prévenir les manifestations contre le pouvoir temporel et empêcher l'organisation d'un soulèvement. Les rigueurs du gouvernement s'exerçaient dans cette ville, toute proportion gardée, comme à Rome. Néanmoins, les patriotes viterbiens avaient pu aussi se concerter et nommer un comité insurrectionnel qui s'était mis en relations avec le général Acerbi.

D'après l'accord établi entre ce dernier et les patriotes, l'attaque de Viterbe fut résolue pour le 24 octobre.

Le 22, à 3 heures de l'après-midi, les diverses parties de la division reçurent l'ordre de se mettre en marche sur San Lorenzo ; elles passèrent la nuit sur ce point.

Le 23, toutes les munitions que l'on avait pu obtenir furent partagées aux volontaires : chacun d'eux avait *huit* cartouches !

Le mouvement fut repris, la droite en tête, avec les précautions ordinaires pour une tentative décisive et périlleuse. La base d'opérations était abandonnée : il s'agissait de passer à travers le quadrilatère ennemi occupé pas de forts détache-

ments de pontificaux et d'échapper à une attaque, tout en conservant une attitude offensive. Malgré la pluie, la marche fut audacieusement poussée par la Casaccia, vers la frontière, afin de détourner l'attention de l'objectif poursuivi.

Dans la matinée du 24 octobre, la division passait menaçante entre Montefiascone et Bagnorea, sous les yeux de l'ennemi, qui avait précipitamment renforcé ces deux positions.

La colonne insurrectionnelle prit deux heures de repos près de Celleno, en lieu découvert, à une faible distance à la fois de ces deux localités, pour ne pas laisser pressentir ses projets et menacer indistinctement Montefiascone, Bagnorea et Viterbe.

Bagnorea, étant la position la moins fortifiée, reçut à la hâte des renforts de Montefiascone ; mais la colonne s'approchant de ce dernier point, ils furent rappelés et portés avec une partie de la garnison de Bagnorea même sur Montefiascone.

L'itinéraire suivi avait eu le succès voulu, les pontificaux étaient dans l'incertitude.

A la voix de leurs chefs, sans écouter la fatigue et les privations, relevant par leur force morale leurs forces physiques épuisées, les volontaires prirent au pas précipité la direction de Viterbe. Le mouvement s'exécuta avec tant de célérité, la marche fut si bien conduite, que malgré l'avertissement qui lui fut donné de Montefiascone, le commandant de la place de Viterbe ne put ajouter foi à une attaque contre lui.

Durant la courte étape qui se fit à Celleno, quelques membres du Comité insurrectionnel de Vi-

terbe vinrent demander audience au général. Il s'agissait de concerter les dernières dispositions pour le soulèvement déjà préparé dans l'intérieur de la ville. L'entente s'établit sur ces points :

Les volontaires arriveraient à la nuit, au moment où la garnison était retenue dans les quartiers par des détails de service.

Aussitôt que les garibaldiens seraient aux portes, un certain nombre de jeunes gens déterminés courrait aux armes, entraînerait la population contre les pontificaux, les contiendrait momentanément et ouvrirait la porte *Fiorentina* à la colonne qui serait sous les murs de la ville.

Dans le cas où cette tentative ne réussirait pas, un bataillon, détaché à un kilomètre de la porte *Fiorentina*, se serait avancé pour pénétrer dans la ville par un jardin particulier dont le mur extérieur fait sur ce point la continuation du rempart. Le mur avait été miné intérieurement, puis soutenu par des arcs-boutant, de telle sorte qu'il suffisait de peu d'efforts pour le renverser et ouvrir un passage à quelques compagnies de volontaires qui auraient aidé aux habitants à prendre entre deux feux les pontificaux dans la place même.

D'après les renseignements recueillis par le Comité insurrectionnel, les forces qui pouvaient venir au secours de la garnison de Viterbe s'élevaient seulement à 600 hommes.

A l'approche des renforts pontificaux, Viterbe aurait été défendue par les citoyens ; les rues aboutissant à la caserne auraient été barricadées, si la garnison n'avait point encore déposé les armes.

Pendant ce temps, la colonne insurrectionnelle, forte d'environ 800 hommes, serait allée au-devant de ces secours, sans leur laisser le temps de se concentrer.

D'après ces dispositions, et en particulier d'après celle qui assurait l'entrée dans la place par une brèche préparée dans le mur d'enceinte, l'issue de l'attaque n'était point douteuse : les forces pontificales seraient débordées par l'élément populaire.

La division s'approchait sûrement de Viterbe ; l'avant-garde était en vue pour le moment fixé par le comité insurrectionnel, lorsque une patrouille de dragons du pape se présenta. Des coups de feu furent échangés, des blessés et des morts tombèrent de part et d'autre. Grâce à leurs montures et à la position qu'ils avaient en avant de la colonne, les dragons ne purent être cernés ; ils se précipitèrent à toute bride vers la porte *Fiorentina*, poursuivis au pas de course par les insurgés, qui y arrivèrent presque en même temps.

Le gros de la colonne avait suivi avec élan. Dans un moment, Viterbe fut entourée, les positions les plus importantes à l'entour furent occupées et les pontificaux qui s'y trouvaient battaient en retraite sur la ville où étaient dispersés. Quelques prisonniers furent faits au poste avancé de *Paradigino;* les soldats qui échappèrent se répandirent en tiraillant dans la campagne, de telle sorte qu'on pouvait croire que les lignes des volontaires étaient assaillies par derrière. Ce fut le sujet d'une fausse alerte de peu de durée.

Les portes de la place s'étaient fermées sur les

fuyards pontificaux. La possession de quelque pièce d'artillerie eut permis aux volontaires de les enfoncer et de profiter de la confusion produite par leur arrivée imprévue pour s'emparer de suite de la ville, et ainsi couronner d'un succès complet, d'un seul coup, cette marche hardie à travers le quadrilatère. Mais les volontaires ne possédaient du canon que dans l'imagination effarée des prélats.

Les seuls efforts corporels ne pouvaient faire céder la forte charpente des portes; l'accès en était défendu par le tir de la garnison, qui restait derrière les murs au lieu de profiter, pour repousser tout d'abord l'attaque, du peu de connaissance que les volontaires avaient de Viterbe.

Il entrait dans le plan du siége d'occuper les troupes du pape aux portes de la ville. On faisait ainsi, en quelque sorte, une diversion à l'opération la plus importante dirigée contre Viterbe, celle par laquelle, d'accord avec le comité local, on jetait dans la place, par le jardin particulier situé entre la porte *Romana* et la porte *Verità*, quelques compagnies chargées de la double mission de seconder les patriotes et de prendre entre deux feux l'ennemi.

Le major Iacopo Sgarellino avait été chargé de cette opération; des guides viterbiens lui avaient été donnés et il était parti sous leur direction, avec une escouade de sapeurs, de manière à tourner les points sur lesquels une rencontre eut été possible. Cette marche s'accomplissait favorisée par les plis de terrain, lorsque, avant d'arriver au mur où devait se faire la sape, la fusillade s'engagea.

Les guides qu'avait présentés le Comité insurrectionnel assistaient pour la première fois au feu ; ils lâchèrent pied en entendant le tintement strident des balles. Le major I. Sgarellino chercha vainement, dit-il, le point indiqué ; égaré dans l'obscurité, il revint, après quelques heures, sans avoir exécuté la mission décisive qu'il avait reçue.

L'attitude hésitante de Viterbe était ainsi expliquée. Les patriotes étaient contenus par le déploiement militaire à l'intérieur de la ville, et l'appui sur lequel ils comptaient pour s'insurger, avec quelque chance de ne pas être écrasés, leur faisait défaut.

Afin d'ouvrir sans retard une issue dans la place, il fut décidé de suppléer au canon par le feu. Des matières combustibles furent apportées, à travers les balles, devant les portes *Fiorentina* et *Verità*. Les efforts des assiégés pour empêcher les volontaires de s'approcher et de disposer ces matières, ne réussirent point. Le major De-Franchis prit sur lui, un des premiers, de communiquer la flamme à la porte *Verità :* il s'avança avec calme, bien qu'il fût le point de mire des coups de fusil ; une balle brisa la lame de son sabre.

L'incendie de la porte *Fiorentina* fut arrêté plusieurs fois par des flots d'eau jetés de la partie supérieure. Par contre, les madriers de la porte *Verità*, activement léchés par les hautes flammes, s'affaissèrent bientôt: le vaste arceau de pierre fortement éclairé par des lueurs rougeâtres ressemblait à une immense fournaise d'où sortait la mort. La rue qui aboutit à cette porte était enfilée par les balles des

pontificaux embusqués. C'est par là que les volontaires devaient marcher au plus meutrier des combats, au plus terrifiant des drames militaires, à un assaut de nuit.

Pour prévenir de plus grands sacrifices, le général Acerbi fit confier à deux moines d'un couvent aux abords de la ville une mission de paix; ils acceptèrent de porter aux pontificaux la proposition de cesser le feu des deux côtés et de laisser Viterbe libre. Les deux Frères entrèrent dans la ville avec leur habit monacal qui les préservait du danger; mais, parlementaires infidèles, ils ne revinrent pas. Les volontaires furent chercher au couvent deux autres moines. Afin de s'assurer que par ces derniers une réponse serait apportée, un des deux seulement fut envoyé comme parlementaire. La recommandation lui fut faite d'accomplir sa mission au plus tôt dans dix minutes, et en même temps on lui signifiait que s'il ne revenait point, à l'exemple de ses deux confrères, le moine que l'on gardait en ôtage serait immédiatement fusillé. Ce dernier fut placé sous la sauvegarde du capitaine Clerici. Tout ce que la lâcheté humaine peut présenter de plus adulateur et de plus burlesque fut donné en spectacle par ce moine obèse. Il avait peur de mourir : il n'avait garde de dire en ce moment que la mort est un gain, suivant Saint Paul, et qu'elle ouvre au juste le paradis. Par leurs lazzi, les volontaires ne réussissaient point à dissiper sa terreur ; à certains moments elle devenait convulsive et idiote : c'était lorsqu'il les voyait tournoyer devant lui, dans la nuit, pour faire

le coup de feu ; lorsque, enluminés comme des démons, par un reflet de flamme, ils mordaient à ses côtés une cartouche et qu'ils chargeaient leur arme, tout en raillant son embonpoint, tout en lui lançant ce dicton populaire sur les moines : « *Tu puzzi come un becco* (Tu sens le bouc). »

Le parlementaire en froc passa sans escorte la porte *Verità*, éclairée par les lueurs de l'incendie. De la voix et du geste, il se faisait connaître aux défenseurs du pouvoir temporel, lorsque un coup de fusil, parti du bout de la rue, et bien reconnaissable dans le silence qui s'était établi, lui brisa le fémur.

C'eût été de l'inhumanité d'envoyer un troisième parlementaire; les pontificaux ne répondant pas, l'assaut fut tenté sous la direction du major De-Franchis.

Au moment de s'élancer par la porte béante dont les montants carbonisés et embrasés çà et là faisaient songer à un gouffre de l'enfer chrétien, ce valeureux patriote se tourna vers ses soldats ; du bout de son sabre il leur montra le danger, le trépas, et il prononça ces paroles, qu'un jour l'histoire burinera sur le socle de sa statue :

« Suivez-moi, et voyez comme on combat, comme « on meurt pour son pays ! »

Les volontaires pénétrèrent dans Viterbe au milieu d'une pluie de balles. Chaque angle, chaque maison servait d'abri aux assiégés ; ils pouvaient faire converger le feu sur le point circonscrit de l'attaque, n'étant point pris de plusieurs côtés à la fois comme il devait résulter de l'exécution du

plan du siége. La population était réduite à l'inaction ; le jour allait arriver, les munitions manquaient. En faisant appel aux hommes qui n'avaient pas épuisé leurs huit cartouches, on pouvait se maintenir dans la cité, mais comment la conserver durant la journée, comment lutter encore contre la garnison, contre les troupes fraîches et bien approvisionnées qui allaient arriver d'un moment à l'autre appelées par télégraphe soit de Montefiascone, soit de Valentano, soit de Bagnorea.

Il était urgent de prévenir le danger que courait la division de se trouver prise entre deux feux, sans défense possible, sous le tir des remparts.

Après une lutte qui avait duré six heures environ, après la perte d'intrépides jeunes gens et entre autres du major De-Franchis, de Giusti Domenico, de Milanesi Angelo, de Marie Giuseppe, et de tant d'autres inconnus, la retraite fut sonnée. Elle s'opéra en bon ordre, sous la protection de quelques compagnies, et notamment celle du capitaine Clerici qui, disons-le incidemment pour le cas où ce serait nécessaire, rendit sain et sauf à son couvent le moine gardé en ôtage devant la porte *Verità*.

Nous ne pouvons indiquer les noms de tous les volontaires qui se sont le plus distingués durant cette lutte nocturne, longue et meurtrière. Dans la liste de ces valeureux soldats de la liberté, nous trouvons : le major Franzoja, le médecin en chef A. Barni, qui se porta intrépidement au plus fort du danger pour donner des soins aux blessés ; les capitaines Barbieri, Raveggi, Righetti, Napoleone

Parboni; l'adjudant-major Ciotorani; l'aide-de-camp Luciani; les lieutenants Davanzo, Martelli, Salvioli, Mainardi, Tavolacci; le sergent Martinelli, P. Landi, etc., etc.

Le général se tenait à cheval avec quelques officiers sur un point découvert où sifflaient les balles; un de ses aides-de-camp vint le prier de s'abriter vers un pan de mur derrière lequel il avait lui-même établi quelques tirailleurs. « Chacun est à son poste, allez au vôtre », répondit-il avec calme, et il éloigna l'aide-de-camp en lui transmettant un ordre pour la colonne de droite. Le bruit de la mort d'Acerbi circula parmi les pontificaux et la presse ennemie le donna pour certain.

Les pontificaux auraient pu, en prenant de suite l'offensive, disloquer les forces insurrectionnelles; ils perdirent un temps précieux. Lorsqu'ils voulurent attaquer, ils furent tenus en respect par les détachements d'arrière-garde marchant en chaîne, de manière à se prêter appui, et suppléant au manque de cartouches par des charges. Le cri des officiers « *Attenti alla baionnetta* » et le mot d'ordre adopté ce jour-là, *Garibaldi*, servaient de ralliement; ils retentissaient dans la pénombre, en communiquant tour à tour à l'âme cette froide impression que l'on ressent devant les horreurs de la guerre et cette énergie que donne l'enthousiasme de la liberté.

XXIII.

Occupation de Viterbe. — But poursuivi.

La concentration des volontaires fut ordonnée entre Soriano et Bomarzo par Bagnaja.

Dans cette position, l'ennemi était menacé à la fois sur Montefiascone et sur Viterbe. S'il prenait l'offensive, comme il le devait, les montagnes de Bomarzo et de Soriano facilitaient la résistance. Cette dernière prévision devint superflue : les pontificaux n'estimèrent pas pouvoir laisser les points de leur quadrilatère pour profiter de l'éloignement de la base d'opération des garibaldiens, et couper à ces derniers toute communication.

La droite, commandée par le colonel Tolazzi, arriva sur Bomarzo, conduite sûrement par les campagnards qui lui servaient de guide. Ceux qui dirigeaient la colonne de gauche s'égarèrent, ils poussèrent jusqu'à Celleno.

Cette division des forces insurrectionnelles pouvait encore tourner à l'avantage de l'ennemi : au lieu d'être utilisée par lui, elle le fut par les chefs insurgés. L'inaction inattendue des pontificaux ne saurait être attribuée qu'à la démoralisation produite par l'attaque dirigée rapidement contre une ville murée, attaque assez audacieuse pour faire présumer que les 800 volontaires d'Acerbi s'élevaient à plusieurs milliers.

La marche de la colonne de gauche fut continuée vers la Casaccia. Son but était de s'appuyer sur la base d'opération, Torre-Alfina, pour y prendre 300 hommes environ, les unir à 200 autres du capitaine Grugnardi qui avait fait une pointe sur Bagnorea, et, après avoir rejoint Tolazzi, attaquer de nouveau par surprise. Dans les circonstances difficiles d'une lutte sans munitions, l'insurrection exigeait, en effet, comme garantie de succès, une suite de coups de main hardis.

Les chefs pontificaux se voyaient ainsi menacés par Bomarzo et par la Casaccia ; c'est à ce moment qu'ils apprirent la victoire de Monterotondo. Leur retraite sur Rome était compromise s'ils laissaient à l'insurrection le temps de se présenter avec des renforts au milieu de leur ligne de défense ; ils rappelèrent sur Viterbe leurs garnison de Bagnorea, Valentano, Montefiascone.

Cette retraite fut annoncée au général Accrbi à proximité de cette dernière place, au moment où les pontificaux venaient de la quitter. Sans perdre du temps à réoccuper Montefiascone, il passa au bas de la position sans défense et conduisit toute la division sur Viterbe.

Le 27 octobre, toute la division d'Acerbi faisait son entrée à Viterbe, au milieu des manifestations frénétiques de la joie publique. La population était venue, musique en tête, jusqu'à 2 kilomètres audevant des volontaires. Une foule enthousiaste stationnait dans les rues, la circulation était difficile; ce fut avec une extrême lenteur que l'on put atteindre le palais du gouvernement. La place était

littéralement comble ; des acclamations interminables appelaient le général Acerbi, il dut haranguer par deux fois les Viterbiens. Chacune de ses paroles en faveur de la liberté, de l'unité de l'Italie, de la déchéance du pouvoir temporel fut l'objet de longues ovations.

La prévision de rencontrer dans le chef-lieu de la province les forces pontificales, de devoir leur livrer un nouveau combat, ou d'être attaqué par elles, ne se réalisa pas. Le gros de l'ennemi se repliait précipitamment sur Civitavecchia; ses derniers bataillons venaient à peine de quitter Viterbe, lorsque les garibaldiens y arrivèrent : ils y surprirent l'arrière-garde qui préparait le transport des objets abandonnés, armes et munitions. On peut juger des égards employés envers les prisonniers, par le fait qu'un de leurs officiers se lia d'amitié avec les officiers garibaldiens et qu'il vint s'asseoir à leur table.

La province de Viterbe, une des plus riches du patrimoine dit de St-Pierre, était au pouvoir de l'insurrection. Montefiascone, Valentano, Bagnorea, qui formaient avec Viterbe le quadrilatère, dont la division de droite venait de s'emparer après l'avoir traversé avec une rare bonne fortune, Ronciglione et les autres points importants furent occupés par des garnisons de volontaires dont le nombre s'élevait non point de jour en jour, mais d'heure en heure.

Une position restait encore à l'ennemi, c'était celle de Montalto ; le capitaine Righetti reçut l'ordre d'aller s'en emparer.

Les lignes de défense étaient ainsi sûrement établies, et, de quelque côté que fût venue l'attaque,

on en eût été averti au moins vingt-quatre heures auparavant.

Deux mandats également importants s'imposaient à l'insurrection maîtresse de la province : l'un était civil, l'autre militaire, et tous les deux devaient être menés de front.

D'un côté, il fallait assurer la vie politique, une administration régulière, le droit civil dans le territoire nouveau dont les volontaires venaient d'obtenir la restitution à la mère-patrie ; de l'autre côté, il fallait parer aux éventualités militaires et ne point perdre de vue une combinaison des mouvements stratégiques avec la marche du centre.

Ces deux devoirs sont exposés avec une netteté qui prouve qu'ils étaient parfaitement compris dans le Rapport adressé à la fin de la campagne par le général prodictateur Acerbi au général dictateur Garibaldi. Il est dit dans ce Rapport :

« ... Un gouvernement fort, énergique, était nécessaire, parce que la réaction très puissante pouvait soulever de sérieuses difficultés, parce que tout était à créer, d'autant plus que les fonctionnaires pontificaux s'étaient retirés en majorité de leurs postes.

« Je proclamai alors à Viterbe, comme je l'avais fait dans les autres localités, la dictature de Garibaldi, en acceptant pour moi la prodictature. C'était conforme aux accords arrêtés avec Menotti Garibaldi, et c'était évidemment une nécessité de la situation. Etait-il possible, en effet, de rester sans un gouvernement? Etait-il possible de laisser sans une base de droit le nouvel Etat qui se créait de fait? Parmi les divers moyens qui se présentèrent à mon esprit, tous sujets à de graves objections, le moins périlleux me parut être de suivre le système adopté en 1860 dans l'Italie méridionale ; je l'adoptai. Il donnait satisfaction aux nécessités militaires et politiques du moment, sans préjuger en rien l'avenir. »

Par sa position topographique, par les ressources qu'elle offrait pour le ravitaillement et la résistance, la cité de Viterbe, forte de 15,000 habitants, possédant de nombreux couvents faciles à utiliser pour le logement des volontaires, pouvait devenir le camp principal de toute l'insurrection. C'est probablement dans cette pensée qu'elle avait été choisie dans le plan de campagne adopté avec Garibaldi, comme le point sur lequel devaient être dirigés les premiers efforts. Au cas d'une défaite en avant de Rome, les troupes insurrectionnelles trouvaient à Viterbe un abri fortifié ; elles pouvaient s'y replier, s'y soutenir; elles pouvaient y recueillir des hommes, des armes, et surtout les moyens financiers qui faisaient défaut depuis la dissolution des comités de secours.

Ce projet fut soumis à Garibaldi par une lettre qu'un exprès put remettre à Monte-Rotondo. Le commandant de la division de droite y disait entre autres qu'il pouvait rejoindre de suite le centre avec 1200 volontaires et avec 4000 dans l'espace de cinq jours. Garibaldi répondit :

« Général Acerbi,

« Vous avez bien fait. — Saluez vos preux compagnons. —
« Continuez infatigablement dans la sainte entreprise. »

(Signé) « G. Garibaldi. »

Cette approbation formelle de la direction donnée au mouvement insurrectionnel dans la province de Viterbe, détermina le général Acerbi à profiter des ressources qu'offrait cette dernière pour suppléer de suite aux secours supprimés par la police italienne.

XXIV.

Clément VII et Pie IX. — Nouvel ordre d'idées et de choses. Proclamation de la chûte du pouvoir temporel. Appel au peuple.

Toutes les prévisions étaient favorables à un succès prompt et définitif de l'insurrection romaine. Les pontificaux étaient culbutés partout et forcés de se replier sur Rome. C'était le seul point qu'ils devaient se résoudre à défendre ; sur aucun autre la résistance ne paraissait désormais possible à leurs chefs et aux stratégistes étrangers auprès de qui ils s'inspiraient. Rome elle-même allait leur échapper ; ils reconnaissaient impossible de tenir dans une ville où les sympathies du peuple, contenues par le seul déploiement des forces militaires, devaient éclater contre eux à l'arrivée des chemises rouges sous les murs de l'ancienne cité des Borgia. Le seul espoir des défenseurs du pouvoir temporel se trouvait dans l'intervention de quelque puissance, mais cette intervention était contraire au principe qui est la base de tout Etat, de toute nation, dans le droit international par tous reconnus. Un peu d'habileté politique de la part du gouvernement italien, et la non intervention était certaine, la révolution était à coup sûr victorieuse.

Les conseillers de Pie IX ne se faisaient point

illusion : fascinés mais convaincus par le péril, ils n'avaient point la candeur de ceux de Clément VII à l'approche de l'armée de Bourbon (1); ils ne cherchaient pas à s'aveugler en comptant sur une intervention céleste pour arrêter le flot du peuple. Il ne faut point s'en étonner, depuis le XVI[e] siècle, la confiance dans la foi qui transporte les montagnes est bien tombée : on ne croit plus aux miracles, même à Rome, au moment où ils devraient inévitablement se produire, si l'Eglise, comme pouvoir politique, était bien le fait d'une volonté divine contre laquelle le mal ne prévaudra jamais. De nos jours, le Vatican préfère reconnaître implicitement que rien ne se fait contre les lois physiques : on ne peut qu'applaudir à sa manière détournée d'honorer la civilisation, la science, le progrès qu'il nie. Ce n'est plus qu'une question de choix dans les moyens de contenir le peuple, et déjà l'on pressent le jour où la superstition, enfin éclairée par une longue suite de déceptions, renoncera à invoquer, en cela surtout, le surnaturel. Au mois d'octobre, Pie IX en a donné l'exemple en refusant de suivre la politique de Clément VII et de se confier uniquement dans la puissance du Dieu de paix qu'il prétend représenter sur terre.

(1) En 1527, l'armée du connétable de Bourbon, composée de 14,000 Allemands et d'autant d'Italiens, Espagnols et Français, marchait contre Rome. Le pape Clément VII ne voulut leur opposer qu'une résistance morale; confiant dans le secours de Dieu, il licencia la plupart de ses troupes. Le 6 mai, l'assaut fut donné; la ville fut prise, saccagée par les Impériaux de la manière la plus barbare et le pape fut fait prisonnier. Les reliquaires furent pillés: pour avoir les matières d'or, les Impériaux détruisaient les reliques; peu de temps après, ces dernières étaient miraculeusement aussi nombreuses qu'avant leur destruction.

C'étaient des armes, des armes perfectionnées qu'il fallait au Vatican ; c'était tout ce que l'art militaire a de plus meurtrier, et non une invocation charitable au Dieu sans la volonté de qui il ne tombe pas un cheveu dans le monde. Pour faire agir ces engins de destruction, il fallait des bras : les Italiens faisant défaut, les recruteurs étrangers avaient reçu l'ordre d'activer les enrôlements, et les cadres s'augmentaient de personnes intimement persuadées que *la religion était en danger*.

Malgré cet appui fourni par le fanatisme, malgré ce mélange de deux choses parfaitement distinctes et inconciliables, le culte et la politique ; malgré l'impétuosité, le courage, l'héroïsme que présentaient de tels soldats qui pensaient, comme les premiers chrétiens, obéir à Dieu, et qui étaient, comme eux, prêts au martyre pour leur foi, l'insuccès complet de la résistance du pouvoir temporel (qui n'a rien à voir dans la question religieuse) n'était pour personne le sujet d'un doute.

L'enthousiasme que faisait naître la chûte d'une domination théocratique, dernière héritière des traditions affreuses de la nuit de mille ans, inspirait tous les esprits.

On en trouve le reflet dans la proclamation suivante qui fut adressée, comme circulaire, aux communes de la province :

Citoyens de la province et de la ville de Viterbe !

Après sept ans d'humiliation et de douleur, le drapeau de la rédemption flotte de nouveau sur les murs et sur les édifices de votre noble et patriotique cité (1) ; nous l'arborons aujourd'hui

(1) En 1860, la chûte de la domination papale a été proclamée à Viterbe.

au milieu de vous pour le relever demain sur la *Voie sacrée* de Rome, emblème de victoire et de liberté.

Le général Garibaldi, illustre héritier du génie et de la splendide tradition de Rome, campe avec ses preux compagnons sur les sommets classiques du mont de Marius ; son regard inspiré peut voir à l'horizon le Capitole s'élevant majestueux et fier des vingt-cinq siècles de gloire et de malheur qui lui servent de couronne ; il compte sur nous pour partager avec lui les événements fascinateurs de la dernière bataille que le progrès livre à l'obscurantisme ; il nous attend pour nous asseoir avec lui au libre banquet du peuple délivré et uni dans le saint nœud de la fraternité italienne.

Citoyens de la province et de la ville de Viterbe ! la dictature du général Garibaldi a été proclamée sur tout le territoire romain avec le suffrage unanime de ces populations, et moi, en son nóm, commandant des forces civiles et militaires de la province, j'ai assumé provisoirement la prodictature de cette contrée. En prenant cette difficile charge, je suis soutenu par l'appui sympathique de beaucoup des généreux patriotes qui sont venus se serrer autour de moi et de la cause que dans ce moment j'ai l'honneur insigne de représenter. Pour poursuivre le chemin entrepris, il faut que la coopération de tous les citoyens vienne de plus en plus à mon aide J'en ai la conviction, elle ne me manquera pas, puisque votre attachement est connu à toute l'Italie, ainsi que le culte par vous professé toujours plus à l'nnité et à la liberté de notre belle péninsule.

A votre initiative et à votre demande de secours, mille patriotes n'ont pu rester spectateurs indifférents de la lutte ; le principe de la solidarité italienne, qui a mélangé toutes vos populations sur les champs de batailles nationales, à Varese, à San Martino, à Calatafimi et à Castelfidardo, ne pouvait être démenti par un traité qui cherchait à dissoudre celui par lequel la nature a uni les Alpes et la mer.

Le dé est jeté : il nous faut fermete et persévérance pour assurer la victoire ; j'espère que ni l'une ni l'autre ne vous manqueront. Aujourd'hui même, les bureaux publics seront ouverts pour les enrôlements : il n'est pas besoin, aux peuples comme vous, de paroles d'excitation, et, j'en suis sûr, vous acconrrez vous serrer nombreux sous les drapeaux de l'insurrection.

Unis ensemble à la destinée de Rome, vous déciderez là de votre avenir par un libre plébiscite, dans l'auguste arène de l'an-

cien Forum. Toute démonstration intempestive qui tendrait à diviser le faisceau de nos forces, en fractionnant la question de Rome ou en la limitant, sera considérée par moi comme un attentat à la patrie et à la cause véritable de l'humanité. Silence donc aux tendances des sectes, et réunis dans une même pensée, avec le nom de GARIBBLDI sur les lèvres, accomplissons la croisade sainte pour la liberté de Rome.

Le gouvernement italien, résultat de tant de plébiscites, ne peut empêcher aux Romains d'exercer ce droit qui est la base principale de son existence. Le gouvernement impérial français, né lui-même du suffrage universel et pour ne pas être en contradiction avec lui-même, devrait protester contre tout acte qui nuirait à ce principe.

Le gouvernement de la prodictature a déjà pourvu et pourvoira par décrets à l'organisation civile et militaire de la province; en attendant, il vous annonce avec la plus grande satisfaction que les adhésions spontanées qui lui arrivent de toutes parts rendent sa tâche plus facile et plus agréable.

Citoyens de la province et de la ville de Viterbe! une parole de remerciement pour vous. L'espérance de prochains événements heureux comble mon cœur: le char de la civilisation s'avance, il brisera tous les obstacles sur son chemin, et les derniers débris du domaine temporel des papes seront perdus dans la nuit des temps.

Vive l'Italie! Vive Rome! Vive le dictateur Garibaldi!

Viterbe, 29 octobre 1867.

Le général prodictateur de la province de Viterbe,
G. ACERBI.

Avec cette proclamation, un appel aux volontaires fut affiché dans le chef-lieu de la province et adressé aux municipalités, qui furent chargées de veiller à la direction sur Viterbe des drapeaux de jeunes gens. Il n'en était guère besoin; ils venaient avec empressement, à leurs frais, stimulés par ce simple avis:

AVIS.

L'enrôlement des volontaires pour le corps des chasseurs romains est ouvert à partir d'aujourd'hui au palais de la commune depuis 8 heures du matin à 5 de l'après-midi.

Viterbe, le 29 octobre 1867.

Le major en fonctions, FADIGATI.

La prodictature pourvut de suite à l'administration provinciale abandonnée par le prélat qui remplissait les fonctions de gouverneur pontifical, Monseigneur le délégat J. B. Santucci.

Une suite de décrets fut publiée, afin de donner satisfaction à tous les intérêts publics et privés, en les garantissant contre les éventualités qu'entraîne l'état de guerre.

Les ordres les plus formels furent donnés pour que les compagnies détachées, ainsi que la garnison de Viterbe, ne molestassent point les populations ou les individus, sans distinction d'opinions professées.

Il n'est pas superflu de relater, à ce sujet, que les représentations communales, en particulier celle de Montefiascone, quoiqu'elles n'y fussent point invitées, ont exprimé dans leurs rapports les éloges les plus flatteurs pour l'attitude des différents corps de la division Acerbi. C'est là une réfutation des attaques d'une partie de la presse contre la valeur morale de l'organisation improvisée des défenseurs de la patrie et de la liberté.

Afin de prévenir les actes déshonnêtes et en même temps de montrer la portée des calomnies répandues par les cléricaux, dans le but de terroriser les esprits et de diminuer les sympathies publiques, des tribunaux militaires furent institués.

En même temps, les populations étaient invitées à signaler sans hésitation tous les faits dont elles auraient à se plaindre.

On verra par l'arrêt suivant avec quelle rigueur ces tribunaux procédaient :

Chasseurs Romains.

COMMANDEMENT GÉNÉRAL.

Sentence.

LE CONSEIL DE GUERRE,

Major CLERICI, *président*
Capitaine RAVEGGI, *conseillers*
» BARBIERI, *conseillers*
Lieutenant TESI, *conseillers*
» MARTELLI, *conseillers*
Capitaine RIGGIO, *accusateur*
Sous-lieutenant FORTI, *défenseur*
» BONETTI, *secrétaire*

réuni pour juger PAPINI Joseph, volontaire dans le corps des chasseurs romains, 3me compagnie, accusé de vol de deux matelats.

Entendu les témoins, l'accusation et la défense, le condamne à six mois de prison dans les prisons civiles de la ville de Viterbe.

Viterbe, 31 octobre 1867.

Le président, CLERICI.
Le secrétaire, BONETTI.

A son entrée en fonctions, la junte de gouvernement adressa à ses concitoyens une proclamation que nous reproduisons comme preuve des sentiments qui existaient dans les provinces :

Concitoyens de la ville et province de Viterbe,

Au nom du général Garibaldi, nous sommes appelés par le gouvernement prodictatorial de la province, représenté par le général Acerbi, à fonctionner comme junte gouvernamentale dans toute la province de Viterbe ; il est de notre devoir de vous exprimer la profonde confiance que nous avons dans le concours efficace de la population entière.

Dans la proclamation récemment publiée par l'illustre prodictateur, nous trouvons les sages règles qui devront diriger notre conduite. L'approbation unanime avec laquelle vous avez accueilli cette proclamation nous donne la certitude que, gouvernants et gouvernés, nous marcherons d'accord dans la voie ardue, mais non sans gloire, que nous parcourons ensemble.

Les municipalités de la province, déjà en grand nombre organisées dans les patriotiques localités de Montefiascone, Valentano, Ronciglione, Orte, Bagnaja, Vetralla, etc., etc., sont un gage certain que tous les services publics administratifs seront immédiatement repris avec la régularité réclamée par les intérêts généraux des citoyens. Nous montrerons ainsi à nos ennemis que la révolution ne donne pas naissance au chaos, mais à l'ordre et à la liberté.

Les enrôlements volontaires sont ouverts dans toutes les communes, et les enrôlés seront envoyés par détachements dans cette ville chef-lieu de la province, où ils seront équipés et armés, afin qu'ils puissent le plutôt possible apporter leur concours à l'œuvre de l'affranchissement commun.

Citoyens de la ville et province de Viterbe,

En nous serrant tous autour du général Garibaldi et de son prodictateur dans cette province, nous sommes sûrs que le sort du mouvement libéral ne courra aucun danger, qu'après la destruction du pouvoir tyrannique qui nous a opprimés si longtemps, nous pourrons tous avoir bien mérité de la patrie, quand, parvenus à planter notre drapeau sur le Capitole, à l'instar des autres provinces italiennes, nous déposerons dans l'urne notre libre vote par un plébiscite solennel.

Vive Rome capitale de l'Italie une et libre !
Vive le général Garibaldi !

Viterbe, le 30 octobre 1867.

La Junte gouvernementale de la province de Viterbe :
Ermenegildo Tondi
Domenico Agosti
Francesco Grugnardi
D. Giuseppe Contucci, *secrétaire.*

A l'appui de ce patriotique appel, la proclamation suivante fut publiée de même dans toute la province :

EN VERTU DES PLEINS POUVOIRS QUI LUI SONT CONFÉRÉS
par le général Garibaldi,
Le Prodictateur de la ville et province de Viterbe
GÉNÉRAL ACERBI

Décrète :

1° Une junte de gouvernement est nommée dans la personne de
MM. Tondi Ermenegildo.
Agosti A. Domenico.
Grugnardi Francesco.
Contucci D. Giuseppe, *secrétaire.*

Le lieutenant-colonel Fabbri Domenico est nommé Commis-

saire prodictatorial durant l'absence du prodictateur pour la ville et province de Viterbe.

Le Commissaire devra se concerter avec la Junte pour toutes les dispositions qui devront être prises dans l'intérêt de la cause italienne.

2° L'impôt du macinato est aboli.

3° L'instruction publique sera régularisée d'après les lois en vigueur dans le royaume d'Italie.

Donné du palais du gouverneur.

Viterbe, 31 octobre 1867.

Le général prodictateur,
G. Acerbi.

Cette proclamation avait un double but facile à saisir. C'était, d'abord, de signaler le nouvel ordre de choses par une amélioration matérielle et morale dans le sort du peuple, en facilitant aux masses l'instruction dont la papauté leur rend l'accès à peu près impossible, et en supprimant l'impôt le plus impopulaire, celui du *macinato* (sur la farine) qui fleurit depuis un temps immémorial à l'ombre de la tiare (1). C'était, ensuite, de déjouer d'odieuses espérances, de parer à toute éventualité que commandaient de prévoir des lettres anonymes contenant des menaces écrites dans ce style bilieux et mystique dont les sacristies ont le secret.

Le colonel A. Fabbri aurait pris la direction du mouvement en cas d'absence ou de mort du prodictateur ; il n'en serait résulté qu'une déception pour les cléricaux aveuglés par la haine au point de méconnaître que la disparition d'un ou de plusieurs hommes n'enraie pas la marche de la démocratie.

(1) En 1862, date du dernier exercice financier publié par le Saint-Siége, l'impôt du *macinato* a produit, dans Rome seulement, 379,177 écus, soit 2 millions 38,076 francs, c'est-à-dire 4 ou 5 fois plus que n'est appelé à payer pour cette contribution le royaume d'Italie. (V. *Journal des Débats*, juin 1868).

L'organisation de la province fut soumise à Garibaldi : il l'approuva et répondit par des paroles d'encouragement qui motivèrent la proclamation suivante :

COMMANDEMENT GÉNÉRAL DU CORPS DES CHASSEURS ROMAINS DANS LA PROVINCE DE VITERBE.

Viterbe, 1er novembre.

Citoyens !

Le général dictateur *Garibaldi* vous félicite de votre attitude patriotique, il vous rappelle les devoirs sacrés que nous avons à remplir en ces moments solennels en face de l'Italie, et il m'adresse la dépêche suivante. Je vous la communique, en estimant inutile d'insister sur la coopération morale et matérielle que j'attends de vous.

En répondant à *Garibaldi*, je lui assurerai que vous êtes, comme en 1849, prêts a tous les sacrifices pour le triomphe de la sainte cause italienne.

Le général prodictateur, ACERBI.

« Au général commandant à Viterbe,

« J'ai appris avec plaisir que vous avez établi un gouvernement. — Faites tout ce qu'il conviendra.

« Ici tout va bien. — Dites aux Viterbiens qu'ils ont été avec moi en 49 et que je m'en souviens.

« G. GARIBALDI. »

Les mesures libérales continuèrent d'être décidées et d'être mises aussitôt à exécution. Nous donnons ici quelques-uns des décrets qui furent rendus publics dans toute la province ; ils dénoteront de l'activité mise à l'organisation du territoire dont le sang versé par les volontaires valait la restitution à l'Italie :

EN VERTU DES PLEINS POUVOIRS QUI LUI SONT CONFÉRÉS

par le général Garibaldi

Le Prodictateur de la ville et province de Viterbe

Décrète :

Une amnistie générale est accordée pour toutes les transgressions de police,

Viterbe, 1er novembre 1867.

Le Prodictateur, ACERBI.

EN VERTU DES PLEINS POUVOIRS QUI LUI SONT CONFÉRÉS

par le dictateur G. Garibaldi,

Le Prodictateur de la province de Viterbe

Décrète :

Art. 1er — La garde nationale est instituée dans toutes les communes d'après les règlements en vigueur dans le royaume d'Italie.

Art. 2. — Les Juntes respectives de chaque commune de la province sont chargées d'organiser et d'équiper, suivant le nombre de leurs habitants les compagnies, et de nommer les officiers.

Art. 3. — La nomination dn commandant supérieur de la garde nationale dans la province est réservée au gouverneur de la prodictature.

Viterbe, 2 novembre 1867.

Le général prodictateur de la pvovince,
ACERBI.

Viterbe, 2 novembre 1867.

Le Prodictateur de la ville et province de Viterbe

1° Les autorités judiciaires reprennent l'exercice de leurs fonctions, en appliquant, jusqu'à nouvel ordre, les lois qui existaient sous le gouvernement déchu, en ce qu'elles ne sont pas contraires au présent décret.

2° Tous les citoyens sont égaux devant la loi.

3° Sont abolis les *tribunaux ecclésiastiques* et toutes les procédures exceptionnelles, sauf celles qui sont sanctionnées par le code militaire italien, pendant le temps de la guerre.

4° *La peine de mort est abolie.* Exceptionnellement, les crimes militaires seront jugés, toutefois, suivant le susdit code.

5° Les procédures commencées contre les faits politiques sont annulées ; les condamnations prononcées à cet égard cessent d'avoir effet, et les prisonniers politiques de l'ancien gouvernement sont mis en liberté.

6° Sont abrogées toutes les dispositions qui établissent des peines pour la non observation du culte religieux.

Le général prodictateur,
ACERBI.

En opposition à ce dernier décret, et notamment à la disposition qui abolit la peine capitale, il n'est peut-être pas hors de propos de signaler une des aménités dont le parti clérical gratifie avec le plus de persistance le mouvement garibaldien. S'il faut en croire les voix les plus autorisées de l'ul-

tramontanisme, les volontaircs nourrissaient les plus sanguinaires projets : ils se délectaient à l'avance des odeurs du carnage qu'ils avaient résolu ; ils voulaient tuer, ils voulaient massacrer.

Qu'on ne prétende point que nous outrons la calomnie pour en montrer le ridicule.

Dans divers brefs pontificaux, S. S. Pie IX qualifie les volontaircs de la manière la plus outrageante ; il les appelle *des hommes recrutés dans la plus infime populace ; des gens très-scélérats ; des fils, des satellites de satan ;* des HOMMES PRÊTS A TOUS LES CRIMES.

Nos seigneurs (il y a encorc des *seigneurs* à la fin du XIX[e] siècle), nos seigneurs les évêques se sont fait un devoir de suivre et de distancer sur ce terrain le souverain pontife. Comparées à leurs mandements épiscopaux, les appréciations du pape infaillible sont pleines de cette mansuétude qui, dit-on, caractérise le doux et humble vicaire de Jésus-Christ. Citons un seul exemple :

L'évêque d'Amiens se déclare initié aux projets les plus secrets des volontaires. Dans son dernier mandement, il n'hésite pas à affirmer que si l'insurrection romaine avait réussi, « les têtes san- « glantes des princes de l'Eglise, les premiers « immolés, portées au bout des piques, devaient « être rangées autour du souverain pontife, et sa « tête, à lui, tranchée par le même fer (la même pique aurait coupé, paraît-il, toutes les têtes), « portée en triomphe par *toute* la villc, aurait été « le signal de *toutes* les horreurs. »

L'abolition pure et simple de la peine de mort répond à ces déblatérations.

Il est vrai que les partisans du pouvoir temporel ont une objection facile : si ces exploits sanglants n'ont pas été perpétrés, ils devaient l'être ; si ce n'est point par une partie des garibaldiens, c'est par l'autre ; le pape l'a dit, *Roma locuta est*, « ces hommes étaient prêts à *tous* les crimes. » Qui oserait en douter, Pie IX le proclame, et s'est-il jamais trompé, lui, infaillible ? Donc par anticipation, par supposition, malgré le dénouement contraire, on peut affirmer l'exactitude des assertions de Mgr d'Amiens. La logique de l'infaillibilité papale le permet, l'intérêt de la religion le commande A. M. G. D.

Les charitables prélats qui se livrent à ce luxe de terreurs n'ont qu'un tort, c'est de tomber sous le coup d'une contradiction tangible : ils prêtent une toute petite partie des crimes de la théocratie à ceux qu'elle a pour adversaires. Ils auraient pu agir avec plus de largesse. Eh ! quoi, durant quinze siècles, ils ont été les maîtres du monde, ils ont maintenu en permanence les bûchers et l'échafaud alimentés par la très-sainte inquisition, ils ont torturé le corps, torturé l'intelligence, condamné largement, sans aucun obstacle, au fer et au feu, hommes, femmes, enfants, qui pouvaient ne pas penser selon l'orthodoxie; ils ont raffiné les supplices les plus barbares ; ils ont employé tout ce que l'imagination oblitérée par le mysticisme est capable d'inventer de plus horrible : pois brûlante, soufre fondu, chevalets, carcans acérés, pointes de roseaux enfoncées sous les ongles, etc.; puis, lorsque le progrès s'est frayé malgré eux

son chemin, lorsque les mœurs se sont adoucies quand même, lorsqu'ils ont dû renoncer aux supplices du feu et du sang, ils n'ont pas renoncé à leur droit de torture : ils l'ont transformé, ils l'ont perfectionné, ils l'ont adapté aux besoins du temps. A défaut du bras séculier, ils recourent de nos jours aux persécutions jésuitiques, qui tuent plus lentement, qui exigent moins de courage que celles d'autrefois, mais qui débarrassent d'un impie aussi sûrement que le bûcher ou le fer.

C'est là ce parti de la théocratie qui se donne pour une victime, qui présente des patriotes loyalement armés, poussés à bout par le *non possumus* du pouvoir temporel, comme étant des hommes prêts à tous les crimes, vomis par l'enfer, résolus à arracher la vie d'abord aux « princes de l'Eglise, » ensuite... la marge est grande.

Et les princes de l'Eglise qui lancent des accusations démenties par les faits, ne songent point à la nuance de la pourpre romaine ; durant le sacrifice de la messe, ils ne voient point, suivant l'expression du poëte, que « ce n'est pas de vin que leur burette est rouge. » Ils oublient, bénévolement, ces prélats, que s'ils renient l'Ancien Testament en raison de ses atrocités et de ses inepties, ils acceptent le Nouveau, mais que tous les deux s'inspirent à des pensées d'extermination. Comme le grand Sabaoth, le fouetteur du Temple, le véhément contempleur des Pharisiens est un dieu jaloux à qui l'odeur du sang ne répugne point toujours. Peuvent-ils en douter ? Est-ce que, aux apôtres dont

ils affirment continuer la mission sur terre, Jésus, le divin Maître, n'a pas donné cet ordre :

« *Veruntamen inimicos meos qui noluerunt me regnare super se, adducite huc, et interficite ante me.* » Quant à mes ennemis, qui n'ont pas voulu m'avoir pour maître, qu'on les amène ici et qu'on les tue en ma présence. — (S. Luc, chapitre XIX, v. 27.)

C'est là ce que dit la Vulgate, tout expurgée qu'elle est.

Et dans la longue hiérarchie de l'Eglise, il n'est pas un prêtre, pas un moine, pas un simple dévot qui ne doive obéir au Seigneur.

Qui donc, de la théocratie ou de l'insurrection romaine, a fait du meurtre un devoir ?

Dans le cas particulier des « princes de l'Eglise » qui devaient être « les premiers immolés » par les volontaires, il faut constater que l'évêque de Viterbe, Monseigneur Gonella, sa cour, les autres chanoines, archiprêtres et abbés, sont restés dans une cité à la merci des garibaldiens, face à face avec l'état-major insurrectionnel, dînant, se promenant, disant matines et messes, carillonnant à loisir, et surtout conspirant, sans qu'un de leurs cheveux ait été touché.

En vérité, si la religion chrétienne n'est pas en danger, le culte l'est beaucoup, et c'est la faute de ceux qui prétendent le défendre par l'intolérance, par la calomnie et par le pouvoir temporel.

XXV.

Humilité chrétienne. — Précautions stratégiques.

Le palais du gouverneur de la province, Monseigneur le délégat Santucci, était devenu le siége de la prodictature. Monseigneur le délégat avait redouté d'être passé par les armes, d'avoir la tête tranchée « par une pique » suivant l'affirmation de Mgr d'Amiens, et il s'était enfui sous la protection du colonel Azzanesi, laissant s'écrouler de lui-même l'échafaudage vermoulu du pouvoir temporel.

C'est dans cette résidence qu'arrivaient chaque jour les délégués des juntes municipales chargés de transmettre au prodictateur l'adhésion des communes au nouvel état de choses. Les délégations manifestaient le désir qu'un plébiscite intervînt; elles espéraient que le gouvernement de Florence ne commettrait pas la faute de 1860, alors que Viterbe fut abandonnée après avoir renversé la domination papale. Un premier abandon pouvait avoir une excuse dans l'imprévu, un second n'en avait pas.

L'état-major d'Acerbi avait installé ses bureaux dans le palais du délégat; quelques officiers y avaient également établi leur quartier. Ce n'est point sans un certain étonnement qu'en parcourant les salles vastes et confortables de cette résidence on songeait qu'elle servait, la veille encore, aux successeurs de ces apôtres qui n'avaient pour ré-

duit qu'une barque ou une taverne ; mais la moralité de l'histoire offre bien d'autres sujets d'étonnement. C'est dans ce même palais, habité par les garibaldiens, qu'a été arrêté, assure-t-on, le texte du traité important, conclu à Viterbe, entre le pape Léon X et François Ier. Par ce traité, en date de 1515, la papauté renonce à Parme et à Plaisance, montrant ainsi qu'elle même sait faire bon marché au besoin de la puissance temporelle. Ces précédents sont à suivre.

Des fenêtres du palais du gouvernement, de l'autre côté de la place relativement étroite, à une portée de revolver, le regard plongeait dans le palais de l'évêché. Monseigneur l'évêque avait eu plus de courage que Monseigneur le délégat : il n'avait point abandonné ses lares et il n'en était pas moins en sûreté pour cela, lui, les gens de sa cour et le reste. Il n'en fut pas de même pour ses coursiers, dont l'encolure dégagée, le paturon fin et ferme, dénotaient un noble sang. Les écuries du représentant de Jésus étaient montées, peu s'en faut, comme celles d'un *gentleman rider :* elles furent mises à réquisition pour les guides garibaldiens. La religion ne s'en trouva pas plus mal : le pauvre bafoué de Caïphe n'a jamais eu d'équipage ; il allait à pied, et la seule fois qu'il enfourcha une monture, c'était un âne qui ne lui appartenait pas.

L'organisation des volontaires était en bonne voie. Avec les ressources de Viterbe, l'équipement, la tenue de la division avaient pris quelque régularité ; le costume des volontaires, simple et caractéristique,

commençait à être général. De fortes commandes de vêtements, d'armes et de provisions diverses avaient été faites à Gênes, Milan et Florence. Les fournitures avaient été ordonnées et acceptées sous la condition d'être transmises sans retard. Vers le 8 novembre, cinq mille hommes allaient être complétement pourvus.

L'appel de, la junte de gouvernement et de la prodictature pour l'inscription des volontaires avait trouvé dans les différentes classes sociales le même accueil sympathique. Des divers points de la province, les volontaires arrivaient en grand nombre; l'insuffisance des objets d'armement, le manque de fusils forçaient, pour le moment, de ne pas utiliser tous les jeunes gens qui se présentaient.

Malgré ce contre-temps, la division s'élevait, le 1er novembre, à près de 1,800 hommes armés. Des caisses de fusil devant arriver d'un instant à l'autre, il fut décidé que 1,400 soldats, prélevés sur les forces insurrectionnelles, rejoindraient, comme renforts, Garibaldi, le 4 novembre.

Le service du quartier-général de Viterbe et celui des autres positions de la province étaient assurés ultérieurement par le noyau des 400 volontaires que l'on gardait, et auxquels on incorporerait les recrues au fur et à mesure de leur armement.

Pour le cas où les chefs pontificaux auraient tenté de réoccuper la province, l'état-major fit, en corps, des excursions stratégiques, dressant des plans, étudiant les positions qui protégeaient le mieux les localités du quadrilatère. Comme siége de la prodictature et quartier-général, Viterbe de-

10

vait être spécialement protégé. Montefiascone ou Valentano étaient les points sur lesquels se serait appuyée la division pour le cas où elle aurait dû se retirer.

Dans une de ces excursions de l'état-major, le général Acerbi alla visiter l'hôpital de Montefiascone ; on avait utilisé l'excellente position de cet établissement pour y réunir des malades et des blessés des deux armées rivales. La mission de l'humanité s'exerçait là sans distinction d'opinion et de parti : les hommes qui s'étaient réciproquement porté des coups mortels, étaient couchés dans les mêmes salles, rendus inoffensifs, bienveillants par ce rapprochement égalitaire, hélas ! tardif. Devant le lit de douleur de chaque malade, le général s'arrêta pour prononcer des paroles amies et offrir des secours tour à tour à chacun. Un officier pontifical grièvement blessé n'accepta que les premières. C'était un de ces fils de famille où le culte du trône et de l'autel est transmis à travers les générations; on n'y discute pas la papauté, on n'apprécie point ses prétentions et son influence, on l'admet et on la défend. La position fortunée de ce gentilhomme breton le mettait au-dessus du besoin, il recommanda de donner à quelque autre la part qui lui était proposée. La conversation s'engea avec lui sur la conduite des événements ; il en parlait en faisant preuve de beaucoup de connaissances stratégiques : la marche de la division Acerbi à travers le quadrilatère lui paraissait pleine de difficultés; il les énumérait; il louait la direction du mouvement, et se plaisait à répéter que les volontaires avaient opéré comme des troupes régulières, disciplinées de longue main.

En quittant cet officier, un aide-de-camp voulut lui serrer la main, il la prit sous la couverture et poussa aussitôt un cri d'étonnement : il avait senti un corps étranger et redoutait d'avoir touché à l'appareil d'une blessure. « Rassurez-vous, dit l'officier pontifical, vous ne m'avez pas fait mal; ce que j'ai dans cette main, c'est mon rosaire. »

Le blessé espérait oublier la douleur en récitant son chapelet.

La colonne du major Baldini était établie fortement à Valentano. Ce brave officier avait livré un combat près de cette place, avant la prise de Viterbe, et il y avait été atteint d'un coup de feu. Sans être rétabli il avait repris son commandement; il avait utilisé quelques jours de repos forcé pour reunir à la frontière une forte troupe de volontaires qu'il avait habilement conduite à travers l'ennemi jusqu'au quartier général. De Valentana, le major Baldini avait l'ordre de pousser des reconnaissances continuelles par Corneto, sur la voie ferrée qui vient de Civitavecchia. Cette opération avait une grande importance : un corps ennemi pouvait venir de cette direction soit pour tourner le lac de Bolsena, soit pour forcer directement le quadrilatére, afin de prendre au revers la division du centre (Garibaldi), lui couper les communications ou l'attaquer par derrière simultanément avec un attaque de front.

Par ces excursions jusqu'aux abords de Civitavecchia, par la destruction de la voie ferrée qui en était la suite, et enfin par la possession du quadrilatère, on prévenait cette mesure. Garibaldi avait,

lui aussi, jugé nécessaire de ce côté une opération défensive de ses lignes. Aux premières nouvelles de l'arrivée des Français il invitait la division de droite à surveiller le passage par flanc d'un corps ennemi, et, en même temps, à rompre la voie ferrée de Civitavecchia.

Lorsque cette dépêche parvint à Viterbe, la mesure réclamée était déjà un fait accompli. L'ordonnance qui faisait le service de guide pour le général-dictateur put lui porter la réponse qu'à son arrivée l'ordre était exécuté par les colonnes qu'Acerbi maintenait en exploration sur Montalto, Corneto et jusqu'en avant de Civitavecchia.

La nécessité de la présence des forces insurrectionnelles dans les places du quadrilatère d'où les pontificaux avaient été délogés, est démontrée par ces faits, elle est reconnue par l'autorité de Garibaldi lui-même; on peut donc s'étonner de l'opinion émise par quelques personnes que la division de droite n'aurait point dû se cantonner dans le quadrilatère, mais le quitter pour rejoindre de suite la division du centre. La stratégie est d'accord avec les résultats obtenus pour montrer que ce dernier mouvement ne devait pas être fait : le général commandant en chef de l'insurrection n'avait eu garde, du reste, de l'ordonner.

La critique a fait, sur ce point, une erreur égale à celle que l'on a commise en fixant le nombre des volontaires d'Acerbi à 3,000 ou 4,000, alors que, après l'inopportune affaire de Bagnorea, il y en avait à peine une centaine, officiers compris, et que toutes les opérations qui ont abouti à la prise

du quadrilatère ont été menées seulement avec 800 (*huit cents*) volontaires !

Cette erreur importante dans laquelle sont tombés de bonne foi les personnes qui ont écrit jusqu'à présent sur les opérations militaires de la province de Viterbe, fait en définitive l'éloge de la direction de ces opérations. Ce qui ressort de cette critique, c'est que les volontaires ont paru cinq fois plus nombreux qu'ils n'étaient. C'est précisément ce que doit s'attacher à obtenir un chef d'armée : il n'y parvient que par une volonté de fer énergiquement soutenue, qu'en multipliant ses efforts, qu'en produisant sur beaucoup de points à la fois les troupes dont il dispose, de telle manière que les forces agissantes suppléent à l'infériorité numérique et induisent en erreur l'adversaire. Tel est le résultat obtenu par le général Acerbi. Soit dans les marches et contre-marches avant l'attaque de Viterbe, soit durant le siége de cette place, les pontificaux furent réduits à se tenir sur la défensive, en présence d'un adversaire bien inférieur; et, une fois repoussés, les mouvements furent combinés de telle sorte que la province parut encore occupée par des forces bien supérieures à la réalité. L'erreur commise entre autres par l'*Anthologie nouvelle*, devient ainsi une louange pour la stratégie et pour la tactique suivies dans l'Etat de Viterbe.

XXVI.

Un nouvel adversaire. — Contribution de guerre.

Les détails d'organisation administrative et militaire étaient menés de front et observés partout, lorsque le parti clérical commença de lever la tête. Humble, silencieux, retiré dans ses couvents et ses priviléges dès les premiers temps de la campagne, alors qu'il redoutait des sévices, il manifestait maintenant des velléités de reprendre ses allures remuantes. Ses intrigues, ses excitations contre le nouvel état de choses étaient devenues tangibles: ce changement fut bientôt expliqué par les bruits mis en circulation. Les chefs cléricaux annonçaient qu'une nouvelle intervention était prochaine, qu'elle serait exclusivement en faveur de leur parti, de telle sorte que les fidèles sujets du Saint-Siége auraient à reprendre bientôt leur revanche contre les insurgés italiens.

A la manière dont ces assurances étaient répandues, on ne pouvait mettre en doute, d'une part, que les agents cléricaux étaient exactement renseignés; de l'autre, que l'absence de toute rigueur, de toute représaille contre les persécuteurs du libéralisme, les avait enhardis à s'attaquer au nouveau régime, confiants dans l'impunité. Les patriotes redoutèrent que ces menées ne devînssent, sinon un danger, du moins le point de départ de quelque

manifestation hostile dont les adversaires de l'émancipation italienne ne manqueraient pas de méconnaître le caractère isolé, pour en déduire que le peuple repoussait la révolution, qu'il demandait le maintien de la théocratie. D'honorables citoyens de Viterbe se présentèrent à la prodictature ; ils réclamèrent une attitude sévère, au besoin des mesures martiales, juste retour, disait-on, de celles de l'autorité pontificale. Malgré ces conseils fondés sur la connaissance personnelle des agents du Saint-Siége et de ce que l'on pouvait attendre d'eux, malgré des dépositions précises, le général Acerbi refusa de retirer à l'insurrection le caractère pacifique qu'elle avait revêtu dans toutes les localités.

Ce que les citoyens viterbiens avaient prévu se réalisa : la longanimité de la révolution fut taxée de faiblesse par les quelques adversaires qu'elle pouvait compter ; ils se crurent assez forts pour glisser dans les rangs des volontaires des éléments de trouble et d'insubordination. Comme la questure de Florence avait fait pour les garibaldiens envoyés à Terni, les cléricaux de la province de Viterbe s'attachèrent à désorganiser moralement la division de droite; ils s'efforcèrent d'introduire, sous la chemise rouge, des individus ayant pour mission, ceux-ci, sans dignité, sans patriotisme, sans conviction , de corrompre les mœurs; ceux-là, plus habiles, d'exciter le mécontentement et de pousser à la désertion. On espérait que la contagion de ces éléments vicieux ferait son œuvre dissolvante.

Ces tentatives furent énergiquement combattues;

les jeunes gens suspects qui se présentaient pour être enrôlés furent tenus à l'écart ; les cadres furent l'objet d'une épuration. Il n'y eut pas, du reste, de mesure exceptionnelle ; aucun des agents désignés ne fut arrêté ou molesté ; les prêtres les plus fougueux furent eux-mêmes épargnés, à la fois par clémence et par dédain, mais surtout par confiance dans la justice, dans la force de la cause révolutionnaire. Une de ces créatures du pouvoir tombé poussait la provocation jusqu'à accumuler des armes dans sa demeure : après une arrestation de quelques heures, elle fut mise en liberté.

Ces manœuvres avaient pour point de départ les confréries religieuses de la province, parfaitement organisées, très nombreuses, mues automatiquement par cette hiérarchie jésuitique qui s'insinue partout, dont les décisions sont dès lois aveuglement observées. Après avoir eu raison de la milice temporelle, l'insurrection avait à lutter contre cette milice spirituelle, et le plus redoutable de ces adversaires n'était certes pas le premier. Celui-là se montrait au grand jour ; il y avait en lui, abstraction faite des mercenaires, quelque chose de respectable, une certaine loyauté des temps antiques que l'on saluait avant et après le combat, en regrettant qu'elle ne fût pas consacrée à une meilleure cause.

Les partisans qui se présentaient après l'armée papale pour continuer la défense du pouvoir temporel, se retiraient dans l'ombre pour lancer leurs traits. Pauvres, faibles, en apparence ; riches et forts, au contraire, par les biens de ce monde et par ceux du

ciel qu'ils savent prodiguer ou mesurer sordidement selon le cas avantageux ; inaccessibles aux sentiments de la famille qu'ils renient, et par conséquent aux devoirs sociaux qui en sont la suite inévitable ; par un saint égoïsme, par l'espoir d'acheter le ciel, se sacrifiant à leur ordre; habiles jusqu'à l'astuce pour en favoriser les intérêts; tour à tour doucereux et vindicatifs, adulateurs et impitoyables, rampants et dominateurs, trouvant seulement un symbole dans cet être fabuleux, réunion de tous les vices avec un reflet divin, que la poésie de leur culte a créé sous le nom de Satan : tels étaient les adversaires qui se présentaient.

La tactique de ce parti consistait à provoquer des actes de rigueur; il avait à cœur d'en faire naître. Au premier appel, des fanatiques se seraient présentés pour être des martyrs et la nouvelle croisade en faveur de la religion en danger eût paru justifiée.

Cette satisfaction lui fut refusée. Néanmoins, il envoya des émissaires à Rome pour démontrer que, sans l'appui des baïonnettes étrangères, les intérêts sacrés de l'Eglise étaient perdus.

Il importait de frapper ce parti, mais de le frapper assez légèrement, assez habilement pour qu'il n'eût pas le droit de parler de persécution ; d'une manière assez forte, assez sensible, néanmoins, pour qu'il comprît que ses menées étaient découvertes et qu'on pouvait l'atteindre davantage s'il continuait d'oublier que les affaires du ciel ne doivent pas se mêler à celles de la terre.

A cet effet, les richesses du parti prêtre furent frappées d'une contribution de guerre de cinq pour

cent sur le revenu seulement. D'après les indications fournies par les patriotes, on devait obtenir ainsi rapidement 150,000 francs. Cette somme, jointe à un emprunt de 350,000 fr., négocié avec les autorités provinciales, assurait les 500,00 francs dont l'envoi prochain était annoncé à Garibaldi pour la caisse centrale de l'insurrection romaine.

Il y eut bien loin de ce compte avec le résultat obtenu : les trésoriers des diverses congrégations se présentaient à l'intendance doucereusement, saintement; ils se confondaient en protestations de bon vouloir; ils acceptaient, de grand cœur, la taxe qui leur était répartie; mais, disaient-ils, les temps étaient difficiles, le couvent ne pouvait donner qu'un à-compte pour le moment. En somme, les divers monastères ou prêtres imposés dans toute la prodictature ont su payer une contribution, non point de 150,000 francs, mais de 22,516 fr. 90 centimes. Pour avoir raison de cette opposition d'inertie, la proposition fut faite par des citoyens de la ville de frapper de sequestre une partie des biens du clergé, mobilier, objets précieux, tableaux ou métal des cloches, et de les faire vendre aux enchères.

Dans des circonstances moins difficiles, des gouvernements réguliers amis du Vatican n'hésitent point à décréter l'expropriation cléricale ; la prodictature, elle, se refusa de prendre cette mesure révolutionnaire ! Elle ne renonça pas à vaincre, par une insistance pacifique, les confréries qui se retranchaient dans une résistance passive. Si, en agissant ainsi, on tenait en respect le parti cléri-

cal, si on le forçait à reconnaître de fait le nouvel ordre de choses, il n'en est pas moins vrai que c'était une lutte minutieuse qui n'était point dans le caractère d'un gouvernement insurrectionnel. Il eut mieux valu confier à l'administration civile des diverses localités, tenues pour solidaires les unes des autres, le prélèvement de la contribution de guerre sur le clergé.

XXVII.

Ce qui était à faire.

L'histoire jugera peut-être avec beaucoup de sévérité la politique suivie par le gouvernement italien durant l'insurrection romaine.

Après avoir déployé toutes les rigueurs contre le mouvement national, vers le 20 octobre, le gouvernement veut paraître avoir la main forcée. Ce sont des sévérités pour rire qu'il emploie ; les barrières sont à peu près levées, les volontaires ne sont plus exposés à être arrêtés comme des malfaiteurs à toutes les gares de la voie qui mène à Terni. La croisière de Caprera prend seule son rôle au sérieux; Garibaldi parvient quand même, à la faveur de la nuit, à traverser le blocus de son îlot ; l'arrestation de Sinalunga n'est pas renouvelée à Florence : le 21 octobre, le dictateur général en chef de l'insurrection harangue librement le peuple sur la place Santa Maria Novella.

Quelques jours après, un nouveau revirement se produit. Les comités de secours son envahis par la police et dissous ; l'autorité entre résolument dans la voie de l'intimidation. Elle avait laissé se former la légion Ghirelli, avec le drapeau de la dynastie ; elle se ravise : au dernier moment, on empêche de sortir des magasins les secours décisifs qui y étaient préparés, entre autres quelques pièces d'artillerie des arsenaux de Bologne.

Vis-à-vis de l'étranger, l'attitude est de même incertaine; on a peur et on menace : on annonce que si un soldat français remet le pied sur le sol pontifical, le général Ricotti y entrera en même temps. C'est là le seul reflet d'habileté qui tranche sur cette obscure situation ; et on ne met pas à profit l'effet qui en résulte. Les organes du cabinet des Tuileries prennent, depuis un mois, leur plus grosse voix pour annoncer une intervention immédiate. Les apprêts d'une flotte sont publiés à grands coups de télégraphe sur tous les points de l'Europe ; les vaisseaux sont en voie d'équipement à Toulon. Rien n'y était prêt ; le 20 octobre, des troupes arrivent dans ce port, elles doivent camper sur la plage. Ce n'est pas assez de ces retards, que l'on pourrait mettre sur le compte des obstacles matériels, de la fatalité ; lorsque tout est terminé, l'ordre d'embarquement est donné, mais il est aussitôt suspendu. Enfin, une partie de la flotte lève l'ancre. Le 26 octobre, au matin, elle est au large, elle navigue sous vapeur. C'en est fait ; sans doute, elle ne reviendra qu'à la restauration du pouvoir temporel consolidé.

Point du tout. Le télégraphe joue. On chauffe les navires à la marche la plus rapide ; ils sont expédiés dans les diverses directions suivies. Pourront-ils rallier toute l'escadre? C'était douteux, c'était même impossible, en raison de l'avance qu'avait cette dernière. Pourtant ils réussissent : l'escadre s'était gardée de mettre le cap sur Civitavecchia ; elle avait cinglé dans la haute mer, tirant des bordées de ci, de là, louvoyant avec assez d'intelli-

gence, avec assez de lenteur pour être rejointe, quelle que fût la puissance de ses chaudières. Les éléments s'en mêlaient : la mer était agitée, on avait le vent debout. Les bateaux chargés des dépêches atteignent quand même la flotte : ils transmettent un ordre de retour. Les puissants navires, qui portaient dans leurs épaisses murailles les engins perfectionnés de la guerre au secours du vicaire d'un dieu de paix, reviennent docilement à leur station.

L'intervention est arrêtée.

L'ultramontanisme est aux abois : pour lui, en ce moment, les minutes valent des siècles.

Ces manifestations sans effet, le caractère d'innocuité de ces menaces longanimes ne disent rien au palais Pitti. Leur signification réelle, palpable, tombe sous les sens, et le gouvernement italien les interprète pour le contraire de ce que le plus gros bon sens du peuple sait y trouver aussi bien que le clergé. Mais quels actes plus convaincants fallait-il à la monarchie de Savoie pour l'engager à agir ou à laisser agir sans retard; pour lui suggérer la pensée qu'après tout la France est le pays de Voltaire, qu'elle ne se serait point vue sans soulagement débarrassée du lourd et coûteux fardeau du pouvoir temporel que la théocratie a su lui imposer durant vingt ans !

Le moment était arrivé où forcément l'équivoque devait avoir un terme. Les attermoiements n'étaient pas une solution. L'intervention française glissait sur la douce pente où l'on ne savait pas la retenir. La logique des faits précédents l'entraînait ;

on ne lui opposait point celle de la dignité nationale, du droit appuyé au besoin sur les sacrifices d'un peuple frémissant d'impatience et déterminé.

Les faits se succédaient lentement, lentement. Le 28 octobre, le pavillon de la marine impériale est en vue de Civitavecchia. Le télégraphe l'annonce avec retentissement : on dirait une personne qui, par appréhension de ne pas être comprise à demi mots, donne au volume de sa voix des proportions inaccoutumées. C'est l'instant décisif : l'inviolabilité de la nation peut encore être sauvée. Quelques heures suffisent à la dynastie italienne pour rendre inutile un débarquement, pour le prévenir par une prise de possession. Mais la royauté semble frappée de catalepsie.

Les troupes d'invasion attendent, du 28 au 29, pour quitter leurs navires et fouler une seconde fois le sol italien. Elles sont dans le port de Civitavecchia, mais elles y sont en expectative; le général Dumont a le chemin de fer à sa disposition; il ne l'utilise point de suite. Tout dévoué qu'il est au pouvoir temporel, il attend, il retarde l'expédition, par la voie ferrée, de sa division sur Rome.

C'est l'heure suprême, c'est le quart d'heure de grâce !

De délais en délais, le 30 octobre, une partie de la division débarquée arrive au milieu de la population romaine.

Dans les deux jours qui séparaient l'arrivée à Civitavecchia de l'entrée dans Rome, la question pouvait encore être tranchée sûrement à l'avantage de l'Italie. Il suffisait au gouvernement

de Florence de jeter par le chemin de fer, non pas cinquante mille hommes, non pas dix mille, mais deux mille, dans la ville italienne que le vote du 27 mars 1861 lui donne pour capitale. Il le pouvait matériellement ; son droit n'aurait plus été une simple notion politique, il se serait basé sur un fait. Si les exigences de la diplomatie le commandaient, il pouvait accorder , sans atténuation de ce droit, sans diminution de son autorité, à un drapeau étranger et ami de flotter momentanément à côté du sien.

Tels ont été les événements, tels ils pouvaient être jusqu'à la fin, sans entraîner de rupture entre les deux nations qui ont versé ensemble leur sang pour l'indépendance de la péninsule.

Quand donc la diplomatie a-t-elle parlé un langage plus clair, au milieu d'une contrainte aussi forte que celle qu'exerce une puissance divine, dont dix-huit siècles ont enraciné le despotisme dans toutes les couches de la société ?

Traduire à rebours et ces actes et ce langage, ne pas saisir une situation aussi propice pour donner aux droits de l'Italie la sanction du fait accompli, alors que l'assentiment de l'Europe est acquis implicitement, c'est-à-dire, en ce cas, très-explicitement ; alors que d'un bout à l'autre de la péninsule l'agitation est immense, que la protestation est unanime contre l'intervention , que de tous côtés des adresses demandent à la royauté de marcher, n'est-ce pas, jusqu'à un certain point, renoncer, pour le moment, à son droit, accepter de tolérer encore le pouvoir temporel, pousser la

diplomatie étrangère à se substituer au gouvernement du pays, n'est-ce pas l'autoriser, pour faire oublier qu'elle a été facile, à dire *jamais*, le 5 décembre 1867, après avoir dit oui, le 15 avril 1865.

Mais le progrès n'abdique point et, pour lui, il n'y a de prescription jamais.

XXVIII.

L'insurrection dans Rome. — Giuditta Arquati.

Il a été avancé (est-il besoin de dire pourquoi) que Rome avait vu avec indifférence la marche victorieuse des volontaires, qu'elle n'avait pas tendu les bras à l'insurrection des provinces, qu'elle ne s'était pas soulevée ; en un mot, a-t-on affirmé, « Rome n'a rien fait ! »

Une rapide analyse des événements survenus dans la capitale italienne fera justice de ces allégations.

Les hésitations, les rigueurs, l'abandon du gouvernement de Florence avaient produit à Rome un effet moral plus désastreux que les mesures militaires. La police, l'armée, le clergé trouvaient indirectement un appui dans l'inaction du comité national.

Les chefs de section étaient décimés ; des renseignements manquaient de plus en plus à la population ; les patriotes qui étaient restés dans la ville pour prendre part au soulèvement intérieur étaient éclaircis par les arrestations. Ceux qui étaient encore libres redoutaient d'être arrêtés sans avoir contribué à l'action, et ils demandaient le combat.

Le moment du soulèvement de Rome fut fixé au *22 octobre à 7 heures du soir*. L'attaque devait por-

ter principalement sur le Capitole, le Quirinal, la place del Popolo, la caserne de Macao et de Sora, le Vatican. Ces derniers points étaient confiés au Comité national, qui avait apparemment renoncé à subir l'influence gouvernementale et s'était mis, à la dernière heure, sous la direction du Comité romain d'insurrection.

Deux convois de fusils devaient arriver dans la journée, l'un conduit par le Tibre jusqu'à la promenade Ripetta, sous la direction des frères Cairoli, l'autre par la porte S. Paolo, après avoir été préparé dans la vigna Matteini.

La saisie de ces armes, le massacre de leurs conducteurs, sont ignorés dans la ville. L'insurrection éclate au moment indiqué, n'ayant à sa disposition qu'un millier de fusils. La porte Paolo, par où sont attendus les armes de la vigna Matteini, est prise, ouverte et brûlée; ce n'est qu'à 9 heures 1/2 que les pontificaux peuvent en redevenir maîtres : 800 jeunes gens sans armes sont échelonnés dans l'attente du convoi, le long de la Marmorata jusqu'à Bocca Verità ; ils sont cernés. Le Capitole ne peut plus être attaqué par le peuple de la place Montanara. On le surprend par le Forum romain, en escaladant du côté de la Roche Tarpéienne et de l'arc de Septime-Sévère. De fortes patrouilles de cavalerie chargent dans les rues et arrêtent en masse les citoyens désarmés; sur la place Colonna, des bombes sont lancées par le peuple, mais le mouvement est paralysé. La caserne Serristori, minée comme quelques autres, à travers mille obstacles, fait explosion; un seul tonneau de

poudre, sur trois qui composaient la mine, avait pris feu.

Cette journée du 22 laisse le sort incertain. Au nom des patriotes, les chefs de section réclament de continuer la lutte le lendemain ; le comité d'insurrection leur fait observer que les moyens font à peu près complétement défaut. Ils insistent pour que de nouveaux sacrifices rendent la diplomatie favorable et lui prouvent que le pouvoir temporel a glissé dans le sang de ses sujets.

Le *23 octobre*, des travaux de mine poussés sous plusieurs casernes, sont surpris ; les soldats du quartier Sorano, attérés par la crainte d'une explosion comme celle de la caserne Serristori, font feu sur le peuple désarmé. Parmi les victimes se trouve une femme. Des prisonniers garibaldiens amenés par une compagnie de zouaves sont délivrés. Les citoyens sont sans armes ; on y supplée en improvisant des bombes dites Orsini chargées sans fulminate, et on s'en sert pour attaquer les détachements de troupes, place Pasquino, Santa Lucia, Trinità, etc. Pendant cette journée eut lieu la catastrophe qui a inspiré au peintre Ademollo une toile immortelle. Henri Cairoli, Mantovana, le capitaine Papoli, tombaient dans une lutte héroïque ; les armes qu'ils avaient escortées avec quelques compagnons, au milieu du plus grand péril, étaient saisies à 2 milles de Rome, vigna Glorio, sur le mont Pairoli, où ils avaient pris position, les signaux ne leur parvenant pas.

Le *24 octobre*, l'état de siége existant de fait avec toutes les sévérités les plus fallacieuses, est pro-

clamé sous la signature du général Zappi ; les affiches portaient la date en blanc. On avait voulu éviter de déclarer à la face de l'Europe la gravité de la situation dans Rome même, afin d'enlever sa véritable signification à l'insurrection des provinces ; dans ce but, la proclamation avait été préparée à l'avance, et on n'avait pas encore osé la publier. Enfin, le masque tombait, la vérité était avouée, Rome se prépara à répondre à ce défi.

Le 25 octobre, les maisons les plus favorables à la résistance, dans plusieurs quartiers, se trouvaient transformées en blockhaus. Les patriotes se proposaient de s'y appuyer, pour une nouvelle lutte, et d'y tenir en échec les pontificaux de manière à faciliter l'attaque de Garibaldi. Une de ces demeures où les travaux étaient le plus avancés, une dépendance de la fabrique de laine Ajani, rue Lungaretta, n° 92, éveilla l'attention des agents pontificaux. A 2 heures de l'après-midi, la police s'y présenta à l'improviste, avec l'appui de gendarmes et de zouaves. Il s'y trouvait, en ce moment, une cinquantaine de personnes occupées à consolider l'entrée, à effiler de la charpie, à fondre des balles, à bourrer des bombes qui devaient soutenir les quelques fusils que l'on avait (au nombre de 28).

A la sommation des soldats de Pie IX de remettre les armes et de se rendre, il fut répondu par un refus ; en même temps on barricada la porte. Le feu s'engagea d'abord avec succès pour les Romains. Foudroyée des fenêtres, la troupe dût demander des renforts : il arriva bientôt un bataillon. Le bâtiment fut entouré, le siége en fut fait

avec toutes les règles que comporte une insurrection *intra muros*. Des tirailleurs postés aux angles de la petite place et au loin dans la rue, dégageaient les ouvertures de la maison : c'est à cette occasion que fut inauguré le Chassepot dont quelques spécimens étaient arrivés au souverain pontife.

Après trois heures de lutte, les insurgés ayant épuisé leurs munitions , les secours qu'on essayait de leur porter étant contenus par les troupes qui tiraient aussi sur les maisons voisines, l'entrée de la fabrique fut abordée et forcée. Alors commença un de ces combats plus acharnés et terribles qu'aucun des épisodes les plus affreux des conflits de troupes régulières. Pour les insurgés, il n'y avait pas de merci; ils luttaient avec l'énergie du désespoir , utilisant des tronçons d'armes, des assommoirs improvisés; les meubles, la vaisselle étaient lancés sur les assaillants; les murs étaient démolis pour y trouver des pierres. De chambre en chambre, d'étage en étage, les patriotes ne cédaient le terrain que pas à pas, en laissant après eux des flots de sang et des cadavres. Les couloirs, les escaliers ne permettaient pas aux assiégeants de se présenter plusieurs de front : c'était un duel dans des conditions horriblement inégales ; au milieu de la poussière et des cris, parmi les explosions, on entendait s'élever des malédictions perçantes lancées par les assassinés contre les étrangers mercenaires et contre les zouaves d'Antibes.

Pour avancer, les soldats du pape devaient fouler des chairs pantelantes, des corps humains, des

membres broyés se cramponnant pour opposer un dernier obstacle dans la suprême étreinte de la mort.

Ah ! pourquoi ne sont-ce point là les dernières victimes qu'exige le pouvoir temporel de Sa Sainteté !

Le carnage continua.

Lorsque les pontificaux arrivèrent au second étage, une femme se présenta à eux. Debout sur le seuil d'un appartement, elle avait le front haut, le regard menaçant de la pâle Némésis; sur ses traits, nettement dessinés comme ceux de la vénérable matrone de Rome républicaine, passait un frisson rapide qui en augmentait l'intelligente expression; ses lèvres laissaient échapper le cri « à bas les papalins ! » Les soldats voulaient passer, elle éleva vers eux un geste impérieux et leur dit : « Je suis chez moi, retirez-vous ! » A côté d'elle se trouvait un enfant de 13 ans, à l'attitude menaçante, lui aussi, malgré la faiblesse de son âge. Comme on portait la main sur sa mère, il voulut la défendre, il lança vers les ennemis une bombe orsinienne : elle ne fit pas explosion, elle était sans capsules. En voyant abaisser vers lui les canons des fusils, la mère présenta un revolver aux pontificaux et, en même temps, elle opposa comme rempart sa poitrine aux baïonnettes qui menaçaient son fils. Les deux corps tombèrent aussitôt enlacés dans la même tuerie : le sang de la mère se mêla à celui de l'enfant.

Le cadavre du père gisait parmi d'autres patriotes massacrés à l'étage inférieur.

La femme ainsi égorgée était enceinte de six mois : trois cadavres ensanglantaient une même chambre.

Giuditta Tavani, femme Arquati, nom brillant pour toujours dans les fastes de la liberté, il suffit de toi, de toi seule, pour faire apprécier la théocratie !

Les 26, 27, 28, 29, la force dans toute sa brutale violence, la force prime le droit ; sous le baillon de la police, sous le talon du zouave, sous la menace de la diplomatie appuyée contre l'autel, le peuple est réduit à l'impuissance comme peuple. L'action individuelle y supplée, action affreuse, condamnable, dernier mot de la guerre, *ultima ratio* des opprimés : les soldats ne peuvent plus être combattus en corps, ils sont attaqués sans pitié lorsqu'ils sont surpris isolément, et lapidés ou poignardés.

L'espoir que l'armée régulière italienne franchira les quelques lieues qui la séparent de Rome est perdu : par une demi-mesure injustifiable, si l'on tient compte de la valeur d'un semblable moyen, elle se tient immobile en arrière des lignes de volontaires pendant que les troupes françaises rentrent à Rome. A ce même moment, une poignée de patriotes luttait contre deux compagnies de zouaves d'Antibes à la villa Cecchini Mattei, à S. Onofrio. A la nuit, les patriotes étaient écrasés, et l'armée étrangère pouvait entendre, comme protestation suprême, leurs derniers coups de feu, leur dernier râle de mort.

Non point moralement mais matériellement, l'in-

surrection devait cesser. Elle avait assez duré, elle avait assez accompli de sacrifices en hommes, femmes, enfants, pour arborer haut et ferme le drapeau du droit de Rome à être libre, pour convaincre la diplomatie qu'entre le pouvoir temporel et les Romains il y a un océan de sang, un gouffre de haines qu'on ne saurait combler jamais.

XXIX.

Sursum corda.

Rome ne put renouveler les sacrifices des 22, 23, 24, 25 octobre, lorsque Garibaldi se présenta le 1[er] novembre (1) sur le mont Marius, en face de la cité.

Les troupes pontificales qui avaient dû jusqu'alors s'acculer sur Rome. reprenaient l'offensive, maintenant qu'elles étaient soutenues par la première armée du monde.

Après avoir salué la ville aux sept collines, après lui avoir jeté, par une inspiration fatidique, la promesse d'une émancipation prochaine que garantissaient les résultats obtenus par la seule action du peuple, le dictateur commanda le mouvement de retraite sur Monterotondo.

La lutte que cherchaient les alliés était par trop disproportionnée ; néanmoins, elle pouvait être acceptée encore, en la portant dans la province de Viterbe. Les positions occupées par la division de droite, le quadrilatère où s'était établi Acerbi permettaient de prolonger une guerre défensive.

Il était dans les éventualités possibles qu'une résistance suprême inspirât au gouvernement de

(1) Voyez la carte-relation de Mentana par le colonel G. Perelli Ercolini.

Florence une politique moins timide, qu'elle l'éclairât sur son droit de demander pour l'Italie une satisfaction en principe, sur son devoir d'exiger pour prix du sang versé au moins l'émancipation d'une des provinces du patrimoine dit de Saint-Pierre, de celle où le mouvement avait commencé, où il continuait, où le gouvernement pontifical avait fait place à l'unification régulière.

La diplomatie est apte à ces transactions, et le concours moral des gouvernements européens eut au besoin facilité celle-là.

Des dispositions étaient prises dans ce sens par le général Acerbi, lorsque Garibaldi reçut, le 2 au soir, à Monterotondo, une communication verbale, quasi-officielle. Il en ressortait que la détermination du palais Pitti était bien arrêtée de ne rien faire en faveur de Rome, qu'il engageait à procéder de suite au désarmement des volontaires par les troupes italiennes établies dans le voisinage, à Passo Corese, afin d'échapper aux alliés ; dans le cas contraire, il repoussait toute responsabilité pour ce qui allait survenir.

Le gouvernement florentin mettait ainsi le sceau à une politique de dépendance, contre laquelle rien ne pouvait réagir ; il n'était pas donné de l'éviter longtemps, même en dirigeant la division du centre dans la province de Viterbe et en l'unissant à celle d'Acerbi. Une fois de plus, la liberté de Rome était sacrifiée à la théocratie ; on n'avait su ni rassurer ni prévenir la diplomatie, lorsqu'elle ne demandait rien autre !

A ses paroles de protestation, Garibaldi résolut

d'ajouter un acte qui en fut la confirmation manifeste : forcé de licencier ses volontaires, il ne voulut pas laisser au gouvernement l'honneur de les avoir désarmés ; au lieu de se diriger sur le cordon des troupes nationales, il commanda le mouvement de retraite sur Tivoli, occupé par le colonel Pianciani. Là, le désarmement et le licenciement se feraient en dehors de l'influence directe, soit de Florence, soit des alliés ; ils s'accompliraient avec tous les honneurs de la guerre et acquerraient une éloquente signification pour une revendication ultérieure de Rome.

L'ordre de marche, donné au milieu de la nuit même, subit un retard de quelques heures en raison de la coupable négligence apportée par un officier d'intendance dans la distribution d'objets de première nécessité depuis longtemps attendus. La conséquence de ce court retard fut extrême ; les alliés atteignirent avant les volontaires le point de bifurcation des routes de Mentana et de Tivoli. La sûreté de la retraite fut perdue. L'itinéraire tracé par le général en chef ne put être suivi à heure fixe par le colonel Menotti et la rencontre se fit au débouché de Mentana.

4,600 volontaires (1) étaient en face de 14,000 soldats tirés de deux armées régulières.

Deux partis s'offraient : où se retirer précipitamment sur Passo-Corese pour consigner les armes

(1) Nombre exact auquel se trouvaient réduits les volontaires. Voyez le rapport détaillé de M. C. Lucienti : *De Turin à Mentana*. Voyez l'énumération des forces en présence : Carte-relation du combat de Mentana par le colonel G. P. Ercolini.)

aux troupes italiennes, ou accepter un combat hors de proportion par le nombre et surtout par les moyens : ou fuir ou mourir. Il n'y eut pas d'hésitation.

La lutte meurtrière s'engagea : le courage, le dédain de la vie, la bonne disposition stratégique eurent raison tout d'abord des mercenaires et des croisés pontificaux ; il fallut les faire soutenir par les régiments français. Ainsi que le dit le rapport de M. le général de Failly, dans une phrase éloquente et qui vivra : Les Chassepots firent merveille. Ce n'est point l'armée du pape.

A la première nouvelle de la lutte, dans la nuit du 3 au 4 novembre, le général Acerbi écrivait au dictateur que tout était prêt dans la province de Viterbe pour assurer la jonction de la division du centre à celle de droite et continuer en commun la résistance.

Dans la matinée même du 4, quelques émouvantes lignes tracées par Garibaldi arrivaient à Viterbe ; en relatant la glorieuse et néfaste bataille de la veille, elles annonçaient le passage des confins à Passo-Corese par les survivants du corps du centre, et prescrivaient au corps de droite de se retirer également.

Des trois divisions qui opéraient sur le territoire du pape, il n'y restait plus que la division Acerbi.

Elle y était sans appui, sans diversion contre une attaque. Toutes les forces ennemies allaient être dirigées contre elle, maintenant qu'aucune attaque n'était plus à redouter pour Rome, sur les autres points ; il fallait s'y attendre à chaque ins-

tant. C'étaient là les dangers qui inspiraient à Garibaldi l'ordre de retraite qu'il donnait à la division de droite.

Malgré cette situation périlleuse, le prodictateur estima que ce qu'il pouvait encore pour la libération d'une province italienne, il devait le faire.

Les chefs des divers détachements furent avisés, par estafette, de la poursuite des opérations et du maintien quand même de l'occupation de Viterbe.

XXX.

Les opérations continuent. — 4 novembre.

La nouvelle du désastre de Mentana allait se répandre à Viterbe et dans la province. Les cléricaux devaient la présenter comme frappant d'impuissance et condamnant à la retraite la division de droite ; le même jour il fut opposé, à cette espérance des cléricaux, un bulletin de victoire. C'est le suivant :

BULLETIN DE LA GUERRE.

Le capitaine Righetti, envoyé en reconnaissance à Montalto a rencontré les pontificaux. Après un combat de peu de durée mais vivement soutenu, la troupe du capitaine Righetti les a battus complètement, elle leur a fait *soixante* prisonniers et leur a pris une certaine quantité d'armes et de munitions.

Viterbe, 4 novembre 1867.

Le major d'état-major,
Ravini.

En même temps, afin de ne laisser aucun doute sur la résolution du général Acerbi de continuer d'occuper la province et d'en maintenir l'aggrégation à l'Italie, afin de prévenir toute défaillance, les deux décrets ci-après de la prodictature furent coup sur coup publiés :

AVIS.

Par mesure de sûreté publique, il est ordonné à tous ceux qui sont détenteurs d'armes ou autres effets militaires appartenant à des personnes des divers corps de l'armée qui a laissé la ville, de les consigner au commandant militaire, bureau du prodictateur, place de la Commune dans l'espace de 10 heures, à partir de l'apposition de cette affiche.

Les contrevenants à cette disposition seront soumis au conseil de guerre.

Viterbe, 4 novembre 1867.

Le général prodictateur de la province,
ACERBI.

AVIS.

Il est porté à la connaissance des citoyens qu'ils sont tenus de ne fournir aucune contribution quelconque sans la présentation de *Bons*.

Pour être valables, tous les *Bons* qui seront présentés porteront la signature du soussigné ou celle du major Clerici par moi délégué.

Viterbe, 4 novembre 1867.

Le général prodictateur de la province,
ACERBI.

Dans la matinée du même jour, la proclamation suivante fut publiée. C'était une réponse publique aux délégations des Juntes qui avaient demandé que le pays fût appelé à se prononcer sans retard, par le suffrage universel, sur l'union de la province à la patrie italienne; c'était en même temps un avis d'un plébiscite imminent :

Viterbiens !

En proclamant la Dictature, j'ai exprimé nettement ma pensée sur le régime futur de la ville et province dont je prenais le gouvernement.

J'ai compris que les destinées futures de ce peuple devaient être irrévocablement fixées par un plébiscite solennel, mais cet acte très important devait, selon moi, être accompli après la guerre, afin que votre esprit fut détourné de toute préoccupation politique et que nous puissions nous consacrer exclusivement, avec union, à la recherche des moyens de compléter la victoire.

Néanmoins, des citoyens m'expriment en grand nombre le désir que le plébiscite ne soit point différé. Je consens de bon gré à céder à cette impatience et à écarter tout retard.

En conséquence, les citoyens de Viterbe et de la province seront convoqués dans le temps et mode qui seront fixés par moi d'accord avec vos Autorités Municipales.

Viterbiens !

En vous appelant à l'urne, je vous invite à exercer un droit qui est la plus grande conquête de la civilisation. Vous répondrez, j'en suis convaincu, avec zèle et patriotisme.

Votre vote, *quel qu'il soit*, sera respecté comme l'expression de la volonté populaire, et marquera la première page de votre résurrection, ce sera l'affirmation de notre droit sur Rome et la condamnation du pouvoir temporel.

Viterbe, le 4 novembre 1867.

Le général prodictateur de la ville et province de Viterbe,
ACERBI.

Le gouvernement prodictatorial redoubla d'activité pour parer aux difficultés nouvelles que créaient l'intervention étrangère et la catastrophe de Mentana.

Des mesures militaires furent prises en avant des points du quadrilatère ; des colonnes volantes furent maintenues en circulation d'une position à l'autre. Afin de prévenir une surprise, les chefs d'excursion poussèrent dans les directions stratégiques que pouvaient suivre les alliés (Corneto, Roncilione et Soriano en particulier) pour relever dans la province le pouvoir temporel, pour tenter, à l'aide de leurs forces supérieures, de cerner la division et de faire prisonniers, d'un seul coup, tous les volontaires d'Acerbi.

En même temps que ces dangers étaient prévenus, il importait de veiller attentivement à l'administration du pays, pour en écarter l'élément clérical qui cherchait à s'y glisser. Les municipalités réactionnaires ou faibles en présence des événements furent cassées. La junte de gouvernement, créée sur la présentation des membres par la population, avait d'elle-même donné sa démission afin d'assurer à la prodictature plus de rapidité, plus d'unité d'action.

Des délégations, venues des diverses localités de la province, se succédaient sans interruption au

palais du gouvernement, pour demander des directions à suivre. Une décision définitive devait être prise ; les instants étaient précieux, chaque moment rapprochait de l'arrivée des forces alliées. Le *statu quo* d'avant la guerre ne pouvait être prévenu désormais que par une manifestation publique des sympathies du pays en faveur de l'Italie. Il fallait hâter le plébiscite ; chaque heure, chaque minute de retard risquait de le rendre impossible.

Cette situation avait été exposée dans une dépêche à M. le ministre Gualterio.

La réponse était réclamée par le télégraphe ; elle était fiévreusement attendue au milieu de l'expédition de courriers sur tous les points de la province, afin de rassurer les esprits sur le dénouement final. Elle n'arrivait point ; le peu d'empressement mis par le gouvernement à transmettre quelques instructions pour affranchir au moins une province romaine, faisait assez pressentir ce que l'on pouvait attendre.

Aucune réponse n'arriva : le désavœu et l'abandon ne pouvaient être exprimés plus nettement que par le silence.

La prodictature se trouvait ainsi entre deux courants opposés. D'un côté, les populations viterbiennes, par l'organe des délégations communales, demandaient à rentrer dans la famille italienne et à sanctionner cet acte par un plébiscite. De l'autre, la royauté refusait de leur en reconnaître le droit. Le découragement qui pouvait résulter d'une telle situation fut surmonté : à la défection de la monarchie, la province de Viterbe n'eut pas à ajouter la défection du peuple italien.

XXXI.

Le plébiscite.

La menace de l'arrivée des alliés était continuelle. Devant leurs forces prépondérantes, la division aurait dû suivre l'ordre de retraite donné par Garibaldi et, dès lors, la volonté populaire déjà violentée par l'intervention, allait être condamnée au silence.

Les instants de liberté qui restaient au pays devaient être utilisés pour une manifestation de cette volonté : c'était ouvrir les yeux de l'Europe sur la compression exercée dans l'Etat Romain par le pouvoir temporel, c'était protester contre le gouvernement théocratique, c'était, enfin, offrir une dernière occasion au cabinet de Florence de réunir le territoire de Viterbe à l'Italie en invoquant le grand principe indénié du suffrage universel.

La commission de la cité de Viterbe, qui avait demandé le plébiscite, fut invitée à se présenter à la prodictature. Il lui fut exposé que désormais il n'y avait plus de motif pour ajourner le vote du peuple et qu'il convenait de le faire immédiatement, les baïonnettes étrangères menaçant de l'empêcher d'un moment à l'autre.

Le même avis fut transmis par courrier ou par dépêche télégraphique dans les autres localités de la province.

Par une réserve administrative qu'explique autant la confiance dans les sympathies publiques que le respect de la liberté des populations, le gouvernement prodictatorial ne fixa aucune formule pour le plébiscite. Les municipalités le rédigèrent elles-mêmes avec l'appel qu'elles adressèrent à leurs concitoyens pour les inviter à se présenter le même jour au scrutin. L'empressement dont les juntes et les populations firent également preuve à cette occasion, dit assez quels étaient leurs sentiments.

Voici le procès-verbal de la votation du chef-lieu de la province :

AUJOURD'HUI, 4 NOVEMBRE 1867.

Procès-verbal de la votation faite par la population de Viterbe, à partir d'une heure après-midi du présent jour, et résultat du scrutin qui s'est terminé à six heures du même jour.

Ont assisté à ladite votation, les citoyens composant la Junte, MM. le comte Francesco Gentili Lensi, président ; Francesco Carnevalini, Crispini Mariani Vitarelli, membres de la Junte même; en présence de MM. Papini Gaspard, Leonardo Falciani et Giani Luigi, comme témoins, on a procédé à l'ouverture de l'urne contenant les bulletins, après avoir rompu une bande rouge portant l'empreinte du sceau sur cire à cacheter, de même couleur, qui préservait l'ouverture de l'urne même.

L'urne dont il est question contenait les bulletins qui affirmaient et demandaient « *Annexion au royaume d'Italie sous le sceptre de S. M. Victor-Emmanuel II* ». Telle était l'inscription que portait cette urne.

Les bulletins contenus ayant été comptés avec soin par les personnes susdites composant la junte municipale, en présence des témoins sus-désignés, il a été trouvé pour le *oui* quatre mille six-cents-nonante-sept bulletins.

Dans la même forme, et avec l'assistance des citoyens dont il est parlé plus haut, on a procédé ensuite à la rupture des empreintes de l'autre urne destinée à recevoir les bulletins négatifs ou qui auraient exprimé le désir d'une forme de gouvernement différente de la première ; il a été vérifié que cette urne contenait un seul bulletin.

Le comité vint au palais du gouvernement pour annoncer le résultat du vote. Ce fut le sujet d'une

manifestation enthousiaste de sympathies. La population entière prit part à cette démarche ; elle s'était organisée en cortége à la tête duquel marchait le corps de musique de Viterbe. Les airs nationaux alternaient avec les cris « vive l'Italie ! vive Rome libre ! »

La place de la Commune était littéralement encombrée par le peuple. Les vivats éclataient vibrants et prolongés, ils parvenaient jusque dans les salles où le prodictateur recevait des mains du comité le dépouillement du scrutin populaire. Les acclamations de la foule persistaient ; le général Acerbi fut invité à leur donner satisfaction en se présentant au balcon du palais. Il y vint, entouré des membres du comité : dès qu'il parut, les applaudissements, les *evviva!* redoublèrent. « Parlez ! parlez ! » criait-on de toutes parts ; il dut haranguer la population au sujet du plébiscite qu'elle venait de donner, et sa patriotique improvisation, prononcée d'une voix sonore, fut souvent interrompue par de frénétiques ovations.

Ces manifestations pour la déchéance du pouvoir temporel avaient lieu, il faut bien le remarquer, plusieurs jours après l'intervention, lorsque la bataille de Mentana et l'arrestation de Garibaldi étaient connues à Viterbe. Les mêmes sentiments patriotiques continuèrent de se produire les jours suivants, à l'arrivée des délégations communales qui, souvent de loin, comme celle de Toscanella, venaient, musique en tête, apporter à la prodictature le résultat de la votation en faveur de l'union à l'Italie. Dans leur empressement à faire connaître

l'heureuse nouvelle que l'on considérait comme le sceau ineffaçable mis à la déchéance de la théocratie, il y eut des juntes qui annoncèrent le dépouillement du vote par voie télégraphique. La Junte de Montefiascone fut dans ce cas ; voici le télégramme qu'elle envoya :

TÉLÉGRAMME.

Présenté à Montefiascone le 5 novembre 1867, heures 11,35
Arrivé à Viterbe le 5 » » » 11,45

A M. le général Acerbi, à Viterbe.

Cortège parcourt cité au son hymnes nationaux. Enthousiasme population. Vivent Italie et Garibaldi. Concours très-nombreux et presque unanime pour Oui.

Le Président la Junte,
ARGENTINI.

Quelques juntes municipales envoyèrent le résultat du plébiscite par l'intermédiaire de la Junte du chef-lieu de province. Dans ce nombre fut celle de la Terre de Bagnaja. La communication en fut faite à la prodictature dans le formulaire suivant :

MUNICIPE DE VITERBE

N° 9

OBJET :

Plébiscite populaire de la Terre de Bagnaja

—

4 FEUILLES ANNEXÉES

Viterbe, le 5 novembre 1867.

Cette Junte Municipale ayant reçu en ce moment de la Junte de la Terre de Bagnaja le splendide résultat de la votation qui y a été effectuée en faveur du *Oui* dans la journée d'hier, se fait un devoir de le transmettre à l'honorable général pour ce que de droit.

Pour le président de la Junte,
E. TONDI.

(Sceau du Municipe)

A l'honorable
M. le général prodictateur
pour la cité et province
de Viterbe.

La junte de Viterbe adressa à ses concitoyens la proclamation suivante au sujet du plébiscite :

Citoyens,

Le général prodictateur de cette province, désirant donner satisfaction aux aspirations de notre cité, s'est empressé de demander l'accomplissement de nos destinées nationales en envoyant le telégramme suivant :

« Ministère de l'intérieur,

« Plébiscite annoncé hier a eu lieu aujourd'hui. Votation enthousiaste et unanime a acclamé Viterbe aggregée au règne d'Italie.

« L'enthousiasme est extraordinaire dans la certitude de l'acceptation du gouvernement.

« Commission composée Gentili comte (François), Carnevalini François, Molajoni Annibale désigné pour se rendre à Florence, pour présenter au roi le plébiscite de Viterbe et de la province.

« Je prie immédiate réponse par télégraphe afin de rassurer peuple.

« Viterbe, le 4 novembre 1867.

« *Le général prodictateur*
« *de la ville et province de Viterbe*
« ACERBI. »

Les soussignés, représentants de cette généreuse et patriotique population, interprètes des désirs de tous, ont remercié le général prodictateur et ils font les vœux de voir aussitôt que possible Viterbe faire partie du grand royaume d'Italie.

De la résidence municipale de Viterbe, ce 5 novembre 1867.

Pour le président de la junte
TONDI ERMENEGILDO.
Les membres C. MARIANI VITARELLI
D.r F. PAPINI
P. DEROSSI
GIOVANNI TONDI, *secrétaire.*

Ainsi qu'il résulte de cette proclamation, la prodictature avait annoncé au gouvernement de Florence le plébiscite voté dans la province. Ce que ne dit point ce document, ce qu'il était impossible d'avouer en ce moment, c'est que le général Acerbi s'était adressé successivement à M. le ministre Gualterio, à M. le ministre Mari et, enfin, au roi.

Les populations attendaient avec enthousiasme la prise de possession officielle du nouveau territoire, on espérait que cette partie dernière et facile du plébiscite, l'exécution du vote populaire ne souffrirait point de retard ; on espérait, à plus forte raison, que la réponse du gouvernement serait immédiate.

Mais en présageant ces deux éventualités, on comptait sans les exigences de ce qu'il est convenu d'appeler dans le langage diplomatique *la raison d'Etat.*

Ni M. le ministre Gualterio, ni M. le ministre Mari, ni Victor-Emmanuel n'honorèrent d'un mot de réponse, acceptation ou refus motivé, les avances d'une province italienne qui, débarrassée de l'étranger et forte de son droit, demandait à rentrer dans le faisceau national.

Ce silence sera pour l'historien futur un problème difficile à résoudre ; dès aujourd'hui, ce problème se pose en ces termes concis : « Du dévouement de la monarchie de Savoie pour l'Italie. »

Deux localités de l'extrême frontière, Orte et Acquapendente, avaient été occupées par les troupes italiennes. Ces points n'avaient aucune importance stratégique ou politique ; cependant, leur occupation passait au palais Pitti pour une compensation suffisante de l'intervention étrangère à Rome même !

Le gouvernement prodictatorial avait signalé aux autorités communales d'Acquapendente et d'Orte la nécessité de faire appel au peuple sur la question d'union à l'Italie ; avis avait été donné de procéder à la votation comme dans les autres localités viter-

biennes. Aucun vote ne put néanmoins avoir lieu à Acquapendente et à Orte : l'explication en fut transmise le même jour à la prodictature.

Le gonfalonnier d'Acquapendente, M. Falzacappo, témoigna au gouvernement de Viterbe ses regrets de ne pouvoir se rendre à l'invitation qu'il en avait reçue de convoquer au scrutin ses administrés ; le motif donné, c'est que le major-général commandant les troupes régulières qui occupaient la ville, M. Bottacco, avait défendu de procéder au plébiscite. A Orte, les autorités militaires italiennes avaient fait replacer les armoiries de Sa Sainteté abattues par le peuple.

Fallait-il quelque autre fait pour montrer que les aspirations de l'Italie étaient trahies, pour expliquer le silence du gouvernement ?

A défaut des sympathies du cabinet italien, la colonne de droite continuait de recevoir des témoignages de gratitude et de dévouement de la nation et même de l'étranger. Au nombre de ceux qui sont venus de ce dernier côté, signalons l'offre faite de Paris au général Acerbi d'un bataillon de trois cents jeunes gens déterminés, disait la lettre de M. R..., à marcher immédiatement « comme cohorte expiatoire. »

XXXII.

La liberté même pour le clergé.

La délégation chargée de porter à Florence le plébiscite de la province de Viterbe avait quitté le chef-lieu avec une escorte d'honneur. Elle était munie de lettres de présentation qui lui assurèrent, après quelque difficulté, une audience du gouvernement.

Les arguments des délégués, leurs pouvoirs, l'expression de la volonté du peuple dont ils étaient porteurs et qu'ils faisaient valoir, les vœux, les prières d'une population arrachée au pouvoir temporel et qui suppliait le roi, l'Italie, qu'on ne la laissât point retomber dans le gouffre de la théocratie : tout fut inutile.

Au nom de la raison d'Etat, le gouvernement déclara aux délégués viterbiens qu'il ne pouvait accepter le plébiscite. Il refusait formellement à un membre de la famillle italienne de se grouper avec elle, il lui en niait le droit. C'est à cette conclusion qu'aboutissaient froidement toutes les déclarations du cabinet. Peu s'en fallait qu'on n'imputât à crime aux patriotes de la province de Viterbe de s'être prononcés en faveur de l'Italie, et d'avoir voté la déchéance du pouvoir temporel.

Les dispositions du ministère Menabrea furent

annoncées au prodictateur Acerbi par la délégation viterbienne.

Cette fatale nouvelle fut d'abord tenue secrète ; mais la profonde déception qu'elle causait se reflétait sur le visage des officiers de l'état-major. On ne pouvait croire à cet abandon officiel, à ce manque de patriotisme, alors que tous les obstacles étaient surmontés, alors que la diplomatie florentine n'avait plus qu'à invoquer purement et simplement le bénéfice du suffrage populaire, sanctionné par le fait accompli. On ne pouvait pas davantage s'expliquer comment les troupes italiennes, venues aux confins, continuaient de rester stationnaires, sans même se prémunir contre une attaque pontificale en s'établissant dans les fortes positions occupées par les volontaires.

Cette mesure était attendue à chaque instant par les populations ; elles comptaient que le verdict rendu par le peuple viterbien serait proclamé par la *Gazzetta ufficiale* et que l'agrégation officielle du nouveau territoire à la mère-patrie passerait de suite après dû domaine des principes dans celui des actes. Cet espoir était entretenu par les récriminations que des agents ministériels dirigeaient contre le gouvernement prodictatorial. Ainsi qu'il résulte de documents que nous avons sous les yeux, des fonctionnaires italiens se multipliaient pour jeter la déconsidération sur les garibaldiens; à les en croire, la persistance d'Acerbi à occuper la province jusqu'à l'arrivée des troupes régulières était coupable et antipatriotique. C'est à elle seule qu'il fallait attribuer les retards de l'armée natio-

nale de prendre possession du pays, et, comme raison concluante, les agents ajoutaient que là où le drapeau officiel flottait le régime pontifical était tombé pour jamais.

Les événements se chargeaient de donner, trop tôt malheureusement, un démenti à ces trompeuses promesses, à ces déclamations, curieux mélange de forfanterie, de chauvinisme, de haine pour les volontaires (1).

Ces excitations étaient pour l'élément clérical un précieux appui. Il sut les joindre au refus désormais connu du gouvernement florentin d'accepter le plébiscite, à l'avis du passage définitif de la frontière par les divisions insurrectionnelles du centre et de gauche, à l'isolement du corps d'Acerbi, et surtout à un mouvement agressif préparé par les pontificaux. A l'aide de ces nouvelles, il espérait provoquer un soulèvement contre la prodictature, il dut bien vite y renoncer. Tout ce qu'il put faire, ce fut de se rabattre sur une convocation du ban et de l'arrière-ban de ses partisans à une réunion en faveur de Sa Sainteté Notre Très-Saint Père le Pape.

La plus grande latitude fut laissée aux cléricaux d'user de la liberté de réunion et de celle de la tribune. En s'installant à la place du pouvoir pontifical, la révolution avait proclamé ces droits primordiaux d'un peuple libre; le gouvernement prodictatorial aurait méconnu son origine, s'il les avait restreints pour ses adversaires. Ces derniers

(1) Lettre du sous-préfet d'O...

purent à leur aise donner suite à leur projet sans portée de venger le vicaire de J.-C. et son Eglise des dangers imaginaires que tous les deux avaient courus.

Le peu d'importance de cette assemblée suffit, du reste, pour éclairer les meneurs cléricaux sur le succès des velléités d'attaque qu'ils auraient pu nourrir contre la division d'Acerbi.

XXXIII.

Derniers jours. — Plan de retraite. — Sa signification.

Le gouvernement prodictatorial nourrissait un dernier espoir. Pour calmer le pays outragé et sous la pression de la dignité nationale aussi nettement engagée, les hommes d'Etat de Florence reconnaîtraient, pensait-il, qu'à défaut de tout le territoire romain ils devaient sauver la province de Viterbe. On pouvait croire qu'ils s'y résoudraient en voyant que, malgré l'abandon officiel, malgré Mentana, malgré l'appui donné aux pontificaux par la première armée du monde, suivant l'expression admise, le pouvoir temporel des papes était terrassé dans cette province.

C'était là une illusion de patriotisme. Quoi qu'il en soit, inspiré par cette généreuse erreur, la prodictature résolut de prolonger l'occupation de Viterbe.

L'arrivée des alliés était imminente; les forces franco-papales pouvaient survenir d'un instant à l'autre dans des conditions numériques et avec des moyens d'attaque en face desquels il n'y avait d'autre perspective qu'un nouveau Mentana. Chaque jour, chaque heure, les chefs cléricaux comptaient que cet écrasement définitif allait se réaliser. Ils ne pouvaient concevoir, c'est du reste l'opinion exprimée par des stratégistes et par des

journaux étrangers, ils ne pouvaient concevoir pourquoi lès troupes alliées n'avaient point encore opéré de manière à couper la retraite au corps d'Acerbi, à l'écraser par une attaque subite et à faire prisonniers les survivants sans qu'il en échappât un. C'eût été couronner l'intervention et en montrer l'utilité par une nouvelle hécatombe de patriotes. Pour préparer un tel dénouement, les indications, émanées du clergé viterbien, n'avaient point manqué à Rome; l'état des volontaires, leur nombre et les moyens dont ils disposaient avaient été annoncés au ministre des armes du vicaire de Jésus-Christ.

Les jours s'écoulaient avec une poignante lenteur, dans l'attente d'un événement qui trancherait de fiévreuses incertitudes, ou l'attaque ou l'agrégation.

On était ainsi arrivé au 8 novembre.

L'opinion s'accréditait dans le pays que, pour la seconde fois, en 7 ans, la province de Viterbe était abandonnée non point par l'Italie, mais par le gouvernement italien. La cité présentait l'aspect de la désolation; ses aspirations étaient foulées dédaigneusement aux pieds dans les régions officielles; ses manifestations en faveur de la révolution, son plébiscite unanime, la livraient aux vengeances pontificales : combien de citoyens allaient être sacrifiés! Déjà on nommait ceux qui s'avançaient les premiers sur le chemin de l'exil. C'étaient les délégués chargés de présenter à Florence le plébiscite viterbien et d'en demander l'exécution à la mère-patrie! Les républiques ne sont pas seules ingrates.

Ces événements démoralisateurs n'étaient point sans exercer quelque influence sur la division. Des volontaires avaient donné leur démission en maudissant les hommes qui exerçaient en Italie une funeste prépondérance : ceux des jeunes gens de la province romaine à qui des questions de famille ne permettaient pas d'accepter l'exil demandaient à rentrer dans leurs foyers afin d'être épargnés, si possible, au retour de la réaction triomphante. L'effectif de la division était ainsi descendu au chiffre qu'elle avait à la prise de Viterbe.

Les volontaires qui restaient sous les armes étaient ceux dont le découragement n'envahirait jamais l'âme, quelles que fussent leurs déceptions, quels que fussent leurs sacrifices. Ils étaient déterminés à la vie à la mort. Avec eux une lutte suprême pouvait être acceptée. Ils étaient prêts à marcher au martyre, ils demandaient d'offrir leur sang, leur existence aux divinités hostiles, espérant être pour elles des victimes de propitiation. C'eût été mettre un stigmate au front de la diplomatie que d'accepter la direction de ce dévouement sublime, et cette pensée souriait comme une généreuse vengeance : elle en avait tous les attraits. Mais assez de sang avait été versé pour prouver que de nouveaux martyrs ne changeraient pas une issue malheureuse : autant leur nombre serait moindre, autant serait plus élevé celui des soldats d'une nouvelle revendication.

Grâce à une politique d'équivoque et de faiblesses morales, la victoire définitive échappait

de fait : la province de Viterbe retombait aux mains des prêtres.

L'unique préoccupation devait être désormais d'atténuer ce résultat, d'en amoindrir la signification défavorable à l'Italie et de le transformer, au point de vue du principe, en triomphe. A cette fin, le gouvernement prodictatorial décida de donner à la retraite le double caractère d'une protestation dernière contre la ligne de conduite du cabinet de Florence et contre l'intervention.

Dans ce but, il fut arrêté :

1° De ne laisser la province qu'à l'approche des forces alliées ;

2° D'opérer la retraite sans la couvrir derrière le cordon des troupes italiennes ;

3° De procéder au licenciement en bon ordre, en liberté, comme pour des troupes régulières.

Le succès de ces trois décisions devenait dans les circonstances un événement important: il équivalait aux honneurs de la guerre.

Comment, en effet, l'Europe apprécierait-elle autrement cette prolongation du pouvoir insurrectionnel à côté de trois armées destinées à l'étouffer? comment jugerait-elle l'impuissance de ces forces coalisées qui ne parviendraient pas à cerner une poignée de volontaires, à les surprendre et même à leur empêcher de se retirer en bon ordre en conservant les sympathies du pays?

Le 8 novembre, des rapports transmis par les colonnes d'exploration, du côté de Corneto, et les nouvelles reçues de Rome annoncèrent que les puissances alliées se disposaient à opérer de con-

cert pour renverser le gouvernement prodictatorial.

La réalisation tardive de ce plan ne peut s'expliquer que de deux manières : ou par les hésitations de la diplomatie à enlever à la révolution une partie du territoire qu'elle avait conquis, ou par l'incertitude sur les forces et sur les moyens dont disposait Acerbi. En tous cas, ce retard a une portée morale qui doit, à la fois, convaincre le palais Pitti de la possibilité d'agréger la province de Viterbe, et éclairer les détracteurs de la division de droite. Ils ne lui contesteront pas l'honneur d'avoir été la première engagée (le 30 septembre) contre les pontificaux, et la dernière à tenir haut et ferme le drapeau de l'insurrection.

Le 8 novembre au soir, un ordre de concentration sur Viterbe fut transmis aux chefs de volontaires en garnison ou détachés en éclaireurs dans la province.

La retraite était résolue.

Au moment de cesser de fonctionner, le gouvernement prodictatorial adressa à la population viterbienne, par l'intermédiaire de la junte du chef-lieu, la proclamation suivante :

Viterbiens,

Je suis venu à Viterbe pour vous aider à conquérir la liberté.

Suivant votre désir, je vous ai appelés à l'urne : votre vote solennel a été « Italie et Victor-Emmanuel. »

Les accusations de ceux qui entrevoyaient dans mes décisions une pensée contraire à l'unité de l'Italie, sont tombés aussi bas que leurs mesquines rivalités.

Moi-même j'ai notifié au gouvernement du roi d'Italie le résultat du plébiscite; je vous ai fait connaître ma dépêche au gouvernement de Florence.

Après un retard coupable que la génération qualifiera plus sévèrement encore que nous, le gouvernement du roi a répondu à votre vote d'union à l'Italie en refusant absolument l'aggrégation de ces provinces patriotiques qui auraient formé une des perles les plus splendides de la couronne italienne.

Viterbiens ! Vous m'avez reçu dans vos murs avec joie, car le drapeau de mes troupes était le drapeau de l'Italie.

Au nom de l'Italie, de Garibaldi et des généreux citoyens qui ont versé leur sang pour renverser le pouvoir temporel des papes, je vous remercie de votre accueil et de vos sympathies.

Adieu, ou mieux encore, à revoir, car l'Italie sera constituée en dépit des lâches, des parjures et des traîtres ; non, le drapeau de vingt-six millions d'Italiens ne peut, ne doit pas être traîné dans la boue.

Le général prodictateur,
AGERBI.

Viterbe, 8 novembre 1867.

Ainsi Viterbe était une fois de plus déçue ! Malgré ses aspirations, malgré son plébiscite, malgré les sacrifices accomplis, la province était repoussée sous le gouvernement pontifical, sous la tiare à qui le pouvoir du ciel ne suffit pas.

Les témoignages de regrets, portés spontanément au palais du gouvernement, augmentaient les angoisses de la séparation. Les sympathies exprimées à l'état-major disent éloquemment que, s'il faut un royaume au pape, à cet héritier du mendiant qui n'avait pas même une pierre pour appuyer sa tête, il ne serait que juste de chercher ce royaume ailleurs qu'à Viterbe.

Le 9 novembre, les troupes furent casernées et toutes les dispositions furent prises pour assurer une retraite régulière.

Vers 1 heure du matin, l'ordre de marche fut donné. La division sortit de Viterbe par la porte *Fiorentina* ; elle suivit la route de Montefiascone, et, à 2 heures de l'après-midi, elle arrivait à Bagnorea où elle fit étape.

Désormais on était assuré d'échapper à une surprise des forces alliées ; néanmoins le danger n'était point passé en entier, il fallait réussir à traverser le cordon des forces italiennes et à opérer le licenciement sans perdre les armes.

C'est là ce que l'état-major s'occupa d'assurer, pendant que les volontaires recevaient des vivres et prenaient un moment de repos.

XXXIV.

**Passage de la frontière. — Licenciement.
Les honneurs de la guerre.**

Pendant le repos que les volontaires prenaient à Bagnorea, dernière étape sur le royaume de l'Eglise, la nouvelle parvint d'Orvieto que les mêmes rigueurs employées par la police italienne contre Garibaldi, à Passo-Corese, étaient réservées au général Acerbi. Comme le dictateur, il devait être jeté dans une forteresse pour répondre du crime d'attentat au pouvoir temporel. Les coupables s'appelaient légion; ne pouvant les englober dans la même persécution, on s'attaquait à leurs chefs. Les vieux prisonniers de l'Autriche impériale, les anciens persécutés de toutes les petites tyrannies qui morcelaient naguère l'Italie, étaient menacés et traqués, grâce à la centralisation, avec plus de puissance qu'autrefois.

A la nouvelle du danger qui menaçait encore leur chef, les officiers de la division de droite se réunirent ; ils se rendirent auprès du général pour lui donner un témoignage d'estime et d'affection, pour protester de leur résolution de ne pas le quitter et de partager son sort, estimant avoir droit à l'honneur des mêmes rancunes pontificales.

Le général Acerbi les détourna de cette pensée

de dévouement stérile. L'ancien proscrit de l'Autriche leur dit entre autres :

« Ne donnez pas à nos ennemis la satisfaction de nous frapper sans utilité pour les libertés italiennes. Réservez-vous pour des temps meilleurs, attendez le moment opportun. Soyez-en persuadés, il viendra. En attendant, sachez surmonter les sourdes persécutions, comme vous avez surmonté les fatigues et les dangers de la lutte ouverte. Nos peines, nos sacrifices pèseront dans la balance des peuples pour la liberté de Rome et de tous... »

Après un échange d'émouvantes paroles, le commandement de la division fut confié au colonel Fabri. A la nuit tombante, la marche fut reprise ; elle se fit sûrement et l'on put pénétrer sur le territoire italien sans être inquiété par les piquets de surveillance de l'armée régulière.

Combien les impressions qui envahissaient l'âme en suivant le chemin du retour étaient déchirantes, combien elles différaient de celles qui débordaient sur les lèvres, comme autant de chants de liberté et d'espoir, durant les fatigues inouïes de la marche en avant ! Les premières teintes de l'hiver contribuaient à donner aux campagnes, aux champs complantés de pâles oliviers, aux longs roseaux échevelés des terrains humides un aspect qui augmentait la tristesse. La nature, elle aussi, disait son hymne de mort, selon les uns, mais de repos et de résurrection, selon les autres !

Même dans ces derniers moments, la plus grande discipline ne cessa d'être observée. Çà et là quelques soldats indignés jetaient leurs fusils, leurs

baudriers, ce harnais ridicule lorsqu'il ne sert point à l'indépendance, à la dignité d'un peuple, au bien-être de tous. Les objets d'armement ainsi repoussés étaient relevés sur quelques paroles d'encouragement des officiers.

A la nuit avancée, on arriva dans les environs de X... On était à destination, sur le sol de la monarchie de Savoie. Le colonel Fabri transmit, l'ordre de former le carré et il fut donné lecture de l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR DE LICENCIEMENT.

Baguorea, 10 novembre.

Au moment de nous séparer, mon cœur se brise!

Les destins de la guerre ne nous ont pas été propices : Rome reste encore sous le joug des prêtres.

Vous avez fait votre devoir, mais l'intervention de la France alliée à la tiare, pour le malheur de l'Italie, et l'inexplicable attitude du gouvernement de Florence ont paralysé vos généreux efforts.

Garibaldi veut que vous vous réserviez pour des temps meilleurs.

Vous vous retirez avec la conscience d'avoir combattu à la fois pour la liberté de l'Italie et pour celle de tous les peuples tenus sous la tyrannie la plus funeste de toutes, celle de la pensée.

Dans vos foyers, vous vous souviendrez de vos compagnons restés sur le champ d'honneur.

Afin de retourner aussitôt que possible en avant, songez à acquérir de plus en plus la discipline.

Le général, ACERBI.

Dans le nombre des volontaires qui allaient être licenciés, il en était qui, plus que les autres, étaient exposés aux persécutions de l'autorité royale et pontificale. C'étaient ceux qui avaient renoncé à la vie énervante des casernes, à l'humiliation du port d'armes inutile dans l'armée régulière, pour passer dans les rangs des insurgés romains. Il fallait parer aux peines réservées par le gouver-

nement à ces déserteurs. Le général Acerbi leur fit distribuer, sur sa cassette particulière, les fonds nécessaires pour se réfugier à l'étranger.

Les armes ayant été recueillies furent envoyées en lieu sûr et le licenciement fut prononcé.

A défaut de la victoire de fait, on avait le triomphe moral et les honneurs de la guerre.

Les volontaires se séparèrent aux cris de : *Vive Garibaldi! Vive Acerbi!* Longtemps après le départ, au milieu de la nuit, dans les différentes directions suivies, le groupe d'officiers restés sur le terrain pour assurer les dispositions finales entendit vibrer ces vivats.

Les soldats-citoyens se transformaient en apôtres.

XXXV.

Dernière illusion. — Rapport au général en chef.

Un vague espoir se présentait encore à la pensée de quelques patriotes. Ils ne pouvaient croire à l'abandon par le palais Pitti d'une occasion aussi favorable d'acquérir une province italienne. Dès que les volontaires auraient évacué la province, conformément à ce qu'avaient promis les agents ministériels et le sous-préfet d'O..., les troupes italiennes en surveillance aux confins viendraient prendre, pensaient-ils, possession de la contrée. Le plébiscite serait ainsi réalisé sans aucune pression révolutionnaire, et, en tous cas, le drapeau italien flotterait sur Viterbe, par une juste compensation, aussi longtemps que celui de l'empire français couvrirait Rome.

Il n'en fut rien.

Les vainqueurs s'acharnaient sur les vaincus. Comme pour compléter l'œuvre militaire, la diplomatie et la religion faisaient alliance pour une extermination morale. Dans la presse, du haut des chaires, dans les mandements épiscopaux, dans les brefs et allocutions du pape, le parti assez avancé pour écouter la voix de l'Italie assez impie pour s'attaquer au pouvoir temporel, était l'objet de ces accusations, de ces calomnies que sait inventer la haine religieuse renforcée par la haine politique.

Le général Acerbi en montra la valeur par la publication de son rapport à Garibaldi ; voici ce document :

Général !

Je vous soumets la relation sommaire des choses principales accomplies par moi dans la campagne qu'a terminée la bataille de Mentana. Dans cet aperçu, il me suffit de mentionner les choses les plus substantielles d'où l'on pût déduire la pensée qui m'a guidé, le but que je me suis proposé et les moyens avec lesquels j'ai dû le poursuivre, plus par nécessité que par choix.

Ma tâche était d'agir dans la province de Viterbe, mais des circonstances imprévues ne me permirent de grouper des forces qu'après le combat de Bagnorea auquel je fus complétement étranger. Je me dirigeai alors vers Torre Alfina avec un petit nombre de compagnons, et j'arrivai après avoir erré de bois en bois avec des fatigues et des privations excessives.

Les armes, les munitions, les habillements, les vivres manquaient complétement. J'avais à peine 200 hommes (dont 100 seuls armés), et je devais m'opposer avec eux à 3000 ennemis (infanterie, cavalerie, artillerie) bien disciplinés, fournis d'armes de précision, et qui, occupant Valentano, Bagnorea, Montefiascone et Viterbe, points très importants à environ 12 milles de distance l'un de l'autre, défendaient la province que je devais arracher au gouvernement pontifical.

Aidé par le Comité constitué à Orvieto, lequel cependant avait malheureusement plus de zèle et de patriotisme que de ressources, je parvins à grand peine et avec de très graves sacrifices d'argent, à équiper la colonne. Aussitôt que j'eus 400 hommes armés, je pris l'offensive, et je me dirigeai vers Valentano pour y surprendre l'ennemi, et rompre ainsi le cercle dans lequel il s'était retranché.

Les troupes pontificales furent rencontrées en chemin, à San Lorenzino. On combattit avec acharnement, on vainquit, et on occupa la bourgade et les environs.

Avec des forces de beaucoup inférieures, une surprise était possible; la guerre ouverte, non. Je dus prendre à Torre Alfina de nouveaux éléments et spécialement des munitions, ayant épuisé pendant le combat la très petite quantité que j'avais et ne pouvant en obtenir d'autres avec la célérité que j'aurais désirée.

En étant forcé à temporiser, ce n'était point sans fruits, car je tenais l'ennemi continuellement en alerte avec de petites colonnes que j'envoyais dans les divers points pour l'inquiéter, et je le forçais ainsi à des marches et à des contremarches continuelles très fatigantes. J'eus en peu de temps 2000 hommes avec à peine 1000 armes. Je devais emporter une à une, avec des forces

inférieures, les positions de l'ennemi si rapprochées entre elles qu'elles pouvaient être alternativement secourues, afin d'arriver à Viterbe, cœur de la province, ou bien me jeter par un mouvement hardi sur cette ville en faisant en sorte d'éluder les divers corps ennemis.

J'adoptai le second parti, d'autant plus qu'à la suite d'accords pris avec le comité de Viterbe, on m'avait assuré que la ville s'insurgerait indubitablement à l'apparition de ma colonne sous ces murs.

Je me mis en marche ; je fus rejoint à Celeno par six envoyés du comité viterbois qui insistèrent pour que je marchasse sur Viterbe sans aucun délai. Je leur fis observer que mes soldats étaient épuisés par une longue marche et par le manque presque total de vivres. Ils me répondirent que je devais marcher immédiatement à tout prix sur Viterbe, que l'insurrection devait éclater à 7 heures du soir du 24 ; si je n'arrivais pas à temps pour secourir les insurgés, la ville serait sacrifiée.

Je me rendis à cet avis.

Avec des fusils de rebut, j'allai attaquer une ville entourée de remparts, défendue par de l'artillerie et par des troupes nombreuses. Mais je comptais sur la révolution intérieure, et sur le courage des volontaires.

A l'heure fixée, j'arrivai à Viterbe. La cavalerie ennemie nous reçut avec une décharge à un mille de la ville, et elle se replia aussitôt en criant *aux armes*.

Nous ripostâmes au feu, et des morts et des blessés tombèrent des deux côtés. Nous avançâmes au pas gymnastique et avec enthousiasme vers les remparts garnis de nombreuses forces ennemies. Sous ces remparts mes volontaires combattirent pendant six bonnes heures avec le courage et le sangfroid de vieux soldats en faisant subir aux pontificaux de très graves pertes.

Nous incendiâmes deux portes sous une grêle de balles, et de la porte de la *Verità* en luttant corps à corps (et ici tombèrent le valeureux major De Franchi et d'autres braves), nous pénétrâmes dans Viterbe. Près de la porte chaque maison était une barricade ; l'ennemi opposait une résistance acharnée et la ville se taisait. Avions-nous été trompés ? L'histoire le dira. J'aurais pu cependant refouler les forces ennemies que j'avais devant moi, et occuper définitivement la ville ; mais le manque de munitions ne m'aurait pas permis de la conserver. J'avais attaqué Viterbe avec 8 seules cartouches par soldat (impossible d'en trouver davantage), et d'un instant à l'autre l'ennemi pouvait recevoir des renforts de Montefiascone, de Bagnorea et de Valentano. Le péril de me trouver entre deux feux sans pouvoir riposter, était donc évident.

Je décidai alors de me retirer, et je le fis en donnant les dispositions les plus claires et les plus précises, de sorte que la retraite se fit en si bon ordre que l'ennemi n'osa pas nous inquiéter pendant la marche.

Et cela, quoique les guides qui condusaient les deux fractions de ma colonne, ne les conduisirent pas au point indiqué par moi comme lieu de réunion. Je fus témoin de splendides épi-

sodes de valenr dans l'attaque de Viterbe. L'histoire dira les noms de ces braves tombés au cri de *Vive l'Italie !*

Le lendemain je me portais vers ma base d'operation pour recevoir de nouvelles compagnies armées qui devaient m'être expédiées de Torre Alfina et d'autres localités. Mon intention était de me diriger avec toutes les forces vers le quartier général à Monterotondo.

Mais la victoire de Monterotondo et l'attaque de Viterbe forcèrent les pontificaux à la retraite pour se concentrer sur Rome.

J'occupai alors Viterbe, Montefiascone, Valentano et Bagnorea devinrent mes lignes de défense. De nouvelles forces furent organisées sur ces points. En attendant, une compagnie de la garnison de Valentano alla attaquer l'ennemi qui occupait encore Montalto. Ces braves se montrèrent dignes de la tradition de la chemise rouge. Quoique inférieurs en nombre, ils battirent les pontificaux en leur faisant 65 prisonniers que je voulus conduire avec moi jusqu'à la frontière le jour où je dus me retirer définitivement.

Je réputai nécessaire un gouvernement fort, énergique, parce que la réaction, très-puissante, pouvait nous susciter de graves difficultés et que tout était à créer, d'antant plus que les fonctionnaires pontificaux s'étaient retirés en masse de tous les dicastères.

Je proclamai alors aussi à Viterbe, comme je l'avais fait dans les autres endroits occupés avant, votre *dictature*, en prenant moi la prodictature. Cela était conforme aux accords pris avec Menotti-Garibaldi avant l'ouverture de la campagne et c'était évidemment conseillé par la nécessité de la situation. Etait-il possible de rester sans gouvernement ? Etait-il possible de laisser sans une base de droit le nouvel Etat de fait que l'on créait ? Parmi les divers expédients qui me vinrent à l'esprit, tous sujets à de graves objections, le moins dangereux me parut celui de suivre le système adopté en 1860 dans l'Italie méridionale. Et c'est ce que je fis. Ce système répondait aux exigences militaires et politiques du moment, sans nullement engager l'avenir.

Je notifiais cependant au peuple viterbois par une proclamation qu'après la guerre il serait appelé à décider de son sort par un plébiscite solennel.

J'avais l'intention de former à Viterbe le camp de l'insurrection, où, en cas de défaite possible, vous pourriez vous replier et vous soutenir en réunissant toutes les forces. Je recueillerais des hommes, des armes et de l'argent (on manquait de moyens snrtout après la dissolution des comités de seconrs de la part du gonvernement italien), et je me mettrais ensuite en marche pour opérer ma jonction avec vous en vous apportant un excellent contingent.

Pour exécuter ce dessein que je vous avais soumis, je ne demandais que cinq jours de temps.

Je reçus cette réponse : « *Général Acerbi, vous avez très-bien fait ; saluez vos braves compagnons et poursuivez sans relâche la sainte entreprise.* »

Ainsi, je m'imposai deux tâches : l'une civile, l'autre mili-

taire. Voici sommairement les actes de la première que je remplis à contre-cœur et uniquement parce que la nécessité m'y poussait :

1° Amnistie pour toutes les transgressions de police ;

2° Ordre aux magistrats de reprendre leurs fonctions ;

3° Abolition de la peine de mort, sauf les cas prévus par le code pénal militaire italien en temps de guerre. Je dois noter que je fus spécialement induit à prendre cette mesure parce que la réaction s'efforçait de dépeindre les garibaldiens à la population comme une horde de gens sanguinaires ;

4° Sécularisation de l'instruction, conformément aux lois en vigueur dans le royaume d'Italie.

Pour donner plus de publicité aux actes du gouvernement exercé temporairement par moi, je me servis de la *Gazette de Viterbe*, de laquelle cependant, comme œuvre tout-à-fait privée, je n'eus d'autre responsabilité que celle des documents publiés dans la partie officielle. Je fus complètement étranger au reste.

Je ne voulus pas porter tout le poids et la responsabilité du gouvernement ; une junte municipale proclamée par le peuple viterbois s'occupa avec moi de la marche régulière de l'administration.

Quant à la tâche militaire, je devais organiser promptement des bataillons. Il me fallait donc des hommes, des armes et de l'argent. Après avoir ouvert des bureaux d'enrôlement avec un excellent résultat, je donnai des commissions pour des armes et je cherchai de l'argent. J'avais l'intention de demander à la ville et province un prêt de 350,000 francs, laquelle somme, jointe aux recouvrements que devaient faire les caisses du trésor, devait me donner un total de 500,000 francs. Après avoir payé avec cette somme les frais déjà faits, il me resterait encore un fonds suffisant pour poursuivre l'entreprise avec vigueur. C'était là le renfort que je pensais vous être le plus nécessaire, et, maître d'une province où il était possible de le recueillir, il me semblait qu'il était de mon devoir de le faire.

Pendant que j'étais occupé à cette besogne, éclata la réaction des confréries religieuses, qui sont très riches et très nombreuses dans la province que j'avais occupée.

Je décidai alors de faire peser les sacrifices imposés par la guerre sur les corporations en raison du 5 0|0 de leurs revenus. Pour justifier cette mesure, il suffira de faire observer que les moines et les réactionnaires en général conspiraient en cachant des armes et des soldats pontificaux débandés, en excitant les paysans contre les volontaires et en introduisant même des éléments salariés par eux dans les rangs de mes soldats afin de provoquer des désordres. Enfin ils avaient envoyé une députation à Rome (et non pas seulement de Viterbe), pour invoquer le secours des Français.

Je perçus donc des divers monastères et de l'évêque de Viterbe la somme de 22,176 fr. 90 cent.

Pour le surplus de ce qui m'était nécessaire, je préparais un emprunt, comme je l'ai dit plus haut, d'accord avec la junte municipale de la ville et province. Le sacrifice devait être rendu

moins dur aux Viterbois par la pensée que le sang répandu par nous et l'or que je demandais étaient consacrés à leur délivrement.

Les autres sommes perçues par moi se sont élevées à francs 93,901 26.

Je déclare que je ne suis responsable que de cette somme, car, sur mes ordres, les populations étaient autorisées à refuser toute prestation en nature ou versement de somme sans une requête faite directement par moi par l'intermédiaire des officiers spécialement chargés de cette besogne.

Voici maintenant le relevé de toutes les recettes et de toutes les dépenses appuyées aux reçus respectifs :

ENCAISSEMENTS

Reliquat d'une plus forte somme dépensée par ordre du général Garibaldi	Fr.	2,000 —
Reçu de Florence	»	2,000 —
Id. id.	»	3,000 —
Reçu du dispensateur des sels et tabacs de Montefiascone	»	2,550 —
Reçu du bureau de l'enregistrement et timbre de Montefiascone	»	83 26
Reçu du dispensateur des sels et tabacs de Viterbe	»	1,100 —
Id. du bureau de l'enregistrement et du timbre de Viterbe	»	135 —
Reçu du bureau des hypothèques de Viterbe	»	55 —
Id. de la Municipalité d'Acquapendente	»	6,679 —
Id. de la Caisse camérale de Viterbe	»	57,700 —
Id. des caisses publiques de Montefiascone	»	6,869 —
Id. id. id.	»	3,000 —
Id. des caisses publiques de Satri et de la province de Viterbe	»	5,165 —
Reçu du bureau de la moûture de Viterbe	»	310 —
Id. du curé de Torre-Alfina	»	310 —
Id. de l'évêque de Viterbe	»	5,000 —
Id. du couvent des moines de la Quercia de Viterbe	»	4,160 —
Reçu du couvent des moines des Gradi de Viterbe	»	3,000 —
Id. du couvent des religieuses de Santa Rosa de Viterbe	»	10,000 —
Reçu du séminaire épiscopal de Viterbe	»	105 —
Id. de la Congrégation de la propagande de la Foi de Viterbe	»	111 90
Reçu de la Municipalité de S. Lorenzino, Grotte etc.	»	1,005 —
Id. de la Municipalité de Sorciano	»	1,621 —
Total	Fr.	116,618 16

PAYEMENTS

Payé pour remboursement de frais de voyage, vivres et guides pour conduire des hommes sur le territoire pontif. Fr.	8,177 50
Payé pour acquisition de bottes et d'habillements pour des volontaires et guides à cheval . . . »	6,971 25
Payé pour acquisition de 600 paires de souliers »	3,600 —
Payé pour acquisition d'habillements et de bonnets»	3,000 —
Payé pour acquisition de chevaux, ânes et mulets »	1,600 —
Payé pour acquisition de munitions de guerre . »	850 —
Remis au Comité insurrectionnel de Viterbe . »	500 —
Id. pour frais de bureau, cartes topographiques, etc.»	835 —
Payé pour voyage et commission . . . . . »	650 —
Id. pour rétribution à des guides bourgeois pendant toute la campagne, envoyés et messagers . »	6,295 82
Payé pour transport de vivres, armes, munitions	2,533 75
Payé pour frais de magasinage d'armes, munitions, habillements, emballages et autres . . . . . »	754 80
Payé pour acquisition d'armes à feu, sabres, révolvers et réparations de fusils . . . . . . »	11,780 90
Payé pour vivres aux troupes, fourrages aux chevaux et ferrements . . . . »	25,542 96
Payé pour ambulances, instruments de chirurgie, litières et médicaments . . . . »	1,175 45
Payé pour avance à la colonne du major Baldini »	3,000 —
Id. pour dommages payés pendant les marches »	4,800 —
Payé pour récupérer des fusils et des armes abandonnées après les combats . . . . »	700 —
Payé pour gratifications de services extraordinaires à des militaires et à des bourgeois de la province de Viterbe . . . . »	1,989 80
Payé pour frais d'imprimerie, proclamations, lois, décrets et leur publication, timbres et frais de bureau »	2,141 75
Payé pour rétablissement de fils télégraphiques et appointements à des employés pontificaux . . »	763 85
Payé pour subsides aux blessés garibaldiens et pontificaux . . . . »	3,975 —
Payé pour subsides à des compromis politiques »	6,585 —
Payé à Bagnorea, vivres en argent aux troupes avant de les licencier . . . . »	2,188 —
Payé pour avance, solde aux officiers . . . »	11,230 84
Payé pour subsides aux militaires les plus nécessiteux avant la dissolution, restant de caisse. . »	1,974 49
Payé pour habillements à des sous-officiers, réparations, souliers, frais de bureau des compagnies, etc.»	3,000 —
A payer une lettre de change de 5535 fr. pour diverses fournitures . . . . »	5,535 —
A payer pour fournitures, habillements, buffletteries, armes, sabres, souliers, couvertures, bonnets, etc., livrés sur contrat privé, environ. . . . . . »	100,000 —
Total . . . . Fr.	222,153 16

Ce relevé présente un découvert de plus de 100,000 francs.

C'est à peu près la somme due à des fournisseurs qui me donnèrent les choses les plus nécessaires et les plus urgentes; ils me les livraient sur des contrats que j'ai signés personnellement. De sorte que cette somme est une obligation qui pèse sur moi, et j'ai dû en répondre à ces fournisseurs comme d'une dette privée. Si mon projet d'emprunt avait pu être réalisé, ces fournisseurs auraient été payés, mais ne l'ayant pas été, et les autres sommes recueillies ayant été dépensées autrement, comme il résulte du tableau ci-dessus, cette partie du budget passif de la campagne reste encore découverte et pèse sur moi comme une dette personnelle.

Aucun particulier n'a été imposé par la pro-dictature, aucune arrestation n'a été opérée même parmi les prêtres (malgré les dépositions de patriotes respectables, lesquelles auraient pu m'autoriser à des actes de rigueur) à l'exception de celle d'un individu dans le domicile duquel on a trouvé un grand nombre d'armes. Mais le lendemain il fut remis en liberté.

On me rapporta que quelques actes contraires à l'honnêteté avaient été commis par des individus appartenant à ma colonne. J'invitai les populations à dénoncer les coupables ; j'établis des tribunaux militaires qui jugèrent et punirent. Je puis même dire qu'aucune réclamation ne m'a été faite qu'elle n'ait promptement reçu satisfaction.

Pour prévenir les vexations, je fis savoir qu'aucun individu appartenant aux volontaires, quelque fût son grade, n'était autorisé à délivrer des bons ou à toucher des sommes, à l'exception du commissaire.

Toutes ces mesures résultent des actes émanés de moi pendant le gouvernement pro-dictatorial : ils sont consignés à l'histoire et ont été affichés par des proclamations spéciales dans la province de Viterbe.

Dans l'intervalle, un *meeting*, composé d'un grand nombre de citoyens, fut tenu à Viterbe. On décida de demander à la pro-dictature que le plébiscite promis pour la fin de la guerre fût tout de suite accompli. Comme je ne pouvais avoir des vues anti-unitaires, je répondis par un consentement à la commission qui me fut envoyée, je fixai l'époque à cinq jours. Ce délai était nécessaire pour prendre les dispositions afin que cet acte s'accomplit simultanément dans toute la province. Je prévins aussitôt M. le ministre Gualterio, par un télégramme, de tout ce que j'allais faire.

L'insistance de la commission me décida cependant à ne pas attendre davantage, et le peuple fut tout de suite appelé au scrutin; on vota à l'unanimité pour l'union à l'Italie sous le sceptre de Victor-Emmanuel.

Après la proclamation du vote, une ovation splendide eut lieu: je fus acclamé, remercié. Je dis cela pour prouver qu'il n'y avait pas de dissentiment entre la dictature et le pays. Je reçus la députation chargée de présenter au gouvernement de Florence le résultat du plébiscite, je lui donnai des lettres et lui offris des guides à cheval comme escorte d'honneur. Une province de l'Ita-

lie l'unissait à la mère patrie par l'œuvre des volontaires : celle seule pensée m'encourageait.

J'annonçai par le télégraphe le résultat du plébiscite aux ministres Gualterio et Mari. Je voulais sauver à tout prix cette noble province en la donnant à la nation, et il me semblait que le royaume italien, résultat des plébiscites, ne pouvait refuser cette annexion. Aucune réponse n'arrivait toutefois de Florence; je télégraphai au Roi ; même silence. Le refus du gouvernement ne devait m'être connu que par une dépêche privée.

Cependant un nouveau meeting avait lieu à Viterbe. On a dit que dans cette assemblée des idées se manifestèrent en opposition à celles que le peuple avait exprimées par le plébiscite : je l'ignore.

Le prodictatenr ne pouvait d'ailleurs empêcher une libre réunion. Il n'a eu aucune part à ce qui fut décidé dans ce meeting.

J'étais resté à Viterbe jusqu'au dernier moment, quoique je n'ignorasse pas que des forces très nombreuses nous menaçaient. J'espérais toujours que le gouvernement de Florence n'oserait pas repousser de la grande famille italienne un peuple qui, pour la seconde fois, se donnait à lui.

Je m'abusai, et j'eus vraiment tort, car j'aurais pu deviner les intentions du gouvernement du roi d'Italie dès l'instant où je sus que les troupes royales avaient empêché le plébiscite à Acquapendente, et en outre avec quels ordres elles avaient passé la frontière.

Il y avait maintenant nécessité de partir. Par une marche de 7 heures faite en très bon ordre, j'arrivai à Bagnorea : toute la colonne était avec moi. J'avais décidé de me séparer de mes compagnons d'armes dans cette ville. La nouvelle se répandit alors qu'un mandat d'amener avait été lancé contre moi par le gouvernement de Florence. Les officiers me proposèrent, au nom des soldats, de défendre ma personne. Touché de ce témoignagne d'estime et d'affection, je remerciai et je décidai de me soustraire à la prison. Après avoir traversé dans ma vie politique bien des épreuves douloureuses, je ne craignais certes pas la prison, mais je voulus être libre, parce qu'après avoir combattu il me restait un autre devoir à remplir : recueillir les données nécessaires pour vous exposer à vous et au pays ce qui avait été fait par les volontaires placés sous mes ordres.

Je devais défendre l'honneur du corps contre les accusations et les calomnies possibles. Aujourd'hui je l'ai fait de la manière que la brièveté du temps me l'a permis. Je me réserve de répondre aux accusations, lorsque les accusateurs sortiront, s'ils le peuvent et le savent, du vague, de l'indéterminé des exagérations évidemment absurdes et ridicules, et citeront des faits et des circonstances. Pour le moment, aux calomnies inventées par haine de parti, et crues avec une légèreté coupable par le vulgaire, j'oppose un démenti formel et le témoignage de toute ma vie.

A vous, Général, je soumets, en attendant, cette courle relation avec tous les documents qui prouvent ce que j'ai exposé et j'attends votre jugement.

Votre approbation que j'espère avoir méritée et celle des patriotes honnêtes suffiront pour me compenser de tant de sacrifices et de bien des douleurs.

Florence, 2 décembre 1867.

G. Acerbi.

Cet exposé des faits ne mit pas un terme aux récriminations calomnieuses. Elles trouvèrent un écho même dans l'enceinte du Parlement italien. Durant plusieurs séances, des orateurs libéraux, MM. Crispi, Acerbi, Nicotera, etc., leur firent l'honneur d'une réfutation; ils eurent tort, leurs adversaires n'avaient d'autre but que de détourner la discussion des principes, de l'égarer dans des questions de détail et de personne, et ainsi de faire oublier au pays que, volontairement ou par incapacité, ses premiers mandataires avaient méconnu leur devoir, déçu la confiance de l'Italie, de l'Europe, du monde libéral.

L'histoire n'est pas dupe de ces subterfuges, elle le dit déjà, elle le dira de plus en plus.

Du reste, quoi qu'aient avancé les hommes politiques détracteurs de la campagne romaine, ils ont été bien au-dessous de leurs alliés les cléricaux.

Il faut rendre cette justice aux premiers, voulant rester des hommes de bonne compagnie, ils n'ont pas recouru au dictionnaire des gens d'Eglise, ils n'ont pas jeté aux volontaires l'accusation de BANDITS, BRIGANDS — GENS TRÈS-SCÉLÉRATS — FILS DE SATAN — ÊTRES IMPIES ET IMMORAUX — HOMMES PRÊTS A TOUS LES CRIMES, ETC.

Tels arguments, tel parti.

XXXVI.

Conclusion.

Les circonstances dans lesquelles s'est accomplie la campagne de Viterbe permettent d'établir les faits suivants :

Les volontaires de la division de droite étaient, pour la plupart, des émigrés romains. Bien que peu nombreux, mal armés et manquant souvent du nécessaire, ils ont tenu tête à un corps considérable qui abondait de tout.

Les troupes pontificales ont été progressivement repoussées et acculées vers Rome ; sans l'intervention, nul ne peut le mettre en doute, le drapeau tricolore italien flotterait victorieux sur le Capitole.

Le plan stratégique était bon ; la direction militaire ne pouvait contribuer plus puissamment à l'action du corps du centre sur Rome ; en occupant Viterbe et la province, on empêchait l'ennemi de tourner Garibaldi et on se procurait les moyens de poursuivre la guerre.

Les populations n'ont cessé un seul instant de se montrer favorables à la révolution ; les municipalités ont secondé, suivant leurs ressources, les opérations. Partout on a rivalisé d'empressement pour acclamer la dictature de Garibaldi et pour voter la déchéance du pouvoir temporel. C'est avec

enthousiasme que, dans toutes les localités, les populations se portaient en foule, musique en tête, au devant du prodictateur.

Une double mission, militaire et politique, s'est imposée à la division de droite. Cette mission a été remplie. En 40 jours de lutte et de fatigues, une poignée de volontaires ont délivré une province italienne, et le nouvel ordre de choses y a été établi régulièrementt. A nombre égal, en présence des mêmes difficultés, un pareil résultat a été rarement obtenu ; il n'a pas dépendu de la division Acerbi que ce résultat fût définitif, mais du palais Pitti.

La discipline obtenue dans ces forces organisées à l'improviste peut être appréciée par la marche hardie faite à travers le quadrilatère ennemi, en parcourant 44 kilomètres pour attaquer le point principal, Viterbe. Les privations et le feu ont été supportés par ces jeunes volontaires comme par de vieilles troupes. Les ennemis eux-mêmes l'ont reconnu.

Si l'on tient compte du peu de ressources dont disposait la division, des obstacles qu'a suggérés le parti prêtre, il faut reconnaître qu'une ferme volonté peut toujours beaucoup et qu'il n'y a pas d'obstacles insurmontables par et pour la liberté.

Les volontaires se sont montrés dignes de leur chef suprême, Garibaldi, ils ont été à la hauteur de la grande cause pour laquelle ils ont loyalement combattu.

Quant aux récriminations cléricales, quant aux actes deshonnêtes attribués à la colonne, ce sont

là les ressources ordinaires de la réaction. Ce qu'on peut affirmer, c'est que dans les rangs des volontaires d'Acerbi, il n'y a pas eu plus d'indiscipline que dans ceux d'une armée régulière. Lorsque des cas se sont produits, ils ont été réprimés aussitôt, et sans cesse les chefs ont mis à l'ordre du jour le respect de la propriété, la sécurité des personnes.

Du premier au dernier jour de l'occupation, malgré la menace de l'arrivée des alliés, les témoignages d'affection et d'estime parvenaient au prodictateur ; des félicitations lui étaient adressées pour son administration patriotique, ferme, et à la fois bienveillante que le clergé estimait plus dangereuse que si elle eût été entourée de moins de formes. Même à l'étranger, ces sympathies ont eu un écho, comme le prouve l'offre de nombre d'étudiants français de se rendre dans le corps d'Acerbi pour lutter contre leurs compatriotes pontificaux et établir, autant que possible une juste compensation.

Toutes les opérations militaires rencontrent des juges sévères. Magenta, Sadowa, pas plus que Custoza, n'échappent à cette loi de dénigrement universel. La campagne de Viterbe devait aussi avoir ses critiques. Elles ont été d'autant plus passionnées qu'il s'agissait d'un corps de volontaires, de la cause de la liberté de tous, de la chûte d'une domination basée sur le fanatisme, et que les principes ont été transformés en étroites questions de personnes. La colonne d'Acerbi a été attaquée en bloc et séparément ; ses simples volontaires, ses

officiers, son chef, l'ancien proscrit de l'Autriche (1) ont tour à tour été l'objet de récriminations d'autant plus violentes et odieuses qu'il s'agissait de ceux qui ont le plus payé de leur personne.

Pour faire justice de ces attaques, il suffit de quelques mots : ce sont ceux de la lettre suivante qui s'adresse autant au général Acerbi qu'à la division de droite :

« Caprera, 14 janvier 1868.

« Mon cher Acerbi,

« Si, au lieu de détracteurs, vous aviez trouvé plus d'imita« teurs, aujourd'hui Rome ne serait plus sous la honteuse domi« nation des prêtres.

« Je vous réitère mon approbation.

« Un salut cordial.

« Votre,

« G. Garibaldi. »

Le sang versé en octobre et en novembre 1867 est la continuation de celui qu'ont fait couler, durant des siècles, les prétentions de la théocratie. Dans la vie privée, à la naissance, au mariage, à la mort, dans la vie publique, partout on rencon-

(1) Dans le *Giornale Illustrato* (N° 45, novembre 1866) M. le professeur Dall'Ongaro a écrit une biographie où sont relatées les persécution du despotisme autrichien contre G. Acerbi. La révolution de 1848, le délivra des prisons criminelles de Milan. Après le siège de Venise où il commandait un fort, Acerbi, fut l'âme et le chef de la conspiration de Mantoue : il n'échappa au supplice de Tazzoli, de Poma, etc. qu'en émigrant en Suisse. Acerbi revint de l'exil pour prendre part à la campagne de 1859. En 1860, il montait le même vaisseau qui conduisait Garibaldi à Marsala. Après Aspromonte, ce premier Mentana, Acerbi se retira du service militaire ; il y rentra pour faire avec Garibaldi la campagne 1866. « Son intégrité proverbiale, dit le *Giornale Illustrato,* imposa silence aux détracteurs. »

tre cette puissance jetant au travers du progrès de la science et de la liberté les traditions du paganisme. Le fanatisme et la superstition la préservent du découragement; son zèle n'est lassé ni par l'insuccès constant, ni par le désaveu des peuples et des gouvernements qui restreignent de plus en plus ses pouvoirs temporels. Pour ce colosse aux pieds d'argile, qui affirme porter la tête jusqu'aux cieux et être soutenu par Dieu, le *millenium* de l'autorité terrestre est accompli. Depuis la nuit de mille ans, l'humanité a marché dans ce sens, la sécularisation de l'état civil, à peu près partout, la séparation réclamée de l'Eglise et de l'Etat sont les signes que le but est atteint. Vouloir le reculer encore, c'est le devoir du Saint-Siége, ce n'est point celui des gouvernements modernes.

Une démarcation profonde existe moralement entre les choses de la terre et les questions métaphysiques; elle doit exister aussi de fait. Leur confusion a été sans cesse une cause de luttes, de persécutions, de troubles. Protéger, à Rome, l'étrange chaos de ces questions et de ces choses incompatibles, c'est amonceler sur ce point un orage qui s'étendra au loin : le moment est venu pour le XIXme siècle d'accomplir l'œuvre de paix ébauchée le 17 mai 1809.

Il n'est pas un point du globe, pas une localité quelque livrée qu'elle ait pu être au clergé dans la suite des âges d'où l'on n'entende s'élever cette réclamation. En octobre, les aspirations de l'Italie, interprète longanime des autres nations, se sont fait entendre. La grande voix du peuple a retenti

comme un éclat de foudre, elle a pu être étouffée par le fer et le feu ; ce n'est point la première fois, mais, dans un temps plus ou moins rapproché, il faudra l'exaucer, bon gré, malgré.

Toute distinction étant établie entre la papauté spirituelle et le pouvoir temporel, la première commande, du reste, que les hommes qui lui sont dévoués prennent eux-mêmes l'initiative de la démolition de ce dernier. Qu'ils ne se fassent aucune illusion, la même main ne peut tenir à la fois la houlette du pasteur d'âmes et le sceptre des rois de ce monde. Dans cette question, plus qu'en aucune autre, l'axiome de droit *non bis in idem* est de rigueur ; conserver seulement l'autorité divine, c'est préserver la tiare de l'atteinte des révolutions politiques qui grondent à l'horizon et qui réclament :

JUSTICE ET LIBERTÉ POUR TOUS.

TABLE DES MATIÈRES.

Errata. — Page 18, dernière ligne, note (1) 1765, lisez 1865; — page 64, ligne 10e, Heller, lisez Ellèr; — page 94, ligne 10e, six, lisez sept; — page 129, troisième avant dernière ligne: contempleur, lisez contempteur; — page 137, ligne 4e: tombès, lisez tombées.

(Nous prions le lecteur de transmettre, à notre adresse, à Florence, les indications éventuelles pour une deuxième édition qu'un certain nombre de souscriptions paraissent assurer. L.-M.)

Florence — Impr. de l'Italie,
piazza San Remigio, n. 1.



Publications du même auteur :

Les Français à Genève. [illegible], [illegible] (2me édition), 1864.

La dernière exécution capitale. [illegible], 1861.

La Savoie pour la Savoie. [illegible], 1862.

La peine de mort [illegible], 1861.

Un mot sur les 22 et 23 avril 1860. [illegible] Paul Ménard, [illegible], 18[illegible].

Poésies. [illegible] J. L[illegible], [illegible], 18[illegible].

Paul et Marie (*Nouvelle*), Pfeffer et Puky, [illegible], 1861.

Djesar-Pacha — Bessa (*Nouvelle*), [illegible], 18[illegible].

Noir puis Blanc (*Roman*), [illegible] Ch. M[illegible], [illegible], Paris, 1859.

Taramara (*Scènes genevoises*), [illegible] suisse, Genève, 18[illegible].

La fête des Vignerons, [illegible], Genève, 186[illegible].

Le Cormoran (*Drame*, 2me édition), [illegible], Genève, 1863.

Précis historique sur la Pologne, [illegible], 186[illegible].

Sténographie, méthode américaine, 3me [illegible], Ch. M[illegible], Paris, 186[illegible].

Rapport sur l'Écriture phonétique, [illegible], Genève, 1867.

POUR PARAITRE SOUS PEU :

De la valeur et de l'utilité des choses et des actions [illegible].